



PROGRAMME EMPRES

**(Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs
et maladies transfrontières des animaux et des plantes,
Composante Criquet pèlerin)**

EN RÉGION OCCIDENTALE

<http://www.clcpro-empres.org>

RAPPORT DE LA CINQUIÈME RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE

Bamako, Mali

21 – 22 décembre 2009

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Décembre 2009

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tous droits réservés.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, mise en mémoire dans un système de recherche documentaire ni transmise sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit : électronique, mécanique, par photocopie ou autre, sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur. Toute demande d'autorisation devra être adressée au Directeur de la Division de l'information, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie, et comporter des indications précises relatives à l'objet et à l'étendue de la reproduction.

© FAO 2009

Cinquième réunion du Comité de pilotage EMPRES-RO

Bamako, Mali, 21 – 22 décembre 2009



Participants

Sommaire

Liste des acronymes	5
Préambule	7
1. Ouverture de la réunion	8
2. Election du Président du Comité de pilotage, désignation du comité de rédaction et adoption de l'ordre du jour	9
3. Situation acridienne en Région occidentale et mesures prises	10
4. Bilan des activités du Programme EMPRES-RO réalisées en 2009 (y compris les dépenses de 2009)	10
4.1. Bilan des activités de la coordination EMPRES-RO en 2009	10
4.2. Dépenses effectuées en 2009 sur les différents projets gérés par la FAO	11
5. Impact du Programme EMPRES en Région occidentale sur le développement des capacités nationales : cas du Mali	12
6. Présentation et validation du Plan d'opération 2010 du Programme EMPRES-RO	13
7. Présentation et adoption du budget pour l'année 2010 du Programme EMPRES-RO (financement BAD, FSP, FFEM, USAID, FAO et CLCPRO)	13
8. Validation des recommandations élaborées lors de la 8^{ème} réunion des chargés de liaison et recommandations de la 5^{ème} réunion du Comité de pilotage	13
9. Date et lieu de la prochaine réunion	15
10. Adoption du rapport et clôture de la réunion	15
Annexes	16
<i>Annexe 1. Programme de travail de la réunion</i>	<i>17</i>
<i>Annexe 2. Situation acridienne au niveau de la Région occidentale : résurgence en Mauritanie et mesures prises aux niveaux national, régional et international</i>	<i>18</i>
<i>Annexe 3. Bilan des activités réalisées en 2009 (Bilan physique) et perspectives</i>	<i>22</i>
<i>Annexe 4. Suivi des recommandations de la 4^{ème} réunion du Comité de pilotage</i>	<i>34</i>
<i>Annexe 5. Bilan financier (dépenses 2009)</i>	<i>36</i>
<i>Annexe 6. Tableau résumé des dépenses 2009 en \$ EU des UNLAs (Etats et AELP)</i>	<i>39</i>
<i>Annexe 7. Tableau détaillé des dépenses 2009 en \$ EU des UNLAs (Etats et AELP)</i>	<i>40</i>

<i>Annexe 8. Tableau résumé des dépenses 2009 en \$ EU des donateurs du Programme EMPRES-RO</i>	<i>48</i>
<i>Annexe 9. Tableau détaillé des dépenses 2009 en \$ EU des donateurs du Programme EMPRES-RO</i>	<i>49</i>
<i>Annexe 10. Tableau résumé des dépenses 2009 en \$ EU du projet financé par la BAD</i>	<i>51</i>
<i>Annexe 11. Tableau détaillé des dépenses 2009 en \$ EU du projet financé par la BAD</i>	<i>52</i>
<i>Annexe 12. Plan d'opération 2010 du Programme EMPRES-RO</i>	<i>54</i>
<i>Annexe 13. Présentation et adoption du budget 2010</i>	<i>72</i>
<i>Annexe 14. Tableau résumé du budget 2010 en \$ EU des UNLAs (Etats et AELP).....</i>	<i>73</i>
<i>Annexe 15. Tableau détaillé du budget 2010 en \$ EU des UNLAs (Etats et AELP).....</i>	<i>74</i>
<i>Annexe 16. Tableau résumé du budget 2010 en \$ EU du Programme EMPRES-RO.....</i>	<i>75</i>
<i>Annexe 17. Tableau détaillé du budget 2010 en \$ EU du Programme EMPRES-RO.....</i>	<i>76</i>
<i>Annexe 18. Tableau résumé du budget 2010 en \$ EU du projet financé par la BAD.....</i>	<i>78</i>
<i>Annexe 19. Tableau détaillé du budget 2010 en \$ EU du projet financé par la BAD.....</i>	<i>79</i>
<i>Annexe 20. Modifications du projet FSP approuvées par le Comité de pilotage</i>	<i>80</i>
<i>Annexe 21. Liste des participants.....</i>	<i>82</i>

LISTE DES ACRONYMES

AELP	<i>Africa Emergency Locust Project</i> / Projet africain de lutte d'urgence contre le Criquet pèlerin (Banque mondiale)
AGP	Division de la production végétale et de la protection des plantes (FAO)
AGPP	Service de la protection des plantes (FAO)
AGRHYMET	Centre régional de formation et d'information en agro-hydro-météorologie
AIEA	Agence Internationale de l'Energie Atomique
ANLA	Agence nationale de lutte antiacridienne (N'Djaména, Tchad)
BAD	Banque africaine de développement
BM	Banque mondiale
CCE	Cahier des charges environnementales
CERES/Locustox	Centre régional de recherches en écotoxicologie et sécurité environnementale (Dakar, Sénégal)
Cirad	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Montpellier, France)
CLCPRO	Commission de lutte contre le Criquet pèlerin dans la Région occidentale
CNLA	Centre national de lutte antiacridienne (Nouakchott, Mauritanie et Niamey, Niger)
CNLAA	Centre National de Lutte Anti-Acridienne (Agadir, Maroc)
CNLCP	Centre national de lutte contre le Criquet pèlerin (Bamako, Mali)
CR	Coordination régionale du Programme EMPRES en Région occidentale
CRC	Commission de lutte contre le Criquet pèlerin dans la Région centrale
DLCC	<i>Desert Locust Control Committee</i> / Comité FAO de lutte contre le Criquet pèlerin
DLIS	<i>Desert Locust Information Service</i> (FAO) / Service d'information sur le Criquet pèlerin
DPV	Direction de la Protection des Végétaux
<i>eLocust</i>	Système de collecte et de transmission électronique des données acridiennes
EMPRES	<i>Emergency Prevention System for Transboundary Animal and Plant Pests and Diseases / Desert Locust Component</i> - Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et maladies transfrontières des animaux et des plantes / Composante Criquet pèlerin (FAO)
EMPRES-RO	EMPRES en Région occidentale
EU	Etats-Unis
FAO	<i>Food and Agriculture Organization of the United Nations</i> / Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Rome, Italie)
FFEM	Fonds français pour l'environnement mondial (France)
FIDA	Fonds international de développement agricole (Rome, Italie)
FSP	Fonds de solidarité prioritaire (France)
GM®	<i>Green Muscle</i>

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES (SUITE)

IAV	Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II (Agadir, Maroc)
IER	Institut d'Economie Rurale du Mali
INA	Institut National Agronomique (Alger, Algérie)
INPV	Institut National de Protection des Végétaux (Algérie)
LF	Ligne de front
NPO	<i>National Professional Officer</i> / Fonctionnaire recruté sur le plan national
ONG	Organisation non gouvernementale
PALPCP	Projet d'appui à la lutte préventive contre le Criquet pèlerin dans quatre pays membres de la CLCPRO (BAD)
PCC	Poste central de commandement
PCT	Poste de coordination terrain
PGRA	Plan national de Gestion du Risque Acridien
PO	Plan d'opération
POS	Protocole d'opération standard
PSMS	Système de gestion des stocks de pesticides / <i>Pesticide Stock Management System</i>
QUEST	<i>Quality and Environment Surveys of Treatments</i> / Qualité, environnement et santé publique
RAMSES	<i>Reconnaissance and Management System of the Environment of Schistocerca</i>
RC	Région centrale
RO	Région occidentale
SPA	Schéma de Planification des Activités
SVDN	Système de veille des dispositifs nationaux de lutte antiacridienne
SWAC	Commission de lutte contre le Criquet pèlerin en Asie du Sud-Ouest / <i>Commission for Controlling the Desert Locust in South-West Asia</i>
TdR	Termes de référence
ULV	<i>Ultra Low Volume</i> / Ultra bas volume
UNLA	Unité nationale de lutte antiacridienne
UNLCP	Unité Nationale de Lutte contre le Criquet Pèlerin (Bamako, Mali)
USAID	<i>United States Agency for International Development</i> (Etats-Unis)
UTEH	Unité territoriale écologiquement homogène

PREAMBULE

1. Le Comité de pilotage du Programme EMPRES¹ de lutte préventive contre le Criquet pèlerin en Région occidentale (RO) a tenu sa cinquième réunion les 21 et 22 décembre 2009 à Bamako, Mali, suite à la 8^{ème} réunion des chargés de liaison dudit Programme tenue également à Bamako du 14 au 18 décembre 2009.
2. Ont pris part à cette réunion :
 - les représentants des ministères chargés de la lutte antiacridienne des pays suivants : Algérie, Libye, Mali, Maroc, Mauritanie, Sénégal et Tchad ; le Niger s'est excusé en raison de la situation acridienne qui prévaut dans le pays ;
 - le Représentant du ministère chargé de l'économie et des finances du Niger ;
 - les représentants des chambres d'agriculture de la Mauritanie et du Tchad ;
 - la Représentante de la France ;
 - le Représentant de la Banque Africaine de Développement (BAD) ;
 - le Représentant du Centre régional de formation et d'information en agro-hydro-météorologie (AGRHYMET) ;
 - le Représentant du Centre régional de recherches en écotoxicologie et sécurité environnementale (CERES/Locustox) ;
 - les représentants du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) ;
 - les coordonnateurs du projet AELP² de la Banque mondiale (Mali, Mauritanie et Tchad) ;
 - le Secrétaire exécutif de la Commission de lutte contre le Criquet pèlerin dans la Région occidentale (CLCPRO) et Coordonnateur du programme EMPRES de la même région ;
 - le Représentant du Programme EMPRES au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (*Food and Agriculture Organization of the United Nations – FAO*), Rome ;
 - les fonctionnaires et consultants de la CLCPRO.
3. La liste complète des participants figure en annexe 21.

¹ EMPRES : *Emergency Prevention System for Transboundary Animal and Plant Pests and Diseases - Desert Locust Component* / Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et maladies transfrontières des animaux et des plantes - Composante Criquet pèlerin.

² AELP : *Africa Emergency Locust Project* / Projet africain de lutte d'urgence contre le Criquet pèlerin (Banque mondiale).

1. Ouverture de la réunion

4. La cérémonie d'ouverture de la cinquième réunion du Comité de pilotage du Programme EMPRES en Région occidentale (EMPRES-RO) a été présidée par Monsieur le Secrétaire général du ministère de l'agriculture. Elle s'est déroulée en présence de la Représentante de la FAO au Mali, du Responsable du programme EMPRES du siège de la FAO, du Secrétaire exécutif de la CLCPRO et Coordonnateur du Programme EMPRES-RO, des représentants des pays membres du Comité de pilotage, des chambres d'agriculture, des représentants de la BAD, de la France, du Cirad, du centre Agrhymet, ainsi que des fonctionnaires et consultants de la FAO/CLCPRO.
5. Dans son intervention, M. Christian Pantenius, Responsable du Programme EMPRES au siège de la FAO, s'est dit heureux de participer à ce Comité de pilotage. Il a souligné l'importance de l'assistance fournie par les donateurs au programme EMPRES-RO durant les trois dernières années et rappelé que la communauté internationale et la FAO aspirent à la pérennisation de la lutte préventive pour contribuer à la sécurité alimentaire dans la sous région.
6. Il a rappelé les résultats de la mission d'évaluation à mi-parcours dudit programme qui confirme que des progrès significatifs ont été réalisés en terme de renforcement des capacités de tous les pays de la ligne du front, dans l'élaboration des systèmes d'alerte précoce et d'intervention rapide ainsi que sur les aspects liés aux préoccupations d'ordre environnemental. Les capacités des pays ont été nettement améliorées par rapport à la situation de 2003. Il remercie, à cette occasion, tous les pays de la région et la CLCPRO pour les efforts fournis.
7. Il a, en outre, souligné l'impact que pourraient avoir les phénomènes de changement climatique sur la dynamique et la distribution du Criquet pèlerin. Il a mis aussi en exergue l'intérêt de la lutte biologique pour remédier aux problèmes d'ordre environnemental dans la lutte contre le Criquet pèlerin en citant particulièrement l'avantage qu'offre l'utilisation du biopesticide Green Muscle (GM[®]).
8. Madame Mariam Mahamat Nour, Représentante de la FAO au Mali, a ensuite pris la parole pour exprimer, au nom du Directeur général de la FAO, sa reconnaissance au Gouvernement malien d'avoir bien voulu abriter les présentes assises. Elle a souhaité la bienvenue et un bon séjour à tous les participants.
9. Elle a ensuite rappelé que la composante Criquet pèlerin du Programme EMPRES initié par le Directeur général de la FAO, s'est fixé comme objectif la mise en œuvre de la lutte préventive contre le Criquet pèlerin, basée sur le renforcement des capacités des pays, en mettant en exergue l'alerte précoce, la réaction rapide et la recherche opérationnelle.
10. Les conclusions de la mission d'évaluation à mi-parcours dudit programme ont été rappelées en se félicitant des progrès réalisés notamment au Mali. Elle a remercié tous ceux qui ont contribué au financement de sa phase I en particulier les pays concernés, la BAD, la France, l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (*United States Agency for International Development* - USAID), la Banque mondiale, le Fonds international de développement agricole (FIDA), la FAO et la CLCPRO.
11. Elle a rappelé les engagements formulés par les ministres de l'agriculture des pays de la région réunis à Bamako en mars 2009 sur les mécanismes de durabilité de la lutte préventive. Cette même réunion a invité les partenaires au développement à poursuivre leur appui dans le cadre d'une deuxième phase de consolidation des acquis du Programme EMPRES-RO qui a été également recommandée par la Mission d'évaluation à mi-parcours dudit Programme. Elle a aussi invité tous les partenaires au développement à s'associer à la mise en œuvre de cette nouvelle phase.

12. Dans son allocution d'ouverture, Monsieur Moussa Leo SIDIBE, Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture du Mali, a souhaité au nom du Gouvernement et du peuple malien la bienvenue aux participants.
13. Il a rappelé l'importance que revêt le fléau acridien tout en soulignant la nécessité d'accorder à la lutte préventive une attention toute particulière requérant une action prioritaire dans une dynamique préventive.
14. Il a salué les efforts entrepris par la Mauritanie pour faire face à la résurgence acridienne avec l'appui du Programme EMPRES-RO, démontrant une fois de plus que la lutte préventive est la stratégie la plus appropriée pour la maîtrise du Criquet pèlerin. Il a, à cet égard, félicité la Coordination du Programme EMPRES-RO et de la CLCPRO pour tous les efforts consentis dans la mise en place de cette stratégie.
15. Il a saisi cette occasion pour lancer un appel à tous nos partenaires afin qu'ils continuent à supporter ce programme qui est capital pour les pays de la Région dans l'atteinte de la sécurité alimentaire.
16. Après avoir souligné l'importance des points de l'ordre du jour qui seront débattus au cours de la réunion, il a déclaré ouverte la 5^{ème} Réunion du Comité de pilotage du Programme EMPRES-RO en souhaitant plein succès à ses travaux.

2. Election du Président du Comité de pilotage, désignation du comité de rédaction et adoption de l'ordre du jour

17. M. Fakaba Diakité, Directeur du Centre National de Lutte contre le Criquet Pèlerin (CNLCP) du Mali, a été élu Président de la 5^{ème} réunion du Comité de pilotage.
18. Le Comité de rédaction est composé des représentants du Maroc, de la Mauritanie et du Sénégal, ainsi que du Secrétariat de la CLCPRO/ Coordination EMPRES-RO.
19. L'ordre du jour ci-dessous a été adopté :
 - 1) Ouverture de la Réunion
 - 2) Election du Président du Comité de pilotage, désignation du comité de rédaction et adoption de l'ordre du jour
 - 3) Situation acridienne en Région occidentale et mesures prises
 - 4) Bilan des activités du Programme EMPRES-RO réalisées en 2009 (y compris les dépenses de 2009)
 - 5) Impact du Programme EMPRES-RO sur le développement des capacités nationales : cas du Mali
 - 6) Présentation et validation du Plan d'opération 2010 du Programme EMPRES-RO
 - 7) Présentation et adoption du budget pour l'année 2010 (financement BAD, FSP, FFEM, USAID, FAO et CLCPRO)
 - 8) Validation des recommandations élaborées lors de la 8^{ème} Réunion des chargés de liaison et recommandations de la 5^{ème} Réunion du Comité de pilotage
 - 9) Date et lieu de la prochaine réunion
 - 10) Rédaction du rapport de la réunion
 - 11) Adoption du rapport et clôture de la réunion
20. Le programme de travail en annexe 1 a également été adopté par les participants.

3. Situation acridienne en Région occidentale et mesures prises

21. La situation acridienne a été marquée au cours de l'année 2009 par le développement d'une résurgence majeure du Criquet pèlerin en Mauritanie (détails en annexe 2) et d'une résurgence mineure au Niger. Des groupes d'ailés et de larves en phase *transiens* ont été observées dans le Tamesna nigérien et sont en cours de traitement. A l'exception de ces deux pays, la situation acridienne est globalement calme au niveau de la Région où 41 équipes de prospection étaient déployées.
22. En Mauritanie, c'est à partir de la dernière décade d'octobre que les équipes ont commencé les traitements sur des groupes d'ailés et de larves. Les opérations de traitement contre ces groupes se sont ensuite intensifiées grâce au renforcement du dispositif de surveillance/lutte. Au total, 22 équipes nationales étaient mobilisées et appuyées par des équipes de coordination et de logistique.
23. Des mesures importantes et rapides ont été prises aux niveaux national, régional et international. Au niveau de la Mauritanie, le Gouvernement a vite réagi et le dispositif d'intervention est monté en puissance rapidement passant de 6 équipes en août à 22 en novembre.
24. Au niveau régional, la CLCPRO a convoqué une réunion *ad hoc* des experts fin octobre en Mauritanie et a contribué immédiatement avec 100 000 \$ EU au fonctionnement du dispositif. Les pays de la RO ont exprimé leur disponibilité à apporter leur appui à la Mauritanie. La Libye a apporté une contribution financière de 300 000 \$ EU.
25. Au niveau international, la FAO a organisé à Rome le 22 octobre 2009 une réunion présidée par le Directeur général adjoint sur la situation en Mauritanie et les mesures à prendre.
26. Les efforts fournis ont permis de maîtriser la situation et éviter l'extension du problème au niveau des autres pays de la Région.
27. Au Niger, les traitements contre des groupes de larves et d'ailés *transiens* se poursuivent dans le Tamesna. Ils totalisaient, au 21 décembre 2009, une surface de 1 355 ha. Dans ce pays, la situation est également contrôlée.
28. Lors des discussions, les participants ont loué les efforts fournis par la Mauritanie et le Niger et la solidarité régionale pour faire face à la résurgence et ont souligné que la maîtrise de cette situation conforte le succès de la stratégie de lutte préventive. L'utilisation opérationnelle du biopesticide GM[®] en Mauritanie a été saluée et sa poursuite est à encourager. Les discussions ont également concerné les mécanismes de durabilité des dispositifs de surveillance et lutte mis en place dans le cadre du programme EMPRES-RO et la nécessité de les développer.

4. Bilan des activités du Programme EMPRES-RO réalisées en 2009 (y compris les dépenses de 2009)

4.1. Bilan des activités de la coordination EMPRES-RO en 2009

➤ Suivi du plan d'opération 2009 (Bilan physique)

29. Le Secrétariat de la CLCPRO/Coordination EMPRES-RO a présenté le suivi du plan d'opération 2009. Cette année a été marquée par l'organisation à Bamako en mars 2009 de la Réunion des Ministres en charge de la lutte antiacridienne des pays membres de la CLCPRO dont la déclaration finale -"Déclaration de Bamako"- constitue un fort engagement des pays pour la durabilité de la lutte préventive. Le Secrétariat a

présenté les progrès réalisés au cours de l'année. Le suivi détaillé des activités et sous activités du plan d'opération est présenté en annexe 3.

➤ **Suivi des recommandations de la 4^{ème} réunion du Comité de pilotage tenue à Niamey, 22-23 décembre 2008**

30. Le Secrétariat de la CLCPRO/Coordination EMPRES-RO a présenté le suivi des 8 recommandations qui avaient été faites par le Comité de pilotage lors de sa 4^{ème} réunion. Toutes ces recommandations ont été suivies d'effet (voir présentation détaillée en annexe 4).

4.2. Dépenses effectuées en 2009 sur les différents projets gérés par la FAO

31. Le Secrétariat de la CLCPRO/Coordination EMPRES-RO a présenté le bilan financier dont les commentaires figurent en annexe 5.
32. Pour l'année 2009, les fonds engagés³ pour les activités du Programme s'élèvent à 16 272 446 \$ EU, dont :
- 6 473 577 \$ EU à partir des budgets des Etats membres (selon les informations fournies par les pays eux-mêmes) ;
 - 7 202 625 \$ EU à partir du projet AELP (informations fournies par les pays concernés) ;
 - 2 596 244 \$ EU issus des projets financés par les donateurs précités.
33. Les tableaux financiers, résumés et détaillés, des dépenses 2009 sont présentés aux annexes 6 à 11.
34. En outre, les répartitions des dépenses par pays et par bailleur ont été présentées. Les dépenses / engagements réalisés en 2009 à partir des fonds des donateurs ont été présentés par composante et sous-composante du Programme.
35. Lors des discussions, les participants ont félicité la Coordination régionale (CR) pour le travail accompli en 2009, la qualité et la clarté des présentations et des documents de travail élaborés.
36. Ils ont salué les progrès réalisés dans la Région depuis le démarrage du Programme. Les nombreux acquis dans le cadre du développement institutionnel, le renforcement des capacités et la prise en charge progressive des frais récurrents constituent des préalables importants pour la durabilité de la lutte préventive.
37. Ils ont souligné la nécessité d'impliquer la population de façon organisée afin de l'informer et de la sensibiliser sur la question acridienne d'une part, et structurer d'une manière permanente la remontée de l'information acridienne, d'autre part.
38. Les participants ont relevé l'importance à accorder au plaidoyer auprès des décideurs afin de les sensibiliser davantage sur l'intérêt de la lutte préventive et les inciter à apporter leur appui de manière constante à la lutte antiacridienne, notamment l'appui financier.
39. Le représentant de la BAD a exprimé le souhait d'être informé plus régulièrement et de manière synthétique, vu les nombreux rapports fournis et manifestations organisées. Il a insisté sur la nécessité d'intégrer les structures régionales compétentes en matière d'acridologie dans la recherche opérationnelle.

³ Fonds dépensés ou non à la date du bilan comptable des budgets des UNLAs et de chaque projet contribuant au Programme EMPRES-RO (entre le 04/11 et le 17/12/2009).

40. Concernant la prorogation jusqu'en 2011 de la date limite du dernier décaissement de l'appui financier de la BAD au Programme EMPRES-RO, plusieurs intervenants ont insisté sur l'importance que revêt cette prorogation pour la poursuite des activités jusqu'en décembre 2011.
41. Dans l'objectif de consolider les acquis du Programme, les participants ont également formulé leur appui à la planification d'une Phase II du Programme, recommandée par la Mission d'évaluation à mi-parcours. Un atelier spécifique sera organisé à Dakar du 8 au 12 mars 2010.
42. Ils ont enfin approuvé la proposition du Secrétariat relative à l'élaboration d'un document audiovisuel sur les réalisations accomplies durant la Phase I du Programme EMPRES-RO. A cet effet, les financements nécessaires devraient être recherchés.

5. Impact du Programme EMPRES en Région occidentale sur le développement des capacités nationales : cas du Mali

43. Le Directeur du CNLCP a présenté les impacts du Programme EMPRES-RO sur l'amélioration de la lutte antiacridienne au Mali.
44. En dépit de la longue rémission du Criquet pèlerin, une Unité Nationale de Lutte contre le Criquet Pèlerin (UNLCP) a été créée en 2002 au Mali. Elle était rattachée à la Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural, au sein de la Section de la Protection des Végétaux. Elle ne bénéficiait à l'époque que d'appui ponctuel de la FAO pour assurer les prospections acridiennes au niveau des aires grégarigènes du pays et la formation des agents. Ses capacités techniques et matérielles étaient très limitées pour réaliser les prospections acridiennes.
45. L'invasion de 2003/2005 a causé une perte estimée à plus de 1,4 million de tonnes de céréales. L'UNLCP fut érigée en décembre 2006 en Centre National de Lutte contre le Criquet Pèlerin (CNLCP) avec autonomie de gestion, peu de temps après le démarrage du Programme EMPRES-RO (début 2006). Le programme EMPRES-RO a permis au CNLCP, avec l'appui conjoint du projet AELP de la Banque mondiale, de renforcer les capacités techniques des acteurs impliqués dans la lutte antiacridienne, d'acquérir des moyens matériels et de construire/réhabiliter des infrastructures.
46. A ce titre, le CNLCP dispose aujourd'hui d'outils pour mieux gérer la lutte antiacridienne notamment un Cahier des Charges Environnementales (CCE), un plan de communication et un plan de prévention du risque acridien. Il dispose également d'outils régionaux tels que le Système de veille des dispositifs nationaux de lutte antiacridienne (SVDN) et le Système de gestion des stocks de pesticides (*Pesticide Stock Management System* - PSMS). Par ailleurs il a assuré la formation de cadres en acridologie et la cartographie des zones sensibles.
47. Dans le souci de pallier l'absence de prospections dans les zones inaccessibles pour des raisons d'insécurité, le CNLCP s'appuie sur des réseaux locaux pour la remontée de l'information acridienne : 26 brigades de veille, 32 agents formés dans les structures politiques, des Organisations non gouvernementales (ONG), des structures étatiques régionales, des militaires et des journalistes évoluant dans la région de Kidal.
48. En termes de suivi environnemental le CNLCP a réalisé des programmes de décontaminations des sols à Sévaré et Gao, a formé des infirmiers de santé sur les aspects écotoxicologiques et a assuré le suivi sanitaire des agents.
49. Du point de vue du financement des frais récurrents de la lutte préventive, ceux-ci sont progressivement pris en charge par l'Etat malien. Ainsi, le budget du CNLCP est inscrit dans la loi de finance. En 2009, un montant de 715 millions F CFA a été inscrit au budget de l'Etat sur lequel 557 millions ont été effectivement mobilisés. Cet appui de

l'Etat a couvert les frais récurrents de l'ordre de 60% en 2008 et 80% en 2009 ; les prévisions sont de 100% pour 2010.

6. Présentation et validation du Plan d'opération 2010 du Programme EMPRES-RO

50. La Coordination du Programme EMPRES-RO a présenté l'état d'avancement du Schéma de Planification des Activités (SPA) dudit Programme. Sur les 28 activités, 26 ont été réalisées ou sont en cours. La CR a précisé que parmi celles réalisées, plusieurs ont un caractère récurrent et doivent donc être planifiées annuellement. Elle a également indiqué des activités nouvelles à mettre en œuvre en tenant compte du plan régional de recherche récemment élaboré, d'un second plan de formation à élaborer et de la préparation de la Phase II.
51. Le Plan d'opération 2010, validé lors de la 8^{ème} réunion des Chargés de liaison du Programme EMPRES-RO, a ensuite été présenté aux participants pour examen et approbation (annexe 12).
52. Les discussions ont porté sur le poids de chaque activité permettant de mieux mesurer le taux de réalisation des activités. A titre d'exemple, la mise en place des Unités nationales de lutte antiacridienne (UNLAs) autonomes est une activité clé, de même que l'élaboration des plans de gestion des risques liés au Criquet pèlerin.
53. A l'issue de ces discussions, le Comité de pilotage a approuvé le Plan d'opération 2010 du Programme EMPRES-RO.

7. Présentation et adoption du budget pour l'année 2010 du Programme EMPRES-RO (financement BAD, FSP, FFEM, USAID, FAO et CLCPRO)

54. La Coordination du Programme EMPRES-RO a présenté aux participants le budget de l'année 2010 (annexe 13). Les contributions respectives des différents bailleurs de fonds actuellement engagés dans ce Programme ont été explicitées, par catégorie de dépenses.
55. Le budget global de l'année 2010 du Programme EMPRES-RO (contribution des donateurs) s'élève à 3 552 519 \$ EU (dont 254 913 \$ EU de frais de gestion de la FAO). La répartition par donateur est présentée en annexe 13.
56. Les tableaux financiers, résumés et détaillés, des budgets 2010 sont présentés aux annexes 14 à 19.
57. Concernant le projet FSP, le Comité de pilotage a approuvé la modification de certaines activités (voir annexe 20).
58. Au terme des discussions, le budget 2010 du Programme EMPRES-RO a été approuvé par le Comité de pilotage.

8. Validation des recommandations élaborées lors de la 8^{ème} réunion des chargés de liaison et recommandations de la 5^{ème} réunion du Comité de pilotage

59. Après avoir apporté quelques modifications, le Comité de pilotage a adopté les recommandations qui suivent, élaborées lors de la 8^{ème} réunion des chargés de liaison du Programme EMPRES-RO (Bamako, 14-18 décembre 2009).

60. Les chargés de liaison du Programme EMPRES-RO recommandent :

- R1.** A la CR d'élaborer un nouveau plan de formation régional (2011-2013) qui consolide les acquis du 1^{er} plan (2007-2009) et prenne en compte les aspects à améliorer.
- R2.** A la CR de poursuivre les cycles de formations régionales des maîtres prospecteurs et aux UNLAs d'impliquer ces derniers dans l'animation des formations nationales.
- R3.** Aux UNLAs, pour les prochains travaux de recherche au niveau de leur pays, que les thèmes soient choisis parmi ceux retenus dans le Plan de recherche régional.
- R4.** Que la CR soit informée par les pays et les structures sous-régionales de toute activité de recherche entreprise à leur niveau.
- R5.** Aux pays d'Afrique du Nord-Ouest d'élaborer et valider leur CCE national et à l'ensemble des pays de la RO de mettre en œuvre leur CCE en commençant par les exigences de base.
- R6.** Aux UNLAs de mettre à jour le Système de veille des dispositifs nationaux de lutte antiacridienne (SVDN) en respectant les fréquences maximales établies à cet effet.
- R7.** A la CR d'organiser en 2011 un atelier régional de suivi du Système de veille des dispositifs nationaux de lutte antiacridienne (SVDN).
- R8.** Aux UNLAs de suivre l'état d'exécution des nouvelles versions de RAMSES et *eLocust2* et à la CR d'organiser un atelier regroupant les responsables des UNLAs et les chargés de l'information en 2011.
- R9.** Aux UNLAs d'utiliser les communiqués de presse afin d'éviter la déformation des informations acridiennes par les media.
- R10.** Aux pays et à la CR de poursuivre les efforts pour la mise en place de fonds d'urgence nationaux et à rechercher les financements nécessaires.
- R11.** A la FAO (AGP) de procéder à la traduction en français et en arabe du rapport sur les spécifications techniques des avions de traitement en lutte antiacridienne (atelier *ad hoc*, Rome, février 2005) et à sa diffusion.
- R12.** A la FAO (AGP), en situation de résurgence, d'intégrer dans le bulletin mensuel sur la situation acridienne les dispositions prises par elle-même et les Commissions régionales pour une information plus complète des décideurs.

61. En outre, **le Comité de pilotage** recommande :

- R1.** A la BAD de donner la non objection à la demande de prorogation de la date limite du dernier décaissement jusqu'en décembre 2011.
- R2.** Aux bailleurs de fonds et aux partenaires techniques de participer à l'atelier d'élaboration de la phase II du Programme EMPRES-RO, prévu à Dakar au Sénégal, du 08 au 12 mars 2010.
- R3.** Aux UNLAs d'impliquer la population de façon organisée dans le système de collecte de l'information acridienne en la sensibilisant et en structurant d'une manière permanente la remontée de l'information acridienne.
- R4.** Aux UNLAs de faire du plaidoyer auprès des décideurs une priorité afin de les sensibiliser davantage sur l'intérêt de la lutte préventive et les inciter à apporter leur appui de manière constante à la lutte antiacridienne, notamment l'appui financier.

- R5.** Aux UNLAs et à la CR d'encourager la recherche opérationnelle à travers la collaboration avec les structures nationales, régionales et internationales compétentes en matière de lutte antiacridienne.

9. Date et lieu de la prochaine réunion

62. Sur l'aimable invitation de la Libye, la 6^{ème} réunion du Comité de pilotage se tiendra à Tripoli les 19 et 20 décembre 2010, après la 9^{ème} réunion des chargés de liaison prévue également à Tripoli du 12 au 16 décembre 2010.

10. Adoption du rapport et clôture de la réunion

63. Les participants ont adopté à l'unanimité le rapport de la cinquième réunion du Comité de pilotage du programme EMPRES en Région occidentale.
64. La cérémonie de clôture s'est déroulée en présence du Directeur du CNLCP du Mali qui a remercié chacun pour sa contribution à cette réunion. Il a ensuite déclaré close la 5^{ème} réunion du Comité de pilotage du Programme EMPRES-RO et souhaité un bon retour aux participants dans leur pays respectif.

ANNEXES

Annexe 1.	Programme de travail de la réunion.....	17
Annexe 2.	Situation acridienne au niveau de la Région occidentale : résurgence en Mauritanie et mesures prises aux niveaux national, régional et international.....	18
Annexe 3.	Bilan des activités réalisées en 2009 (Bilan physique) et perspectives	22
Annexe 4.	Suivi des recommandations de la 4^{ème} réunion du Comité de pilotage.....	34
Annexe 5.	Bilan financier (dépenses 2009)	36
Annexe 6.	Tableau résumé des dépenses 2009 en \$ EU des UNLAs (Etats et AELP)	39
Annexe 7.	Tableau détaillé des dépenses 2009 en \$ EU des UNLAs (Etats et AELP)	40
Annexe 8.	Tableau résumé des dépenses 2009 en \$ EU des donateurs du Programme EMPRES-RO	48
Annexe 9.	Tableau détaillé des dépenses 2009 en \$ EU des donateurs du Programme EMPRES-RO	49
Annexe 10.	Tableau résumé des dépenses 2009 en \$ EU du projet financé par la BAD	51
Annexe 11.	Tableau détaillé des dépenses 2009 en \$ EU du projet financé par la BAD	52
Annexe 12.	Plan d’opération 2010 du Programme EMPRES-RO	54
Annexe 13.	Présentation et adoption du budget 2010.....	72
Annexe 14.	Tableau résumé du budget 2010 en \$ EU des UNLAs (Etats et AELP)	73
Annexe 15.	Tableau détaillé du budget 2010 en \$ EU des UNLAs (Etats et AELP)	74
Annexe 16.	Tableau résumé du budget 2010 en \$ EU du Programme EMPRES-RO	75
Annexe 17.	Tableau détaillé du budget 2010 en \$ EU du Programme EMPRES-RO.....	76
Annexe 18.	Tableau résumé du budget 2010 en \$ EU du projet financé par la BAD	78
Annexe 19.	Tableau détaillé du budget 2010 en \$ EU du projet financé par la BAD	79
Annexe 20.	Modifications du projet FSP approuvées par le Comité de pilotage.....	80
Annexe 21.	Liste des participants.....	82

Annexe 1. Programme de travail de la réunion

Jour	Heure	Activités	Responsables
Lundi 21 décembre 2009	08:30	Accueil des participants	Pays hôte / Coordination EMPRES-RO (CR)
	09:30-10:00	Ouverture de la réunion	Gouvernement FAO / CR
	10:00-10:30	Pause	
	10:30-10:45	Election du Président, désignation du Comité de rédaction et adoption de l'ordre du jour	Participants
	10:45-11:15	Situation acridienne en Mauritanie et mesures prises aux niveaux national, régional et international	CR / Ould Ahmedou
	11:15-12:00	Bilan des activités réalisées en 2009 (y compris les dépenses de 2009)	CR / Ben Halima et Menon
	12:00-12:30	Discussion	Participants
	12:30-14:00	Déjeuner	
	14:00-14:45	Impact du Programme EMPRES en Région occidentale sur le développement des capacités nationales : cas du Mali	Chargé de liaison du Mali
	14:45-15:30	Présentation et validation du Plan d'opération 2010	CR / Ben Halima / Participants
	15:30-16:00	Pause	
	16:00-18:00	Présentation et adoption du budget pour l'année 2010 (financements BAD, FSP, FFEM, USAID, FAO et CLCPRO)	CR / Menon / Participants
Mardi 22 décembre 2009	09:00-10:00	Validation des recommandations élaborées lors de la 8^{ème} réunion des chargés de liaison et recommandations de la 5^{ème} réunion du Comité de pilotage	Participants
	10:00-10:15	Date et lieu de la prochaine réunion	Participants
	10:15-10:45	Pause	
	10:45-12:30	Rédaction du rapport	Comité rédaction
	12:30-14:30	Déjeuner	
	14:30-16:00	Rédaction du rapport	Comité rédaction
	16:00-16:30	Pause	
16:30-17:30	Adoption du rapport et clôture de la réunion	Participants	

Annexe 2. Situation acridienne au niveau de la Région occidentale : résurgence en Mauritanie et mesures prises aux niveaux national, régional et international

1. Situation acridienne en Mauritanie

1.1. Genèse de la situation acridienne

La situation acridienne a été marquée au cours de l'année 2009 par le développement d'une résurgence majeure du Criquet pèlerin en Mauritanie et d'une résurgence mineure au Niger. Des groupes d'ailés et de larves en phase *transiens* ont été observées dans le Tasména nigérien et sont en cours de traitement. A l'exception de ces deux pays, la situation acridienne est globalement calme au niveau de la Région où 41 équipes de prospection étaient déployées.

En Mauritanie, le développement de la résurgence a été favorisé par une pluviométrie importante dans les zones de reproduction et de survie du Criquet pèlerin au centre du pays et exceptionnelle dans celles du nord du pays. La genèse du développement de cette situation se présente comme suit :

Juillet

La situation acridienne en juillet a été caractérisée par la présence de conditions écologiques favorables à la reproduction au nord-est du pays. Ces conditions ont été générées par des pluies importantes et exceptionnelles enregistrées dans certaines zones du nord de la Mauritanie les 14-19 juin. Les plus abondantes précipitations ont été signalées près de Zouerate, où 110 mm sont tombés en deux jours. Les prospections réalisées en juillet par le Centre National de Lutte Antiacridienne (CNLA) de Mauritanie dans les zones concernées par ces pluies au nord du pays ont relevé la présence d'ailés solitaires matures.

Août

Le mois d'août a connu l'intensification des prospections dans toute la zone estivale de reproduction du Criquet pèlerin au sud et au centre du pays. Les observations ont montré la présence d'ailés solitaires en cours de reproduction et de larves (début de la première génération). Aucun regroupement n'a été observé mais le potentiel de solitaires dispersés observé était important au sud-est et au centre-ouest du pays.

Septembre

Le mois de septembre a connu d'importantes pluies qui ont permis le développement du couvert végétal dans l'ensemble du pays. En conséquence, la reproduction du Criquet pèlerin s'est intensifiée et une forte augmentation des effectifs a été notée notamment au centre-ouest du pays par les six équipes de prospection déployées par le CNLA. A partir de la mi-septembre, les équipes de prospection ont constaté, avec le dessèchement graduel de la végétation, un regroupement d'ailés qui commençaient à changer de comportement indiquant un début de transformation phasaire et l'apparition de groupes d'ailés en accouplement et ponte.

Octobre

Le mois d'octobre a connu le déclenchement de la résurgence en Mauritanie. Les observations de groupes matures en accouplement se sont multipliées notamment dans les zones centre et centre-ouest de la Mauritanie (Aftout Targé et dans le Takhça). Cette

évolution a été suivie de près par le CNLA qui a renforcé aussitôt son dispositif par 11 équipes supplémentaires de prospection et de lutte afin de mieux évaluer le potentiel acridien dans le pays et pour assurer des interventions rapides contre les groupes observés.

A partir de la dernière décade d'octobre, les équipes ont commencé à observer des groupes de larves (2^{ème} génération).

Au 15 novembre

Le mois de novembre a été marqué par l'intensification des opérations de traitement contre les groupes d'ailés et larves et par le renforcement du dispositif de surveillance/lutte par 5 équipes de prospection supplémentaires (22 au total). Des formations de groupes d'ailés immatures sont notées au centre du pays (Takhça) et aux environs de Nouakchott. Des éclosions continuent également dans le centre du pays dans la zone d'Aguilal Faye. Des pluies faibles à modérées ont été enregistrées le 1^{er} et le 02 novembre au nord du pays.

1.2. Evolution probable de la situation

Etant donné le niveau élevé de préparation en Mauritanie et dans la région, l'efficacité des actuelles opérations de lutte et, une diminution significative des précipitations, on s'attend à ce que la résurgence soit maîtrisée avant la mi-décembre. Par la suite, seuls des criquets en faibles effectifs (ailés non traitables en raison de faibles densités) pourraient se déplacer vers le centre-ouest et le nord du pays où ils pourraient se reproduire à une échelle limitée.

2. Situation acridienne dans les autres pays de la Région occidentale

Au Mali et au Niger, les prospections n'ont pu avoir lieu dans les zones grégarigènes en raison de l'insécurité à l'exception du Tamesna nigérien où la surveillance acridienne a permis de couvrir en septembre-octobre près de 22 000 hectares où seuls des ailés jeunes et matures solitaires ont été localisés à des densités variant de 5 à 400 individus/hectare. Début décembre, une résurgence mineure est apparue dans la même zone où des groupes d'ailés et de larves *transiens* ont été localisés. Le Niger a alors, avec l'appui des financements de la BAD, renforcé rapidement son dispositif de lutte et 5 équipes de prospection et de lutte et une équipe de ravitaillement ont été déployées. Les traitements se sont intensifiés depuis le 18 décembre.

Pour pallier l'insuffisance des prospections dans le reste des zones grégarigènes, un réseau de remontée de l'information a été développé aussi bien au Mali qu'au Niger avec la participation des autorités décentralisées, des Organisations non gouvernementales (ONG) et des militaires.

Le nombre d'équipes mobilisé par les pays de la RO (en dehors de la Mauritanie) est de :

- 4 équipes de prospection/lutte) en Algérie,
- 3 équipes de prospection au Maroc
- 4 équipes de prospection/lutte au Tchad.
- 2 équipes de prospection/lutte au Niger (Tamesna)
- 6 équipe de prospection/lutte au Mali (à l'ouest de l'aire grégarigène afin vérifier si des populations acridiennes, formées dans les zones insécurisées, se déplaceraient vers l'ouest à destination de la Mauritanie et de permettre au prospecteurs de « garder la main).

A l'exception de la Mauritanie, la situation acridienne est globalement calme au niveau de la Région. Il est à souligner que dès l'annonce de la résurgence en Mauritanie, la plupart des autres pays ont pris des dispositions pour faire face à toute éventualité.

3. Mesures prises

3.1 Au niveau de la Mauritanie

Pour faire face à l'évolution de la situation acridienne dans le pays, le CNLA a renforcé notoirement son dispositif de surveillance/lutte engagé depuis le mois d'août de 6 à 17 équipes de prospection/lutte en octobre 2009. Ce dispositif utilise 45 véhicules tout terrain, 16 pulvérisateurs montés sur véhicule, des dizaines d'atomiseurs manuels et une centaine de personnes.

En outre, le dispositif comprend :

- Un Poste central de commandement (PCC) ;
- Une équipe de coordination de terrain ;
- Deux Postes de coordination terrain (PCT) ;
- Une équipe de suivi sanitaire et environnemental ;
- Une équipe verte utilisant le GM® ;
- Une équipe de maintenance, logistique et approvisionnement ;
- Une équipe de coordination aérienne et un avion de traitement.

Au 15 novembre 2009, plus de 12 000 ha avaient été traités en 289 opérations de traitement aussi bien sur des groupes d'ailés que sur des groupes de larves. Les opérations de traitement continuent sur des taches larvaires et des groupes d'ailés.

Du point de vue institutionnel les actions suivantes ont été entreprises :

- 10 octobre : 1ère réunion d'information Gouvernement – partenaires ;
- 15 octobre : Communication au Conseil des ministres ;
- 15 octobre : Création du Comité interministériel présidé par Monsieur le Premier Ministre ;
- 17 octobre : 1ère réunion du Comité interministériel ;
- 21 octobre : 2ème réunion d'information Gouvernement – partenaires.

3.2 Aux niveaux régional et international

3.2.1 Niveau régional (CLCPRO)

La CLCPRO a suivi de près l'évolution de la situation acridienne en Mauritanie et a réagi rapidement au déclenchement de la résurgence en prenant la décision le 14 octobre de convoquer en Mauritanie une réunion des experts de la CLCPRO pour évaluer *in situ*, avec les collègues mauritaniens, la situation acridienne et proposer des mesures concertées pour soutenir les actions menées par le pays en vue de maîtriser la résurgence.

Pour ce faire, les experts ont effectué une mission sur le terrain du 29 au 31 octobre 2009. Les constats de la Mission se présentent comme suit :

- le fonctionnement du dispositif de prospection et de lutte déployé par le CNLA fonctionne convenablement et les efforts du Gouvernement sont louables ;

- la disponibilité des pays membres de la CLCPRO à apporter leur soutien à la Mauritanie est à saluer ;
- nécessité d'un appui financier de la CLCPRO à la Mauritanie à travers son fonds fiduciaire.

Les experts ont retenu le 1^{er} scénario de 40 000 ha à traiter proposé par la Mauritanie pour la période novembre 2009 - mars 2010 comme le plus plausible. Néanmoins, ils ont estimé nécessaire de renforcer le dispositif en cours par 5 équipes de prospection mauritaniennes supplémentaires avec l'apport de prospecteurs des autres pays membres de la CLCPRO dès le 05 novembre. Le coût de ce scénario est estimé à environ 700 000 \$ EU et devait être financé comme suit :

- 317 000 \$ EU dont 67 000 sur fonds propres du pays et 250 000 sur le projet AELP de la Banque mondiale ;
- 100 000 \$ EU du fonds fiduciaire de la CLCPRO ;
- le reliquat éventuellement par la FAO et les partenaires qui le souhaitent.

Ce dispositif devait permettre de maîtriser la résurgence en cours en décembre sauf si des pluies importantes et bien réparties étaient enregistrées au cours des semaines suivantes.

Dans le cas où des pluies importantes seraient enregistrées en novembre, le plan d'action serait revu à la hausse par le CNLA avec comme renfort des équipes d'intervention des pays voisins et un appui consistant des partenaires au développement. L'Algérie, la Libye, le Mali, le Maroc et le Sénégal apporteraient au total 19 équipes d'intervention pendant un mois. Le dispositif aérien pourrait aussi être renforcé par 4 avions de la Libye, du Niger et du Sénégal.

Les résultats de la Mission des experts ont été présentés le 02 novembre aux différents représentants des partenaires au développement réunis au CNLA sous la présidence du Secrétaire général du Ministère du Développement Rural.

3.2.2 Niveau international (Siège de la FAO)

Le Service d'information sur le Criquet pèlerin (*Desert Locust Information Service - DLIS*) du Siège de la FAO a suivi la situation acridienne et fait plusieurs mises à jour pour informer l'opinion internationale sur l'évolution de la situation acridienne en Mauritanie et a envoyé une alerte le 15 octobre 2009. Une réunion présidée par le Directeur général adjoint de la FAO en présence, du Directeur de la production et de la protection de végétaux, des experts du groupe acridiens et du département des urgences et, du Président et du Secrétaire exécutif de la CLCPRO, s'est tenue à Rome le 22 octobre 2009. Au cours de cette réunion, les participants ont discuté de la situation acridienne en Mauritanie, des dispositions déjà prises par le pays et la CLCPRO et celles qui pourraient être prises par le Siège de la FAO. Ils ont recommandé :

- de faire un communiqué de presse pour clarifier la situation acridienne ;
- d'appuyer la mission des experts programmée par la CLCPRO ;
- d'adresser une communication aux donateurs indiquant que la situation est sous contrôle et que de possibles besoins financiers pourraient être formulés à l'issue de la réunion des experts.

Annexe 3. Bilan des activités réalisées en 2009 (Bilan physique) et perspectives

Introduction

Le Secrétariat de la CLCPRO/Coordination EMPRES-RO a poursuivi la mise en place de la stratégie de lutte préventive contre le Criquet pèlerin. Comme pour les trois années précédentes, les activités du Programme en 2009 ont été menées, par les pays et la Coordination régionale, conformément au Schéma de Planification et au plan d'opération 2009 élaboré lors de la 7^{ème} Réunion des Chargés de liaison dudit Programme tenue en décembre 2008 à Niamey au Niger.

L'année 2009 a été marquée en particulier par:

- la tenue, pour la première fois en période de rémission, à Bamako (Mali) le 27 mars 2009, de la 1^{ère} réunion des Ministres en charge de la lutte antiacridienne dans les pays membres de la CLCPRO, sur les mécanismes de durabilité de la lutte préventive dans la Région occidentale;
- la finalisation et la distribution en mai 2009 du rapport de la mission d'évaluation à mi-parcours du programme EMPRES-RO;
- l'organisation de plusieurs activités de renforcement de capacités notamment la formation de formateurs dans le domaine de la prospection acridienne et de l'alerte précoce, l'élaboration (en cours) des plans de gestion des risques dans les pays membres du programme, l'élaboration d'un manuel de mise en œuvre du Cahier des charges environnementales (CCE) et l'élaboration d'un Système de veille des dispositifs nationaux de lutte antiacridienne (SVDN).

Suivi du Plan d'opération 2009

Le bilan par résultat se présente comme suit:

Résultats n°1 et 2 :Un dispositif de surveillance et d'alerte précoce est opérationnel et des interventions rapides sont assurées dans chaque pays par les unités nationales conformément aux normes de contrôle qualité

Aspects institutionnels

Les deux pays de la ligne de front, Niger et Tchad, dont le processus de l'opérationnalité de leur unité nationale était en cours, ont réalisé des progrès importants au cours de cette année. Ainsi, le personnel de l'Agence Nationale de Lutte Antiacridienne (ANLA) du Tchad a été affecté, les nouveaux bâtiments réceptionnés et il est attendu que l'ANLA soit installé à Abéché, avec une antenne de liaison à N'Djamena. Au Niger, le Directeur général du Centre National de Lutte Antiacridienne (CNLA) a été nommé et les démarches sont en cours pour nommer le personnel administratif et technique.

Ainsi, trois pays de la ligne de front (Mali, Mauritanie et Tchad) disposent actuellement de centres nationaux de lutte antiacridienne autonomes et opérationnels. Celui du Niger est également sur le point de devenir opérationnel.

Cet effort d'appropriation, par les pays, de la lutte préventive au niveau national a été renforcé sur le plan régional par les résultats issus de la réunion des Ministres précitée, où les nombreuses décisions prises ont été consignées dans la « Déclaration de Bamako ». Un des résultats immédiats de l'application de ces décisions est l'adoption par la 5^{ème} Session de la CLCPRO (Agadir, Maroc, 24-27 juin 2009) d'un nouveau barème des contributions annuelles des Etats membres au fonds fiduciaire de la CLCPRO. Ainsi, le montant total des

contributions annuelles sera de 639 000 dollars EU, soit environ le triple du montant actuel (227 000 \$ EU). Cette augmentation, applicable à partir de 2011, permettra à la Commission de contribuer (à hauteur de près de 20%) au financement des dispositifs nationaux de lutte préventive (en particulier les 4 pays de la ligne de front) dont le coût annuel total est estimé à près de 3 millions de dollars. Cet engagement constitue une forte expression de la solidarité intra-régionale et de l'intérêt bien compris de chacun et donc, un pas remarquable vers la durabilité de la stratégie de lutte préventive dans la Région occidentale.

Surveillance et lutte précoce

Comme depuis le démarrage du Programme en 2006, les quatre pays de la ligne de front ont soumis leur plan annuel de surveillance/lutte à la coordination régionale CLCPRO/EMPRES-RO. Suite à l'approbation de ces plans, des autorisations de dépenses ont été envoyées aux pays pour permettre la mise en œuvre de la campagne estivale de surveillance/lutte (préparation des véhicules, du matériel de camping et l'acquisition des fournitures et équipements) et le démarrage, à temps, des opérations de surveillance/lutte. L'objectif de cet exercice est de maintenir une veille permanente dans les zones habituelles de reproduction du Criquet pèlerin et être préparé pour une intervention sur les premières pullulations.

C'est ainsi que la résurgence survenue en Mauritanie a été détectée à temps. Le pays concerné a pu mobiliser rapidement les moyens supplémentaires nécessaires et prendre les mesures institutionnelles requises. De son côté, le Secrétariat de la CLCPRO a convoqué une réunion des experts d'urgence pour mieux coordonner l'appui régional.

Pour plus de détails sur la situation acridienne en Mauritanie et les mesures prises, voir l'annexe spécifique (annexe 2) traitant de ce point.

Prospection conjointe Niger-Tchad 2009

Une prospection conjointe, la 3^{ème} du genre, entre le Niger et le Tchad a été organisée en territoire tchadien du 23/10 au 03/11/2009 (non compris les délais de voyage de l'équipe nigérienne entre Agadez et N'Djamena).

Elle s'inscrivait dans le cadre du développement de la coopération entre les pays de la Région occidentale. Ses objectifs étaient les suivants :

- Echanger les expériences dans le domaine des techniques de prospection et reconnaissance des biotopes du Criquet pèlerin ;
- Harmoniser les méthodes de travail et d'évaluation des situations ;
- Renforcer la collaboration entre les pays de la ligne de front ;
- Améliorer la libre circulation des équipes de prospection/lutte entre les pays de la RO et vérifier dans quelle mesure elles sont capables d'opérer efficacement dans un pays comme dans l'autre.

Le départ de N'Djamena de cette prospection conjointe a eu lieu à l'occasion de la cérémonie officielle (largement médiatisée) de lancement de la campagne de prospection 2009, en présence de l'acridologue de la CLCPRO, en mission au Tchad pour l'évaluation des activités EMPRES-RO.

La mission a prospecté les régions de Batha, Bahar El Gazal, Kanem et du Lac. Pendant 10 jours, les prospecteurs tchadiens et nigériens ont pu mettre en pratique l'ensemble des thèmes relatifs aux techniques de prospection et à la maîtrise parfaite des outils de collecte et de transmission des données. Les visites de courtoisie auprès des autorités locales des régions prospectées ont permis de leur présenter les objectifs de la mission et son importance dans la stratégie de lutte préventive. Il leur a été demandé d'informer les

habitants desdites régions de l'intérêt de la prévention acridienne et de les exhorter à signaler la moindre activité acridienne observée.

L'un des acquis de cette prospection conjointe est que la libre circulation des équipes à travers les deux frontières est devenue une réalité. Cela confirme un constat similaire qui avait été noté lors des deux prospections conjointes Mali-Mauritanie, organisées respectivement en 2007 et 2008. L'intégration entre les pays de la ligne de front en matière de lutte préventive contre le Criquet pèlerin est donc en marche.

Renforcement des infrastructures

Le renforcement des infrastructures (bâtiments à usage administratif, magasin et point d'appui) des unités en charge de la lutte contre le Criquet pèlerin se poursuit. Deux bailleurs de fonds, la BAD à travers la CLCPRO/Programme EMPRES-RO et la Banque mondiale (BM) à travers le projet AELP, contribuent à doter les structures nationales de lutte antiacridienne des pays de la ligne de front et du Sénégal des infrastructures précitées. Les autres pays membres le font sur les fonds propres de leur gouvernement respectif.

En Mauritanie, les travaux de construction de plusieurs infrastructures⁴, qui avaient débuté en 2008, sont finalisés ou en cours de l'être. Il s'agit de :

- Nouakchott : construction du siège du CNLA (financement BAD et AELP) ;
- Nouakchott : construction d'un dépôt des pesticides de 1000 m² couverts et de ses annexes ;
- Base d'Akjoujt : construction d'un bloc pour les essais écotoxicologiques ;
- Base d'Aioun : réhabilitation des bâtiments existants ;
- Magtaa Lahjar, Atar, Bir Moghreïn et Zouerate : construction d'un point d'appui dans chacune de ces quatre localités.

Au Mali, en plus des infrastructures bâties en 2007 (construction du siège du CNLCP et réfection des magasins de pesticides d'Aguel hoc et de Sanencourouba) et en 2008 (magasin de la base principale de Gao, magasin de Kidal et points d'appui de Kidal, Yélimane et Aguelhoc). Le contrat de construction sur financement BAD de trois Blocs (Bloc 1 : Chambres de passage ; Bloc 2 : magasin stock matériel ; Bloc 3 : abri pour 20 véhicules) de la nouvelle base de GAO est en cours d'approbation par la FAO (appel d'offre déjà lancé et maître d'ouvrage choisi).

Au Niger : la construction du siège du CNLA, financée par le projet AELP, est bien avancée et il est prévu de réceptionner les bâtiments au cours du premier trimestre 2010. Par ailleurs le dossier technique pour la réhabilitation de la Base principale d'Agadez et du point d'appui de Tabelot, qui sera financé par le projet de la BAD, est finalisé et l'appel d'offre sera lancé début 2010. Il est à souligner que le CNLA prévoit la construction d'autres infrastructures mais ne dispose pas des fonds requis.

Au Tchad, le siège de l'ANLA à Abéché et ses dépendances ainsi que les points d'appui de Fada, Kalaït et Salal (sur financement AELP) ont été réceptionnés. Pour l'antenne de l'ANLA à N'Djamena (financement de la BAD), le lancement de l'appel d'offres est en cours.

Au Sénégal, les constructions des bases financées sur les fonds du projet AELP est à un stade très avancé (base principale de Richard Toll, bases secondaires de Dahra, Missirah, Ogo, Kolda, Nganda, Notto et Sokone, Magasin central de stockage des pesticides de Sangalkam).

⁴ Certains projets de construction d'infrastructures ont été annulés pour des raisons de déficit budgétaire ou d'incompatibilité technique ou environnementale (points d'appui de Bir Moghreïn et Magtaa lahjar, laboratoire de Nouakchott, magasin de pesticides à Akjoujt, etc.).

Dans les autres pays membres du Programme, de nombreuses constructions sont en cours. Les Chargés de liaison présenteront les détails des projets en cours de construction.

Intervention rapide

Sur la base du budget approuvé par le Comité de pilotage d'EMPRES-RO en décembre 2008 à Niamey, les autorisations de dépenses ont été envoyées aux représentations de la FAO dans les pays concernés en vue d'acquérir les équipements complémentaires préalablement identifiés, pour l'opérationnalité et la durabilité des dispositifs d'alerte précoce et d'intervention rapide. Les acquisitions sont réalisées ou en cours de l'être.

Système de veille des dispositifs nationaux de lutte préventive

Le système de veille des dispositifs nationaux (SVDN) de lutte antiacridienne a été élaboré par le Cirad dans le cadre d'une convention FAO/CLCPRO-Cirad financée par la France (Projet FSP). Il est actuellement fonctionnel et les personnes qui en ont la charge au niveau des pays se sont familiarisées à son utilisation et à la mise à jour régulière de leur base de données lors d'un atelier régional organisé début novembre 2009 à Nouakchott.

Cet outil constituera un élément clé de la stratégie de lutte préventive, du degré de préparation des pays et des plans de gestion des risques car, il permettra de connaître à tout moment l'état des dispositifs nationaux de lutte contre le Criquet pèlerin et de prendre les mesures appropriées en cas de défaillance de l'un d'entre eux.

Actions environnementales

Cahier des charges environnementales (CCE)

Les actions environnementales constituent un axe important du programme EMPRES-RO et de ses donateurs. Ainsi, en 2008 et 2009, avec l'appui des projets de la BAD et du FFEM et, l'appui de la CLCPRO les experts environnementalistes des pays membres de la CLCPRO ont élaboré et validé lors d'ateliers régionaux :

- un Cahier des charges environnementales (CCE) standard (Dakar, Sénégal, mai 2008) ;
- un manuel de mise en œuvre du CCE (Niamey, Niger, avril 2009) qui permettra aux pays de disposer d'un outil adapté et cohérent pour planifier les activités environnementales et mesurer la performance de leurs unités nationales dans la mise en œuvre des exigences des CCE.

Ces deux outils doivent remplacer tous ceux qui ont été antérieurement élaborés par les pays membres pour la réalisation des activités à caractère environnemental.

Kit de suivi écotoxicologique des traitements

Un Kit comprenant les protocoles d'opération standard (POS) pour le suivi écotoxicologique a aussi été élaboré et validé par un groupe d'experts environnementalistes de la Région (avec l'appui de deux consultants), lors d'un atelier organisé en août 2009 à Nouakchott (Mauritanie). Ces POS concernent : les insectes non-cibles des zones non cultivées, les insectes non-cibles des cultures, les abeilles mellifères, les vertébrés terrestres, la faune aquatique et l'analyse des résidus chimiques.

Activités planifiées au niveau régional pour 2010

- Finalisation et amélioration des documents didactiques disponibles pour les équipes de suivi sanitaire et écologique des traitements antiacridiens sur le terrain (premier trimestre 2010) ;
- Edition d'un kit de formation (contenant les documents ci-dessus) (2^{ème} trimestre 2010) ;
- Organisation d'une formation régionale en septembre 2010 en vue de former les responsables de l'environnement sur l'utilisation judicieuse de ce kit de formation.

Résultat n° 3 : Un réseau opérationnel d'échange et de stockage d'information aux niveaux national, régional et international est mis en place

L'année 2009 a été marquée par l'installation par la CLCPRO au Tchad du programme de gestion des données acridiennes (*Reconnaissance and Management System of the Environment of Schistocerca* - RAMSES) et la livraison de 5 appareils pour la collecte et la transmission électronique des données acridiennes de terrain (*eLocust2*), ainsi que la formation des techniciens sur leur utilisation. **De ce fait, le processus de dotation des 9 pays membres du programme EMPRES-RO de ces outils est donc bien achevé.**

Elle a été marquée aussi par l'organisation en juillet 2009 à Alger d'un atelier régional de formation sur l'amélioration de la gestion de l'information acridienne (RAMSES V3, *eLocust2*, *eLocust2Mapper* et bulletin). L'atelier a traité des nouvelles versions de RAMSES V3 et du logiciel *eLocust2* (changements mineurs par rapport aux anciennes versions). Il fut l'occasion pour les chargés de l'information de discuter de leurs contraintes techniques liées à l'utilisation de *eLocust2*, *eLocust2Mapper* et RAMSES V3 et des moyens pour améliorer la qualité des bulletins sur la situation acridienne.

Les bulletins sur les situations acridiennes sont élaborés régulièrement par tous les pays membres de la CLCPRO et diffusés au niveau national, régional et international. Leur qualité est en amélioration constante et les données de terrain qu'ils renferment constituent la base d'information pour l'édition du bulletin mensuel sur la situation acridienne que produit le Siège de la FAO. L'analyse de ces bulletins et de leur contenu demeurent une préoccupation du service de l'information acridienne (DLIS) de la FAO et de la CLCPRO/EMPRES-RO.

La résurgence survenue en Mauritanie, en octobre-novembre 2009, fut l'occasion de démontrer à nouveau, après 2006 et 2008, la fiabilité du fonctionnement du réseau d'échange entre les pays de la CLCPRO et entre eux et le Secrétariat de la Commission et la FAO (DLIS). Les informations fournies par la Mauritanie ont en effet permis à la CLCPRO de réagir rapidement par l'organisation d'une réunion des experts des pays membres de la CLCPRO en vue de coordonner les activités au niveau régional et au siège de la FAO de lancer une alerte et des mises à jour nécessaires et utiles sur la situation acridienne qui prévaut dans ce pays. Elles ont également permis aux autres pays de la région de prendre des dispositions de précaution et d'exprimer leur disponibilité à apporter leur appui à la Mauritanie.

Résultat n° 4 : La Coordination régionale est opérationnelle

La Coordination régionale (CR) a discuté avec les pays les aspects techniques et financiers de la réalisation des activités planifiées pour 2009 et notamment l'acquisition des équipements complémentaires, les plans annuels de surveillance et l'organisation des différentes réunions et ateliers du Programme EMPRES-RO :

- Réunion des Ministres sur la durabilité de la lutte préventive (Bamako, mars 2009).
- Atelier régional sur le Manuel de mise en œuvre du Cahier des charges environnementales en lutte contre le Criquet pèlerin (Niamey, avril 2009).
- Atelier régional sur les Protocoles d'opérations standards pour le suivi écotoxicologique (Nouakchott, août 2009).
- Atelier régional sur la recherche opérationnelle (Dakar, octobre 2009).
- Atelier régional sur le Système de veille des dispositifs nationaux de lutte antiacridienne (Nouakchott, novembre 2009).
- Réunion des experts des pays membres de la CLCPRO (Nouakchott, octobre-novembre 2009).

En outre, la CR a organisé 2 formations régionales :

- Formation des maîtres prospecteurs (Maroc, mars-avril 2009).
- Formation des Chargés d'information sur Ramses V3 et eLocust 2 (Alger, juillet 2009).

Elle a préparé les Termes de référence (TdR) et engagé les consultants pour la mission d'évaluation de l'impact du Plan de formation régional (2007-2009) et pour l'élaboration des protocoles d'opérations standards pour le suivi écotoxicologique. Elle a également contribué à la préparation des TdRs pour l'élaboration des Cahiers des charges environnementales nationaux et les a validés pour les quatre pays de la ligne de front. Elle a revu et approuvé les rapports issus de ces différentes consultations.

La Coordination régionale a conduit deux missions de supervision dans deux pays de la ligne de front (Niger, 1-5 mai 2009 ; Tchad, 18-24 octobre 2009). Les résultats de ces missions de supervision ont été partagés avec la Banque mondiale (projet AELP), dans le cadre privilégié de concertation avec la CR, les projets AELP et les responsables nationaux de la lutte antiacridienne dans les pays concernés.

Plans de gestion des risques

Conformément au plan d'opérations 2009 du Programme EMPRES-RO, le processus d'élaboration de plans de gestion des risques liés au Criquet pèlerin en Région occidentale s'est poursuivi. En 2009, le Mali et la Mauritanie ont débuté les travaux d'élaboration de leur Plan National de Gestion du Risque Acridien (PGRA) avec l'appui de la CLCPRO et du prestataire Civipol. Au cours des missions réalisées dans ces deux pays (deux missions de 8 et 5 jours respectivement dans chaque pays), une trame type de PGRA a été proposée par la CLCPRO à ces deux pays. La première partie du PGRA consacrée à la lutte préventive est quasi achevée dans ces deux pays ; la seconde relative à la gestion de la crise est en cours. En outre, une 1^{ère} séquence d'appui a été réalisée au Burkina Faso.

Programme de travail 2010

Le programme de travail envisagé pour l'année 2010 est le suivant :

- Poursuivre l'appui des pays dans l'élaboration de leur plan national, selon la méthodologie présentée aux chargés de liaison du programme EMPRES-RO et avec l'expérience acquise en 2009. Les pays qui seront visités en priorité seront ceux de la ligne de front (Niger et Tchad) puis le Maroc, l'Algérie, le Sénégal et le Burkina Faso. L'appui à la Libye et à la Tunisie est programmé pour 2011.
- Avec l'appui d'un groupe de travail composé d'experts de la RO, commencer à élaborer le plan régional de gestion du risque acridien.

Financement de la lutte antiacridienne

Parallèlement à l'élaboration des plans de gestion des risques liés au Criquet pèlerin, des outils doivent être élaborés pour rendre ces derniers opérationnels. Des études pour la mise en place de mécanismes de financement de la lutte antiacridienne doivent ainsi être réalisées pour assurer les financements du plan de prévention (financement de la lutte préventive) et du plan d'urgence (Fonds d'urgence).

Financement de la lutte préventive

L'objectif visé à long terme, prévu dans le Programme EMPRES-RO, est celui d'une prise en charge progressive des frais récurrents de la lutte préventive par les Etats. Les mécanismes doivent donc être étudiés pour atteindre cet objectif. Pour y contribuer, une étude économique a été lancée début 2009 par la CR. Elle a pour objectif d'apporter un argumentaire visant à démontrer la pertinence de la lutte préventive en comparant les coûts de cette dernière par rapport aux coûts de la gestion d'une crise acridienne. Les résultats préliminaires de cette étude ont été présentés à la Réunion des Ministres tenue à Bamako.

Par ailleurs, force est de constater que la prise en charge des dispositifs nationaux de lutte antiacridienne par les gouvernements des pays de la ligne de front n'est pas encore une réalité. Les informations dont disposent la CR sur le financement annuel (et le % de sa progression) alloué par les gouvernements respectifs, ne lui permettent pas d'avoir une image claire de la prise en charge réelle des budgets de fonctionnement et d'équipement des UNLAs et de leurs dispositifs nationaux (pour les périodes considérées des plans annuels de prospection/lutte). A la veille de la fin de la Phase I du Programme, les quatre pays bénéficiaires du projet de la BAD sont invités à préciser ces données, conformément à leur engagement à la signature dudit projet.

Fonds d'urgence (financement pour maîtriser les urgences relatives au Criquet pèlerin)

Un premier appel d'offre puis un second ont été lancés en juillet et en septembre 2008. Après de nombreux autres contacts élargis, quelques offres ont été reçues mais elles ne répondent pas aux besoins exprimés dans les TdRs. En 2009, la CR et le Siège de la FAO n'ont pas réussi à avoir de nouvelles offres satisfaisantes. En raison de l'importance de cette étude, la recherche de consultants compétents en la matière devra se poursuivre en 2010.

Systeme de suivi-évaluation

Comme suite à la recommandation de la mission d'évaluation à mi-parcours, le système de Suivi-évaluation développé par EMPRES-RO, devrait se focaliser sur un rapportage simple et synthétique pour les bailleurs de fonds. Dans ce cadre, des missions ont été faites par le chargé de Suivi-évaluation au niveau des 4 pays de la ligne de front bénéficiaires du projet de la BAD. Ces missions ont inclus l'analyse des outils utilisés dans le cadre des projets AELP, notamment le « Cadre des résultats ».

Stratégie régionale de communication

Les conclusions principales de l'étude (finalisée en avril 2009) relative à l'élaboration au niveau régional d'une stratégie et d'un plan de communication ont été partagées avec les délégués des pays membres lors de la 5^{ème} Session de la CLCPRO. Les conclusions principales de cette étude portent sur la nécessité de :

- améliorer la visibilité de la CLCPRO ;
- accentuer la promotion de la lutte préventive en intégrant plus les enjeux environnementaux ;
- poursuivre l'amélioration quantitative et qualitative des flux d'information ;
- apporter un appui stratégique et technique en communication auprès des pays.

A l'issue des discussions, les délégués ont recommandé que les conclusions de l'étude soient examinées pour rendre leur application conforme aux procédures de la FAO en termes de communication. Ils ont également recommandé que le Secrétariat de la CLCPRO propose les actions prioritaires à retenir et un budget pour leur financement, en distinguant l'investissement à financer sur projets, et le fonctionnement qui pourrait être pris en charge durablement par la CLCPRO.

Dans le même objectif, le Secrétariat de la CLCPRO met à jour régulièrement son site web : www.clcpro-empres.org, qui permet aux pays et aux différents partenaires de suivre les activités du Programme EMPRES-RO et de se documenter sur tout ce qui concerne la CLCPRO et le programme EMPRES-RO.

Coopération avec la Région centrale

Dans le cadre des échanges entre la Région occidentale et la Région centrale, l'année 2009 a connu les échanges ci-après :

- participation de M. Hichem Dridi (Secrétariat CLCPRO) et de M^{elle} Zamzam Elbusefi (Libye) à l'atelier sur RAMSES V3 et *eLocust2*, organisé par la Commission de lutte contre le Criquet pèlerin dans la Région centrale (CRC) au Caire en avril 2009 ;
- participation de M. Nassor El Harty (Lutte antiacridienne d'Oman) à l'atelier sur RAMSES V3 et *eLocust2* organisé par la CLCPRO à Alger en juillet 2009 ;
- participation de M. Mustapha Belazzougui (Institut National de Protection des Végétaux d'Alger - INPV) à l'atelier de formation régional sur la lutte antiacridienne, organisé par la CRC en juillet 2009 en Syrie.

Par ailleurs, la CRC et la CLCPRO ont organisé conjointement, et pour la première fois, une activité inter-régionale. Il s'agit d'un atelier technique régional pour tester les pulvérisateurs Ultra bas volume (*Ultra Low Volume* – ULV) pouvant être utilisés en lutte antiacridienne, qui a eu lieu à Ismaïlia en Egypte. Plusieurs firmes y ont présenté leur matériel de pulvérisation. La CLCPRO a été représentée à cet atelier par M. Said Lagnaoui, spécialiste en technique de pulvérisation du Centre National de Lutte Anti-Acridienne (CNLAA) du Maroc.

Résultat n°5 : Les capacités des ressources humaines des unités nationales sont renforcées

Conformément au Plan de formation régional validé par l'ensemble des pays membres du programme EMPRES-RO en avril 2007 à Niamey pour la période 2007-2009, des formations **régionales de courte durée, des formations nationales de courte durée, des formations individuelles de courte durée et des formations de longue durée** ont été réalisées au cours de l'année 2009.

Formations régionales réalisées en 2009

Formation régionale des maîtres prospecteurs

La Coordination régionale a organisé la 2^{ème} formation régionale de maîtres prospecteurs pour le Criquet pèlerin en Région occidentale. Elle s'est déroulée au Maroc du 30 mars au 10 avril 2009 et fut organisée en collaboration avec le Centre régional AGRHYMET et avec l'appui technique et matériel du CNLAA d'Ait-Melloul du Maroc. Dix (10) participants venus des pays membres de la CLCPRO et un représentant du Centre régional AGRHYMET y ont assisté. Elle fut encadrée et animée par des formateurs de la CLCPRO et des consultants de la RO.

Atelier régional Ramses V3 et eLocust2

Cet Atelier a eu lieu à Alger du 13 au 15 juillet 2009 et a vu la participation des chargés de l'information des pays de la région : Mali, Libye, Mauritanie, Niger et Tchad (2 participants) et Algérie, Maroc et Sénégal (1 participant). En outre, des personnes ressources ont contribué par leur expertise à cette formation (la CRC et la Commission de lutte contre le Criquet pèlerin en Asie du Sud-Ouest – *Commission for Controlling the Desert Locust in South-West Asia - SWAC*). L'atelier a traité avec une approche participative les nouveautés de la nouvelle version de RAMSES V3, la nouvelle version du software d'eLocust2 et la nouvelle version d'eLocust2Mapper, les difficultés auxquelles les chargés de l'information sont confrontés et la méthodologie à suivre pour l'amélioration de la qualité des bulletins de l'information acridienne des pays.

Formations de 3^{ème} cycle

- A l'Institut Agronomique et Vétérinaire (IAV) Hassan II d'Agadir (Maroc)

Depuis l'ouverture de l'option d'acridologie en 2006, 02 promotions sont déjà sorties. Actuellement, une dizaine d'étudiants venant des différents pays de la région suivent leur cursus dans cet institut (Mali, Burkina Faso, Mauritanie, Niger et Tchad).

Promotions successives d'étudiants en troisième cycle en acridologie

Promotion	Nombre d'étudiants par pays						
	Burkina Faso	Mali	Maroc	Mauritanie	Niger	Sénégal	Tchad
1^{ère} promotion 2006-2008		1	2			1	
2^{ème} promotion 2007-2009		2	2			1	2
3^{ème} promotion 2008-2010	1			2	3		
4^{ème} promotion 2009-2011		1		1			1
Total pour la RO	20						

- A l'Institut National Agronomique l'INA d'El Harrach à Alger (Algérie)

Le nombre d'étudiants inscrits à l'INA en Magister Acridologie est de **6** dont un étudiant de Madagascar.

Evaluation de l'impact des formations régionales

Les chargés de liaison du Programme EMPRES-RO, sur proposition de la Coordination régionale, ont recommandé en décembre 2008, « **A la Coordination régionale de procéder à l'évaluation de l'impact des formations réalisées aux niveaux régional et national et invitent les pays membres à l'appuyer dans cette mission** ».

En application de cette recommandation, la Coordination régionale a procédé au mois d'octobre 2009 à la rédaction des termes de référence et au recrutement de consultants pour réaliser une Mission d'évaluation de l'impact du Plan de formation régional⁵ (2007-2009) du Programme EMPRES-RO. Cette Mission était composée :

- - d'un spécialiste en évaluation des formations, M. Camillo Risoli, Chef de la Mission ;
- - d'un acridologue, M. Bachir Chara.

Le Mandat de la Mission fut d'évaluer l'impact des formations organisées de 2007 à la date de la consultation (octobre-novembre 2009). Plus précisément, elle devait évaluer la pertinence des objectifs de formation, des thèmes retenus et des contenus des formations, l'approche pédagogique suivie et la mise en application des compétences acquises. Elle devait en outre, formuler des recommandations sur une éventuelle réorientation du futur plan de formation notamment en ce qui concerne l'organisation, les priorités des thèmes de formation pour les formations régionales et la réélaboration des modules de formation utilisés.

Les conclusions préliminaires de cette mission d'évaluation ont été présentées aux chargés de liaison d'EMPRES-RO lors de leur 8^{ème} réunion tenue du 14 au 18 décembre 2009 à Bamako. La Mission souligne que " *Le Plan de formation régional a atteint, d'une façon générale, les principaux résultats attendus. Les capacités des ressources humaines des unités nationales (UNLA) se voient nettement renforcées par la réalisation du Plan, et le programme de formation est en train de renforcer les systèmes de lutte antiacridienne dans la Région dans la perspective de leur durabilité* ".

La Mission recommande de préparer un second plan de formation régional (2010-2012) dans l'esprit du 1^{er} et en y apportant quelques améliorations notamment le suivi des formations. En outre, de nombreuses autres recommandations ont été formulées.

Les participants à la 8^{ème} Réunion des chargés de liaison se sont félicités de ces conclusions et estiment nécessaire la poursuite du renforcement des capacités des pays de la RO et l'élaboration d'un nouveau plan régional de formation pour 2011-2013.

Résultat n°6: Un programme de recherche opérationnelle est défini et initié

Conformément au plan d'opération de 2009, un atelier régional de la recherche opérationnelle sur le Criquet pèlerin en Région occidentale a été organisé par la CLCPRO/EMPRES-RO à Dakar du 5 au 9 octobre 2009. Y ont participé les représentants des UNLAs des dix pays membres de la CLCPRO, d'AGRHYMET, de la BM, du Cirad, de l'Agence

⁵ Le 5^{ème} résultat attendu du programme EMPRES-RO est « **les capacités des ressources humaines des unités nationale de lutte antiacridienne sont renforcées** ». Pour atteindre ce résultat, un plan de formation régional fut élaboré lors d'un atelier spécifique tenu à Niamey, Niger, du 11 au 13 avril 2007. Ce plan comporte les activités de formation (période 2007-2009) prévues dans les pays et aux niveaux régional et international.

Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), de l'IAV Hassan II d'Agadir au Maroc, de l'Institut d'Economie Rurale du Mali, et les fonctionnaires de la FAO siège et de la CLCPRO.

Atelier régional sur la recherche

La tenue du 5 au 9 octobre 2009 à Dakar au Sénégal d'un atelier régional sur la recherche opérationnelle, qui a regroupé des chercheurs de la région et internationaux impliqués dans la recherche acridienne et les responsables des structures en charge de la lutte antiacridienne, avait pour finalité de recentrer les recherches en cours et futures sur des axes prioritaires pouvant rendre plus performantes les opérations de surveillance et de lutte par l'inscription de leurs faiblesses dans un programme ambitieux de recherche opérationnelle.

Les travaux de l'atelier ont permis de retenir trois thèmes prioritaires de recherche sur lesquels les participants se sont penchés à travers la constitution de trois groupes de travail :

1. Biologie-écologie du Criquet pèlerin ;
2. Stratégie de lutte et environnement ;
3. Alerte précoce.

A la fin des travaux, un schéma de planification des activités de recherche pour quatre ans (2010-2013) fut élaboré et validé par les participants intégrant un objectif spécifique, des indicateurs d'activités, l'échéancier et la responsabilité. Les participants ont également formulé des hypothèses majeures représentant les conditions nécessaires à la mise en œuvre effective des activités planifiées.

Ce plan régional de recherche a été présenté à la 8^{ème} Réunion des Chargés de liaison et certaines de ses activités ont été intégrées dans le Plan d'Opération (PO) 2010 du Programme EMPRES-RO. La Phase II du programme doit prendre en charge la mise en œuvre de ce plan pour lequel il faudrait rechercher les financements requis.

Activités de recherche réalisées en 2009

Caractérisation des biotopes du Criquet pèlerin

L'un des axes de recherche identifié au cours de l'atelier de Dakar et dont les travaux ont déjà commencé concerne le renforcement de l'utilisation d'outils d'aide à la décision pour mieux orienter les prospections et assurer une meilleure prévision (financement France/FFEM). Les activités concernent deux zones pilotes en Mauritanie mais les résultats de l'étude pourraient être appliqués à l'ensemble de la RO, moyennant une approche adéquate pour leur extrapolation/adaptation.

Florule des biotopes du Criquet pèlerin

Lors de la 7^{ème} réunion des chargés de liaison, la Coordination régionale avait informé les participants du démarrage imminent des travaux relatifs à la réalisation d'une florule des biotopes du Criquet pèlerin pour les pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord-Ouest (objectifs de ces travaux présentés en annexe 8, point 5 du rapport de ladite réunion).

Ces travaux, ont démarré comme prévu et plusieurs missions de terrain conduites par le Cirad ont été réalisés :

- Mauritanie dans les secteurs de Bir Moghreïn, Zouérate, Atar et Akjout en janvier-février 2009 ;

- Maroc au Sud dans les régions de Laâyoun et de la Seguia el Hamra en mars 2009 ;
- Mauritanie en septembre 2009 dans la région d'Aïoun ;
- Mauritanie en décembre 2009 dans la région d'Akjoujt.

Travaux de recherches doctorales et dans le cadre de formations de 3ème cycle

M. Mohamed Lazar, doctorant de l'INPV d'Alger (Algérie), poursuit ses travaux de recherche sur le thème : "La dynamique des populations du Criquet pèlerin (*Schistocerca gregaria* Forsk. 1775) dans ses aires grégarigènes du sud algérien. Apport des données historiques et satellitaires pour améliorer la prévision des pullulations". Plusieurs travaux de troisième cycle sont en cours à l'IAV Hassan II d'Agadir et à l'INA d'El Harrach à Alger.

Perspectives

1. Le programme de recherche bâti sous forme d'un Schéma de planification des activités pour la période 2010-2013 sera proposé aux partenaires des pays lors de l'atelier de planification de la phase II du programme EMPRES-RO, prévu du 08 au 12 mars 2010 à Dakar au Sénégal.
2. L'édition d'une carte des principales unités territoriales écologiquement homogènes (UTEH) permettant d'expliquer le cycle biogéographique annuel du Criquet pèlerin.
3. Cartographie dynamique : Il s'agit de développer une méthodologie simple de traitement de l'information satellitaire permettant de détecter les états de surface (présence et état de végétation). Il s'agit aussi de corrélérer les états de surface relevés sur le terrain (météo et végétation) avec les données satellitaires multi-dates gratuites.
4. Organisation d'une réunion Secrétariat CLCPRO / Cirad / DLIS avant la fin des travaux pour discuter du 1^{er} bilan des activités entreprises par le Cirad et apporter éventuellement les remarques et suggestions d'amélioration avant la livraison finale des produits.

Annexe 4. Suivi des recommandations de la 4^{ème} réunion du Comité de pilotage

Recommandations	Suivi
<p>R-1: Aux pays de poursuivre la prise en charge des frais récurrents relatifs au fonctionnement des dispositifs nationaux. Il les invite aussi à commencer à prendre en considération les amortissements des moyens matériels pour en assurer progressivement le renouvellement.</p>	<p>➤ Les pays ont donné davantage d'informations sur les dépenses réalisées en 2009, permettant de mieux mesurer la part des financements des Etats dans les dispositifs nationaux de lutte préventive. Ces informations doivent être plus détaillées pour mieux évaluer le caractère durable de la prise en charge des frais récurrents.</p>
<p>R-2: A toutes les instances concernées de veiller à apporter leur soutien et renforcer les rôles et les moyens de la CLCPRO, véritable clé de voûte du dispositif régional de lutte préventive et garant de la durabilité du dispositif de prévention.</p>	<p>➤ La réunion des Ministres tenue à Bamako en mars 2009 a insisté sur le renforcement de la CLCPRO et la nécessité de poursuivre la stratégie de lutte préventive.</p> <p>➤ Le montant des cotisations annuelles de ses pays membres est passé de 227 000 \$ EU à 639 000 \$ EU.</p>
<p>R-3: A la CR de quantifier davantage l'évaluation des activités (y compris les indicateurs) et de présenter des tableaux plus synthétiques aussi bien pour le bilan des dépenses que pour les prévisions.</p>	<p>➤ La quantification des activités a été prise en compte dans le rapport du 1^{er} semestre 2009 sur activités EMPRES-RO. L'état des dépenses 2009 et le budget 2010 ont été préparés en ce sens.</p>
<p>R-4: Aux UNLAs de mieux exploiter les travaux, le potentiel de prospection et d'échantillonnage pour appuyer et développer des travaux de recherche sur l'écologie du Criquet pèlerin, en particulier en phase solitaire.</p>	<p>➤ Cette préoccupation a été prise en compte dans le plan régional de recherche 2010-2013 et les protocoles précisant les techniques et matériels d'échantillonnage ainsi que les coûts d'envoi des échantillons seront élaborés en 2010.</p>
<p>R-5: A la CR de mieux intégrer les autres pays de la Région occidentale dans le processus d'information sur les activités du Programme EMPRES-RO, sa stratégie d'action et les résultats obtenus.</p>	<p>➤ Certains pays de la RO qui ne sont pas membres du programme EMPRES-RO sont tenus régulièrement informés des activités de ce programme et participent même à quelques unes (ateliers de formation régionales notamment).</p>

Recommandations	Suivi
<p>R-6: Aux bailleurs de fonds du Programme EMPRES-RO d'assurer la continuité des financements et de l'assistance technique du Programme conformément au Plan d'opération approuvé par le Comité de pilotage.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les financements ont été assurés par les bailleurs de fonds (et les pays) pour la mise en œuvre du plan d'opération 2009. ➤ La France a prorogé jusqu'en octobre 2011 le projet FSP. ➤ Une requête de prorogation du Projet BAD à fin 2011 a été faite par la FAO au nom des 4 pays bénéficiaires.
<p>R-7: Aux pays membres de la CLCPRO, sur la base du document de la Mauritanie, de fournir à la CR l'expérience des associations socio-professionnelles des pays respectifs. Il demande à la CR d'intégrer cet aspect dans l'étude en cours sur la stratégie de communication.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Cet aspect a été intégré dans l'étude réalisée par le consultant et relative à l'élaboration d'une stratégie et d'un plan de communication au niveau régional (étude livrée en avril 2009). Le consultant s'est rendu en Mauritanie notamment pour réaliser cette étude et y a rencontré les organisations socio-professionnelles.
<p>R-8: (Invite) la Commission, les pays membres et les bailleurs de fonds, à préparer une deuxième phase du Programme EMPRES-RO / Composante Criquet pèlerin, pour consolider les acquis, développer davantage les capacités de lutte antiacridienne au niveau national et asseoir sa pérennité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La Commission a préparé les invitations qui ont été envoyées par le siège de la FAO aux pays et à tous les partenaires potentiels. ➤ La préparation de la Phase II du Programme EMPRES-RO est en cours et elle a constitué l'un des points de l'ordre du jour de la 8^{ème} Réunion des chargés de liaison. ➤ Un atelier de planification de ladite phase (2010-2013) aura lieu à Dakar, Sénégal, du 8 au 12 mars 2010.

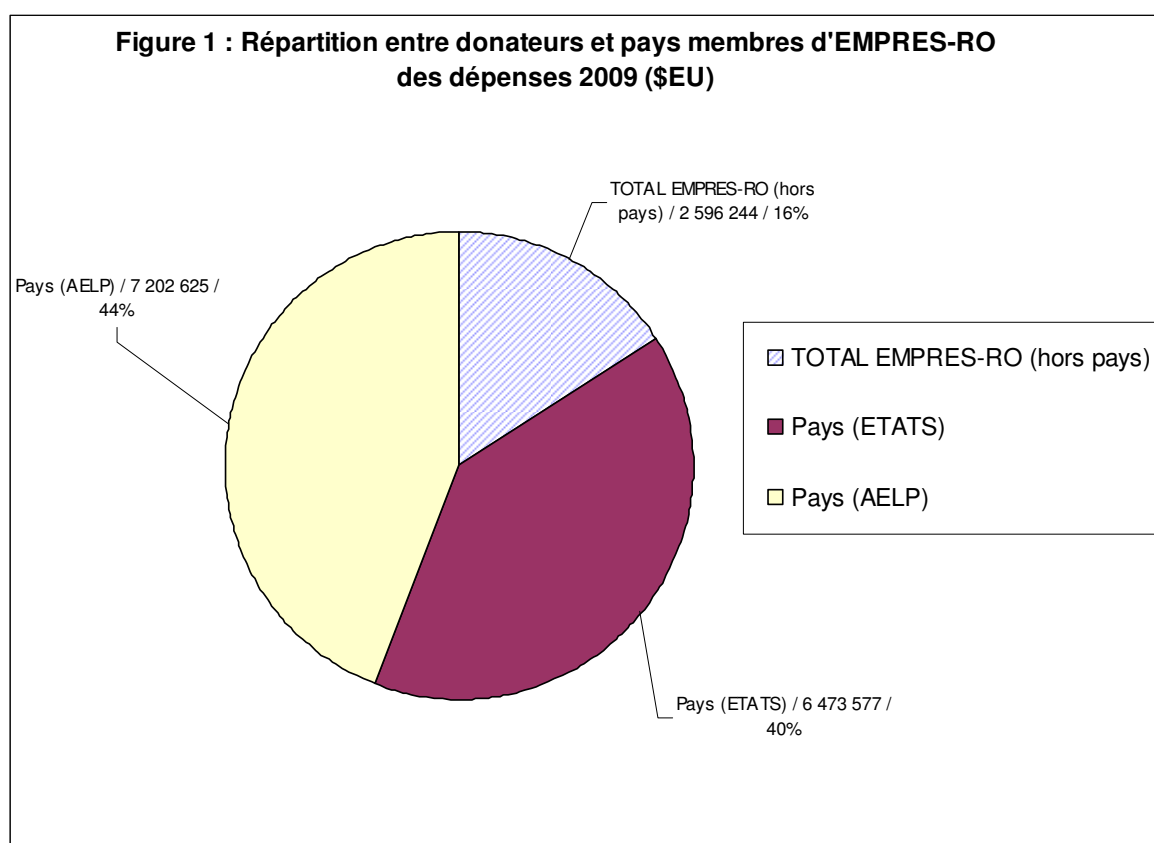
Annexe 5. Bilan financier (dépenses 2009)

Le financement de la phase I du Programme EMPRES en Région occidentale (2006-2009) est assuré par des fonds issus des Etats adhérant audit Programme et de donateurs. En ce qui concerne les fonds issus des donateurs, ceux-ci proviennent essentiellement de la Banque Africaine de Développement (BAD), de l'USAID, du Fond de Solidarité Prioritaire (FSP) de la France, du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), de la CLCPRO, du Programme Régulier de la FAO et du Comité FAO de lutte contre le Criquet pèlerin (DLCC – *Desert Locust Control Committee*). En outre, le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a apporté sa contribution au Programme jusqu'à début 2009. La Banque mondiale contribue également indirectement au Programme EMPRES-RO par la mise en œuvre du projet AELP (*Africa Emergency Locust Project* - Projet africain de lutte d'urgence contre le criquet pèlerin) dans certains des pays d'Afrique de l'Ouest adhérant audit Programme (Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad).

Pour l'année 2009, les fonds engagés (dépensés ou non à la date du bilan comptable des budgets des UNLAs et de chaque projet – entre le 04/11 et le 17/12/2009) pour les activités du Programme s'élèvent à 16 272 729 \$ EU :

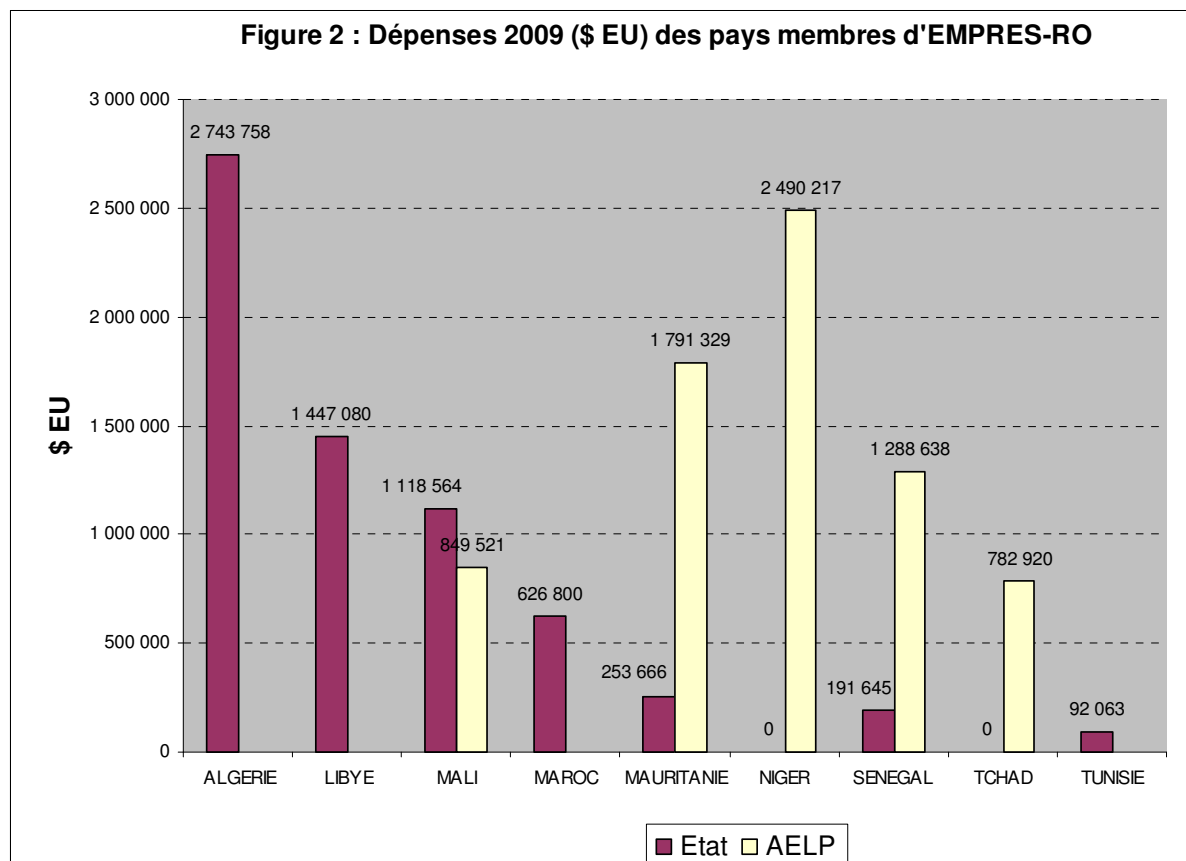
- 6 473 577 \$ EU à partir des budgets des Etats membres (selon les informations fournies par les pays eux-mêmes) ;
- 7 202 625 \$ EU à partir du projet AELP (informations fournies par les pays concernés) ;
- 2 473 527 \$ EU issus des projets financés par les donateurs précités auxquels s'ajoutent 122 717 \$ EU correspondant aux frais d'agence soit, 2 596 244 \$ EU au total.

La répartition des dépenses 2009 entre les pays, le projet AELP et les autres donateurs est présentée dans la figure 1 suivante :



Dépenses des pays (Budget des Etats et AELP)

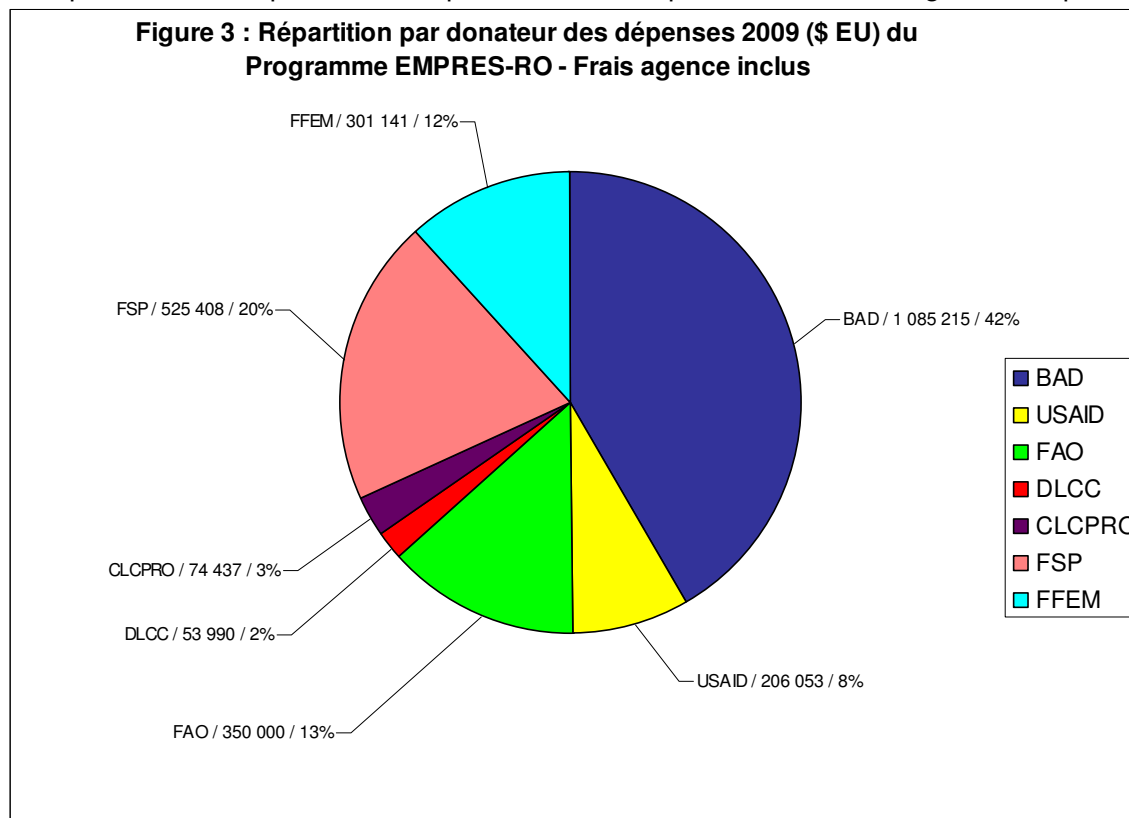
Ces chiffres indiquent la part prépondérante des budgets des Etats et du projet AELP de la Banque mondiale dans la mise en œuvre globale du Programme. Ils méritent, tout d'abord, d'être étudiés pays par pays : les dépenses 2009 de chacun des pays (budget de l'Etat et projet AELP) sont présentées dans la figure 2 ci-après :



Les chiffres de la figure 2 indiquent la part prépondérante du projet AELP dans les budgets des UNLA des pays de la ligne de front (Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). Par ailleurs, il est à noter les dépenses importantes de l'Algérie et de la Libye qui à deux représentent près de 4,2 M \$ EU. Il convient de préciser que les dépenses d'investissement représentent la majeure partie des dépenses présentées ci-dessus. Il conviendrait qu'à l'avenir les pays puissent présenter séparément les dépenses d'investissement et celles de fonctionnement.

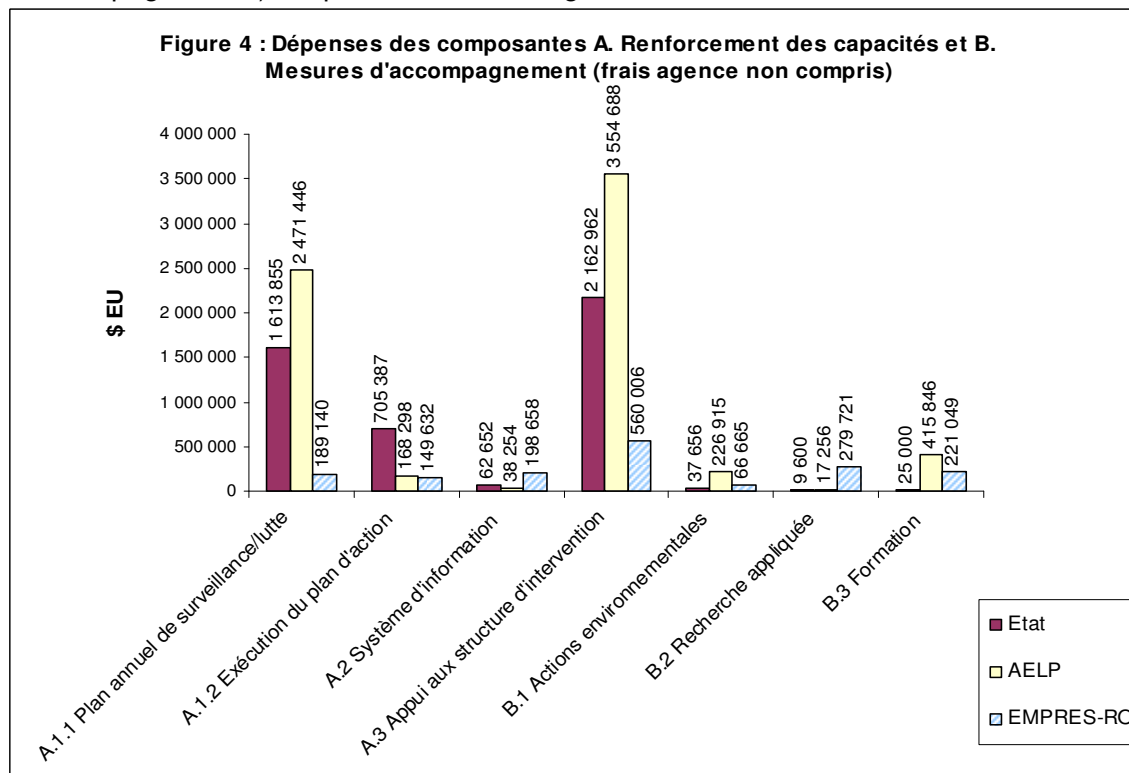
Dépenses issues des donateurs

La répartition des dépenses 2009 par donateur est présentée dans la figure 3 ci-après :



Dépenses par types d'activités

Le détail des dépenses par composante (A. Renforcement des capacités; B. Mesures d'accompagnement) est présenté dans la figure 4 suivante :



Annexe 6. Tableau résumé des dépenses 2009 en \$ EU des UNLAs (Etats et AELP)

Cpte	Volet	Activité	TOTAL Pays (ETATS)		ALGERIE		LIBYE		MALI		MAROC		MAURITANIE		NIGER		SENEGAL		TCHAD		TUNISIE	
			Budget prévu	Dépenses	Budget prévu	Dép.	Budget prévu	Dép.	Budget prévu	Dép.	Budget prévu	Dép.	Budget prévu	Dép.	Budget prévu	Dép.	Budget prévu	Dép.	Budget prévu	Dép.	Budget prévu	Dép.
Composante A : Renforcement des capacités			2,366,716	4,544,857	228,571	1,990,900	0	1,127,080	814,373	731,897	633,200	580,200	349,386	0	341,186	0	0	102,081	NC	0	NC	12,698
	A.1	Surveillance et lutte précoce	1,057,526	2,319,242	228,571	528,000	0	1,060,000	432,064	400,317	310,000	308,000	23,781	0	63,110	0	0	11,020	NC	0	NC	11,905
	A.1.1	Plan annuel de surveillance/lutte	751,160	1,613,855	228,571	264,000	0	910,000	259,479	230,081	200,000	198,000	0	0	63,110	0	0	7,806	NC	0	NC	3,968
	A.1.2	Exécution du plan d'action	306,366	705,387	0	264,000	0	150,000	172,585	170,237	110,000	110,000	23,781	0	0	0	0	3,214	NC	0	NC	7,937
	A.2	Système d'information	21,109	62,652	0	4,900	0	17,080	19,909	38,879	1,200	1,000	0	0	0	0	0	0	NC	0	NC	794
	A.3	Appui aux structures d'intervention	1,288,081	2,162,962	0	1,458,000	0	50,000	362,401	292,701	322,000	271,200	325,605	0	278,076	0	0	91,061	NC	0	NC	0
Composante B : Mesures d'accompagnement			121,637	72,256	14,286	10,000	0	10,000	83,776	32,678	20,000	14,600	3,575	0	0	0	0	4,978	NC	0	NC	0
	B.1	Actions environnementales	83,776	37,656	0	0	0	0	83,776	32,678	0	0	0	0	0	0	0	4,978	NC	0	NC	0
	B.2	Recherche appliquée	13,575	9,600	0	0	0	0	0	0	10,000	9,600	3,575	0	0	0	0	0	NC	0	NC	0
	B.3	Formation	24,286	25,000	14,286	10,000	0	10,000	0	0	10,000	5,000	0	0	0	0	0	0	NC	0	NC	0
Composante C : Gestion de l'UNLA			4,419,465	1,856,464	742,857	742,858	0	310,000	132,631	353,989	34,000	32,000	3,715	253,666	249,718	0	3,256,544	84,586	NC	0	NC	79,365
TOTAL PAYS			6,907,818	6,473,577	985,714	2,743,758	0	1,447,080	1,030,780	1,118,564	687,200	626,800	356,676	253,666	590,904	0	3,256,544	191,645	NC	0	NC	92,063

Cpte	Volet	Activité	TOTAL Pays (AELP)		MALI AELP		MAURITANIE AELP		NIGER AELP		SENEGAL AELP		TCHAD AELP	
			Budget prévu	Dépenses	Budget prévu	Dépenses	Budget prévu	Dépenses	Budget prévu	Dépenses	Budget prévu	Dépenses	Budget prévu	Dépenses
Composante A : Renforcement des capacités			15,135,495	6,232,686	974,344	498,335	2,553,917	1,791,329	3,862,930	2,376,840	6,542,264	885,991	1,202,039	680,191
	A.1	Surveillance et lutte précoce	4,667,386	2,639,744	139,435	130,575	559,096	323,384	2,717,532	2,053,783	839,140	66,442	412,184	65,560
	A.1.1	Plan annuel de surveillance/lutte	4,295,702	2,471,446	116,360	48,633	329,211	323,384	2,646,139	2,053,783	801,668	16,071	402,323	29,575
	A.1.2	Exécution du plan d'action	371,684	168,298	23,074	81,942	229,885	0	71,393	0	37,471	50,370	9,861	35,986
	A.2	Système d'information	106,840	38,254	8,232	22,666	0	15,588	0	0	98,609	0	0	0
	A.3	Appui aux structures d'intervention	10,361,268	3,554,688	826,678	345,094	1,994,821	1,452,357	1,145,398	323,057	5,604,516	819,549	789,855	614,630
Composante B : Mesures d'accompagnement			1,844,065	660,017	462,648	306,457	567,539	0	171,579	83,493	396,764	170,367	245,535	99,700
	B.1	Actions environnementales	705,608	226,915	231,961	152,800	148,633	0	0	0	305,292	44,798	19,722	29,317
	B.2	Recherche appliquée	168,906	17,256	0	0	168,906	0	0	0	0	0	0	17,256
	B.3	Formation	969,551	415,846	230,687	153,658	250,000	0	171,579	83,493	91,471	125,569	225,814	53,127
Composante C : Gestion de l'UNLA			838,777	309,922	27,983	44,728	33,432	0	28,794	29,884	444,263	232,281	304,306	3,029
TOTAL PAYS			17,818,337	7,202,625	1,464,975	849,521	3,154,887	1,791,329	4,063,303	2,490,217	7,383,291	1,288,638	1,751,881	782,920

Annexe 7. Tableau détaillé des dépenses 2009 en \$ EU des UNLAs (Etats et AELP)

Cpte	Volet	Activité	ETATS Budget Prévu	ETATS Budget Alloué	ETATS Dépenses	AELP Budget Prévu	AELP Budget Alloué	AELP Dépenses
Composante A : Renforcement des capacités			2 366 716	5 640 456	4 544 857	15 135 495	8 749 595	6 232 686
	A.1	Surveillance et lutte précoce	1 057 526	2 572 083	2 319 242	4 667 386	3 557 700	2 639 744
		A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte	751 160	1 818 117	1 613 855	4 295 702	3 433 491	2 471 446
		Acquisition matériel roulant	82 831	785 201	700 000	3 136 279	2 922 681	2 264 192
		Acquisition des équipements de prospection / lutte	220 421	452 559	408 616	744 170	487 493	68 627
		Réparation et entretien des équipements	447 907	580 357	505 239	415 253	23 317	138 627
		A.1.2 Exécution du plan d'action	306 366	753 966	705 387	371 684	124 209	168 298
		Frais de déplacement personnel UNLA et équipes de prospection et de lutte sur le terrain (1)	306 366	753 966	705 387	371 684	124 209	168 298
	A.2	Système d'information	21 109	74 635	62 652	106 840	2 683	38 254
		Acquisition matériel informatique	7 090	54 738	54 184	106 840	2 683	32 704
		Abonnement Internet	14 019	19 897	8 468	0	0	5 550
	A.3	Appui aux structures d'intervention	1 288 081	2 993 737	2 162 962	10 361 268	5 189 211	3 554 688
		Construction et/ou réhabilitation	877 357	2 459 617	1 925 738	9 142 877	4 054 689	2 934 797
		Matériel et mobilier bureau	258 676	305 512	151 717	322 173	279 885	190 745
		Consultations	107 367	159 797	67 929	882 412	854 637	429 146
		Plans de gestion des risques	0	0	0	13 805	0	0
		Documentation	44 682	68 811	17 578	0	0	0
Composante B : Mesures d'accompagnement			121 637	181 593	72 256	1 844 065	1 043 099	660 017
	B.1.	Actions environnementales	83 776	111 363	37 656	705 608	441 935	226 915
		Acquisition de matériel scientifique	0	0	0	68 040	0	0
		Kit d'analyse du taux de la cholinestérase, recharges et réactifs	5 917	34 615	276	43 388	30 031	2 480
		Mise en œuvre des activités environnementales	77 859	76 748	37 380	594 180	411 904	224 435
	B.2	Recherche appliquée	13 575	10 000	9 600	168 906	0	17 256
		Acquisition des équipements pour la recherche	10 000	10 000	9 600	20 273	0	0
		Frais de réalisation des travaux de recherche	3 575	0	0	148 633	0	17 256
	B.3	Formation	24 286	60 230	25 000	969 551	601 164	415 846
		Equipements didactiques et ouvrages pédagogiques	0	10 230	10 000	39 722	20 663	0
		Formations nationales	24 286	50 000	15 000	412 582	199 706	153 412
		Formations régionales	0	0	0	79 583	29 847	19 271
		Formations individuelles à l'étranger	0	0	0	437 665	350 947	243 164
Composante C : Gestion de l'UNLA			4 419 465	1 945 480	1 856 464	838 777	401 614	309 922
		Personnel (2)	2 929 858	814 953	965 938	243 270	154 488	139 192
		Voyages du personnel	4 000	75 143	74 143	71 984	0	0
		Frais de fonctionnement de la structure (3)	1 485 606	1 055 384	816 383	523 523	247 126	170 729
TOTAL PAYS			6 907 818	7 767 529	6 473 577	17 818 337	10 194 308	7 202 625

Cpte Volet	Activité	ALGERIE			LIBYE		
		ALG ETAT Budget Prévu	ALG ETAT Budget Alloué	ALG ETAT Dépenses	LIB ETAT Budget Prévu	LIB ETAT Budget Alloué	LIB ETAT Dépenses
Composante A : Renforcement des capacités		228 571	1 990 900	1 990 900	0	1 127 080	1 127 080
A.1 Surveillance et lutte précoce		228 571	528 000	528 000	0	1 060 000	1 060 000
A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte		228 571	264 000	264 000	0	910 000	910 000
Acquisition matériel roulant						700 000	700 000
Acquisition des équipements de prospection / lutte		214 286	217 000	217 000		160 000	160 000
Réparation et entretien des équipements		14 286	47 000	47 000		50 000	50 000
A.1.2 Exécution du plan d'action		0	264 000	264 000	0	150 000	150 000
Frais de déplacement personnel UNLA et équipes de prospection et de lutte sur le terrain (1)			264 000	264 000		150 000	150 000
A.2 Système d'information		0	4 900	4 900	0	17 080	17 080
Acquisition matériel informatique			4 000	4 000		15 000	15 000
Abonnement internet			900	900		2 080	2 080
A.3 Appui aux structures d'intervention		0	1 458 000	1 458 000	0	50 000	50 000
Construction et/ou réhabilitation			1 458 000	1 458 000		50 000	50 000
Matériel et mobilier bureau						0	0
Consultations						0	0
Plans de gestion des risques						0	0
Documentation						0	0
Composante B : Mesures d'accompagnement		14 286	10 000	10 000	0	70 000	10 000
B.1. Actions environnementales		0	0	0	0	30 000	0
Acquisition de matériel scientifique						0	0
Kit d'analyse du taux de la cholinestérase, recharges et réactifs						30 000	0
Mise en œuvre des activités environnementales						0	0
B.2 Recherche appliquée		0	0	0	0	0	0
Acquisition des équipements pour la recherche						0	0
Frais de réalisation des travaux de recherche						0	0
B.3 Formation		14 286	10 000	10 000	0	40 000	10 000
Equipements didactiques et ouvrages pédagogiques						10 000	10 000
Formations nationales		14 286	10 000	10 000		30 000	0
Formations régionales						0	0
Formations individuelles à l'étranger						0	0
Composante C : Gestion de l'UNLA		742 857	742 858	742 858	0	310 000	310 000
Personnel (2)		271 429	271 429	271 429		230 000	230 000
Voyages du personnel						40 000	40 000
Frais de fonctionnement de la structure (3)		471 429	471 429	471 429		40 000	40 000
TOTAL PAYS		985 714	2 743 758	2 743 758	0	1 507 080	1 447 080

Cpte	Volet	Activité	MALI			MALI AELP		
			MLI ETAT Budget Prévu	MLI ETAT Budget Alloué	MLI ETAT Dépenses	MLI AELP Budget Prévu	MLI AELP Budget Alloué	MLI AELP Dépenses
Composante A : Renforcement des capacités			814 373	1 181 184	731 897	974 344	1 153 997	498 335
	A.1	Surveillance et lutte précoce	432 064	545 421	400 317	139 435	217 598	130 575
		A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte	259 479	326 606	230 081	116 360	145 277	48 633
		Acquisition matériel roulant	19 722	22 959		78 887	91 837	
		Acquisition des équipements de prospection / lutte	6 135	31 270	31 616	24 544	38 388	39 772
		Réparation et entretien des équipements	233 622	272 377	198 464	12 930	15 052	8 861
		A.1.2 Exécution du plan d'action	172 585	218 815	170 237	23 074	72 322	81 942
		Frais de déplacement personnel UNLA et équipes de prospection et de lutte sur le terrain (1)	172 585	218 815	170 237	23 074	72 322	81 942
	A.2	Système d'information	19 909	50 661	38 879	8 232	2 683	22 666
		Acquisition matériel informatique	7 090	35 738	35 184	8 232	2 683	22 666
		Abonnement Internet	12 819	14 923	3 695			
	A.3	Appui aux structures d'intervention	362 401	585 101	292 701	826 678	933 715	345 094
		Construction et/ou réhabilitation	183 757	275 662	83 794	537 810	573 888	36 136
		Matériel et mobilier bureau	42 936	117 113	132 317	6 068	13 028	76 381
		Consultations	93 025	125 516	60 812	282 800	346 799	232 578
		Plans de gestion des risques	0					
		Documentation	42 682	66 811	15 778			
Composante B : Mesures d'accompagnement			83 776	76 385	32 678	462 648	688 641	306 457
	B.1	Actions environnementales	83 776	76 385	32 678	231 961	397 137	152 800
		Acquisition de matériel scientifique				0		
		Kit d'analyse du taux de la cholinestérase, recharges et réactifs	5 917	4 339		23 666	27 551	
		Mise en œuvre des activités environnementales	77 859	72 046	32 678	208 295	369 586	152 800
	B.2	Recherche appliquée	0	0	0	0	0	0
		Acquisition des équipements pour la recherche						
		Frais de réalisation des travaux de recherche						
	B.3	Formation	0	0	0	230 687	291 504	153 658
		Equipements didactiques et ouvrages pédagogiques				0		
		Formations nationales				46 561	107 001	36 134
		Formations régionales				0		
		Formations individuelles à l'étranger				184 126	184 503	117 523
Composante C : Gestion de l'UNLA			132 631	401 522	353 989	27 983	32 575	44 728
		Personnel (2)	111 929	249 865	210 652	27 983	32 575	44 728
		Voyages du personnel	0	32 143	32 143			
		Frais de fonctionnement de la structure (3)	20 702	119 514	111 194			
TOTAL PAYS			1 030 780	1 659 092	1 118 564	1 464 975	1 875 213	849 521

Cpte	Volet	Activité	MAROC			TUNISIE		
			MOR ETAT Budget Prévu	MOR ETAT Budget Alloué	MOR ETAT Dépenses	TUN ETAT Budget Prévu	TUN ETAT Budget Alloué	TUN ETAT Dépenses
Composante A : Renforcement des capacités			633,200	633,200	580,200	0	11,905	12,698
	A.1	Surveillance et lutte précoce	310,000	310,000	308,000	0	11,111	11,905
		A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte	200,000	200,000	198,000	0	3,175	3,968
		Acquisition matériel roulant						
		Acquisition des équipements de prospection / lutte						
		Réparation et entretien des équipements	200,000	200,000	198,000		3,175	3,968
		A.1.2 Exécution du plan d'action	110,000	110,000	110,000	0	7,937	7,937
		Frais de déplacement personnel UNLA et équipes de prospection et de lutte sur le terrain (1)	110,000	110,000	110,000		7,937	7,937
	A.2	Système d'information	1,200	1,200	1,000	0	794	794
		Acquisition matériel informatique						
		Abonnement Internet	1,200	1,200	1,000		794	794
	A.3	Appui aux structures d'intervention	322,000	322,000	271,200	0	0	0
		Construction et/ou réhabilitation	300,000	300,000	250,000			
		Matériel et mobilier bureau	20,000	20,000	19,400			
		Consultations						
		Plans de gestion des risques						
		Documentation	2,000	2,000	1,800			
Composante B : Mesures d'accompagnement			20,000	20,000	14,600	0	0	0
	B.1.	Actions environnementales	0	0	0	0	0	0
		Acquisition de matériel scientifique						
		Kit d'analyse du taux de la cholinestérase, recharges et réactifs						
		Mise en œuvre des activités environnementales						
	B.2	Recherche appliquée	10,000	10,000	9,600	0	0	0
		Acquisition des équipements pour la recherche	10,000	10,000	9,600			
		Frais de réalisation des travaux de recherche						
	B.3	Formation	10,000	10,000	5,000	0	0	0
		Equipements didactiques et ouvrages pédagogiques						
		Formations nationales	10,000	10,000	5,000			
		Formations régionales						
		Formations individuelles à l'étranger						
Composante C : Gestion de l'UNLA			34,000	33,000	32,000	0	79,365	79,365
		Personnel (2)					31,746	31,746
		Voyages du personnel	4,000	3,000	2,000			
		Frais de fonctionnement de la structure (3)	30,000	30,000	30,000		47,619	47,619
TOTAL PAYS			687,200	686,200	626,800	0	91,270	92,063

Cpte	Volet	Activité	MAURITANIE			MAURITANIE AELP		
			MAU ETAT Budget Prévu	MAU ETAT Budget Alloué	MAU ETAT Dépenses	MAU AELP Budget Prévu	MAU AELP Budget Alloué	MAU AELP Dépenses
Composante A : Renforcement des capacités			349 386	0	0	2 553 917	0	1 791 329
	A.1	Surveillance et lutte précoce	23 781	0	0	559 096	0	323 384
		A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte	0	0	0	329 211	0	323 384
		Acquisition matériel roulant				329 211		234 344
		Acquisition des équipements de prospection / lutte						4 920
		Réparation et entretien des équipements						84 120
		A.1.2 Exécution du plan d'action	23 781	0	0	229 885	0	0
		Frais de déplacement personnel UNLA et équipes de prospection et de lutte sur le terrain (1)	23 781			229 885		
	A.2	Système d'information	0	0	0	0	0	15 588
		Acquisition matériel informatique						10 038
		Abonnement Internet						5 550
	A.3	Appui aux structures d'intervention	325 605	0	0	1 994 821	0	1 452 357
		Construction et/ou réhabilitation	255 548			1 527 339		1 409 424
		Matériel et mobilier bureau	55 715			222 861		39 188
		Consultations	14 341			244 622		3 744
		Plans de gestion des risques						
		Documentation						
Composante B : Mesures d'accompagnement			3 575	0	0	567 539	0	0
	B.1	Actions environnementales	0	0	0	148 633	0	0
		Acquisition de matériel scientifique						
		Kit d'analyse du taux de la cholinestérase, recharges et réactifs						
		Mise en œuvre des activités environnementales				148 633		
	B.2	Recherche appliquée	3 575	0	0	168 906	0	0
		Acquisition des équipements pour la recherche				20 273		
		Frais de réalisation des travaux de recherche	3 575			148 633		
	B.3	Formation	0	0	0	250 000	0	0
		Equipements didactiques et ouvrages pédagogiques				20 000		
		Formations nationales				30 000		
		Formations régionales				50 000		
		Formations individuelles à l'étranger				150 000		
Composante C : Gestion de l'UNLA			3 715	0	253 666	33 432	0	0
		Personnel (2)			198 177			
		Voyages du personnel						
		Frais de fonctionnement de la structure (3)	3 715		55 489	33 432		
TOTAL PAYS			356 676	0	253 666	3 154 887	0	1 791 329

Cpte Volet	Activité	NIGER			NIGER AELP		
		NER ETAT Budget Prévu	NER ETAT Budget Alloué	NER ETAT Dépenses	NER AELP Budget Prévu	NER AELP Budget Alloué	NER AELP Dépenses
Composante A : Renforcement des capacités		341 186	278 076	0	3 862 930	3 894 801	2 376 840
A.1 Surveillance et lutte précoce		63 110	0	0	2 717 532	2 344 136	2 053 783
A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte		63 110	0	0	2 646 139	2 321 176	2 053 783
Acquisition matériel roulant		63 110			2 550 686	2 270 666	2 029 848
Acquisition des équipements de prospection / lutte					95 453	50 510	23 935
Réparation et entretien des équipements							
A.1.2 Exécution du plan d'action		0	0	0	71 393	22 959	0
Frais de déplacement personnel UNLA et équipes de prospection et de lutte sur le terrain (1)					71 393	22 959	0
A.2 Système d'information		0	0	0	0	0	0
Acquisition matériel informatique							
Abonnement internet							
A.3 Appui aux structures d'intervention		278 076	278 076	0	1 145 398	1 550 665	323 057
Construction et/ou réhabilitation		138 052	138 052	0	986 086	1 339 670	205 980
Matériel et mobilier bureau		140 024	140 024	0	31 121	11 480	5 668
Consultations					128 191	199 516	111 408
Plans de gestion des risques							
Documentation							
Composante B : Mesures d'accompagnement		0	0	0	171 579	134 807	83 493
B.1. Actions environnementales		0	0	0	0	0	0
Acquisition de matériel scientifique							
Kit d'analyse du taux de la cholinestérase, recharges et réactifs							
Mise en œuvre des activités environnementales							
B.2 Recherche appliquée		0	0	0	0	0	0
Acquisition des équipements pour la recherche							
Frais de réalisation des travaux de recherche							
B.3 Formation		0	0	0	171 579	134 807	83 493
Equipements didactiques et ouvrages pédagogiques							
Formations nationales					68 040		
Formations régionales							
Formations individuelles à l'étranger					103 539	134 807	83 493
Composante C : Gestion de l'UNLA		249 718	260 177	0	28 794	45 918	29 884
Personnel (2)		104 093					
Voyages du personnel					9 861		
Frais de fonctionnement de la structure (3)		145 625	260 177		18 933	45 918	29 884
TOTAL PAYS		590 904	538 254	0	4 063 303	4 075 526	2 490 217

Cpte Volet	Activité	SENEGAL			SENEGAL AELP		
		SEN ETAT Budget Prévu	SEN ETAT Budget Alloué	SEN ETAT Dépenses	SEN AELP Budget Prévu	SEN AELP Budget Alloué	SEN AELP Dépenses
Composante A : Renforcement des capacités		0	418 110	102 081	6 542 264	3 700 797	885 991
	A.1 Surveillance et lutte précoce	0	117 551	11 020	839 140	995 967	66 442
	A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte	0	114 336	7 806	801 668	967 038	16 071
	Acquisition matériel roulant		62 242	0	177 496	560 178	0
	Acquisition des équipements de prospection / lutte		44 288	0	624 173	398 595	0
	Réparation et entretien des équipements		7 806	7 806		8 265	16 071
	A.1.2 Exécution du plan d'action	0	3 214	3 214	37 471	28 929	50 370
	Frais de déplacement personnel UNLA et équipes de prospection et de lutte sur le terrain (1)		3 214	3 214	37 471	28 929	50 370
	A.2 Système d'information	0	0	0	98 609	0	0
	Acquisition matériel informatique				98 609		
	Abonnement Internet						
	A.3 Appui aux structures d'intervention	0	300 560	91 061	5 604 516	2 704 830	819 549
	Construction et/ou réhabilitation		237 903	83 944	5 528 587	2 141 130	755 492
	Matériel et mobilier bureau		28 375	0	62 123	255 378	0
	Consultations		34 281	7 117		308 322	64 056
	Plans de gestion des risques		0	0	13 805	0	0
	Documentation		0	0		0	0
Composante B : Mesures d'accompagnement		0	5 207	4 978	396 764	219 651	170 367
	B.1. Actions environnementales	0	4 978	4 978	305 292	44 798	44 798
	Acquisition de matériel scientifique		0	0	68 040	0	0
	Kit d'analyse du taux de la cholinestérase, recharges et réactifs		276	276		2 480	2 480
	Mise en œuvre des activités environnementales		4 702	4 702	237 252	42 319	42 319
	B.2 Recherche appliquée	0	0	0	0	0	0
	Acquisition des équipements pour la recherche		0	0		0	0
	Frais de réalisation des travaux de recherche		0	0		0	0
	B.3 Formation	0	230	0	91 471	174 853	125 569
	Equipements didactiques et ouvrages pédagogiques		230	0	19 722	20 663	0
	Formations nationales		0	0	71 750	92 705	80 155
	Formations régionales		0	0		29 847	13 776
	Formations individuelles à l'étranger		0	0		31 638	31 638
Composante C : Gestion de l'UNLA		3 256 544	118 558	84 586	444 263	323 121	232 281
	Personnel (2)	2 442 408	31 913	23 935	215 287	121 913	91 435
	Voyages du personnel		0	0	62 123	0	0
	Frais de fonctionnement de la structure (3)	814 136	86 645	60 651	166 852	201 208	140 846
TOTAL PAYS		3 256 544	541 875	191 645	7 383 291	4 243 569	1 288 638

Cpte	Volet	Activité	TCHAD			TCHAD AELP		
			CHD ETAT Budget Prévu	CHD ETAT Budget Alloué	CHD ETAT Dépenses	CHD AELP Budget Prévu	CHD AELP Budget Alloué	CHD AELP Dépenses
Composante A : Renforcement des capacités			0	0	0	1 202 039	0	680 191
	A.1	Surveillance et lutte précoce	0	0	0	412 184	0	65 560
		A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte	0	0	0	402 323	0	29 575
		Acquisition matériel roulant						
		Acquisition des équipements de prospection / lutte						
		Réparation et entretien des équipements				402 323		29 575
		A.1.2 Exécution du plan d'action	0	0	0	9 861	0	35 986
		Frais de déplacement personnel UNLA et équipes de prospection et de lutte sur le terrain (1)				9 861		35 986
	A.2	Système d'information	0	0	0	0	0	0
		Acquisition matériel informatique						
		Abonnement Internet						
	A.3	Appui aux structures d'intervention	0	0	0	789 855	0	614 630
		Construction et/ou réhabilitation				563 055		527 764
		Matériel et mobilier bureau						69 507
		Consultations				226 800		17 360
		Plans de gestion des risques						
		Documentation						
Composante B : Mesures d'accompagnement			0	0	0	245 535	0	99 700
	B.1.	Actions environnementales	0	0	0	19 722	0	29 317
		Acquisition de matériel scientifique						
		Kit d'analyse du taux de la cholinestérase, recharges et réactifs				19 722		
		Mise en œuvre des activités environnementales						29 317
	B.2	Recherche appliquée	0	0	0	0	0	17 256
		Acquisition des équipements pour la recherche						
		Frais de réalisation des travaux de recherche						17 256
	B.3	Formation	0	0	0	225 814	0	53 127
		Equipements didactiques et ouvrages pédagogiques						
		Formations nationales				196 231		37 122
		Formations régionales				29 583		5 495
		Formations individuelles à l'étranger						10 510
Composante C : Gestion de l'UNLA			0	0	0	304 306	0	3 029
		Personnel (2)						3 029
		Voyages du personnel						
		Frais de fonctionnement de la structure (3)				304 306		
TOTAL PAYS			0	0	0	1 751 881	0	782 920

Annexe 8. Tableau résumé des dépenses 2009 en \$ EU des donateurs du Programme EMPRES-RO

Cpte Volet	Activité	TOTAL EMPRES-RO (hors pays)		BAD		USAID		FAO		DLCC		CLCPRO		FIDA		FSP		FFEM	
		Budget	Dépenses	Budget	Dépenses	Budget	Dépenses	Budget	Dépenses	Budget	Dépenses	Budget	Dépenses	Budget	Dépenses	Budget	Dépenses	Budget	Dépenses
Composante A : Renforcement des capacités		2,449,659	1,097,435	1,082,273	569,866	71,000	50,000	81,000	81,000	0	0	41,000	42,260	0	0	1,069,086	311,059	105,300	43,250
A.1	Surveillance et lutte précoce	671,773	338,772	606,773	288,772	40,000	50,000	0	0	0	0	25,000	0	0	0	0	0	0	0
	A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte	387,200	189,140	387,200	189,140	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	A.1.2 Exécution du plan d'action	284,573	149,632	219,573	99,632	40,000	50,000	0	0	0	0	25,000	0	0	0	0	0	0	0
A.2	Système d'information	218,300	198,658	15,000	32,147	16,000	0	81,000	81,000	0	0	1,000	42,260	0	0	0	0	105,300	43,250
A.3	Appui aux structures d'intervention	1,559,586	560,006	460,500	248,947	15,000	0	0	0	0	0	15,000	0	0	0	1,069,086	311,059	0	0
Composante B : Mesures d'accompagnement		1,333,893	567,436	334,500	159,371	100,000	86,059	24,000	24,000	39,905	0	135,000	9,874	116,500	0	326,893	58,271	297,000	189,955
B.1	Actions environnementales	217,500	66,665	53,000	30,646	30,000	15,413	0	0	5,355	0	2,044	56,000	0	0	0	0	78,500	13,207
B.2	Recherche appliquée	602,700	279,721	72,000	31,622	30,000	37,542	8,000	8,000	0	0	65,000	4,661	40,000	0	186,200	21,149	201,500	176,748
B.3	Formation	513,693	221,049	209,500	97,103	40,000	33,105	16,000	16,000	34,550	0	70,000	3,169	20,500	0	140,693	37,123	17,000	0
Composante C : Gestion du programme		1,217,683	808,656	477,000	309,607	90,000	46,289	245,000	245,000	7,874	0	57,000	13,740	25,000	0	284,683	147,147	39,000	39,000
TOTAL		5,001,235	2,473,527	1,893,773	1,038,844	261,000	182,348	350,000	350,000	47,778	0	233,000	65,873	141,500	0	1,680,662	516,477	441,300	272,206
	Expertise FAO / Frais de gestion	382,379	122,717	130,670	46,371	33,930	23,705	0	0	6,211	0	30,290	8,564	18,395	0	111,725	8,931	57,369	28,935
Total EMPRES-RO frais compris		5,383,614	2,596,244	2,024,443	1,085,215	294,930	206,053	350,000	350,000	53,990	0	263,290	74,437	159,895	0	1,792,387	525,408	498,669	301,141

Annexe 9. Tableau détaillé des dépenses 2009 en \$ EU des donateurs du Programme EMPRES-RO

Cpte	Volet	Activité	TOTAL EMPRES-RO (hors pays)			BAD			USAID			FAO			DLCC			CLCPRO			FIDA			FSP			FFEM			
			EMPRES-RO Budget	EMPRES-RO Dépenses	EMPRES-RO %	BAD Budget	BAD Dépenses	BAD %	USAID Budget	USAID Dépenses	USAID %	FAO Budget	FAO Dépenses	FAO %	DLCC Budget	DLCC Dépenses	DLCC %	CLCPRO Budget	CLCPRO Dépenses	CLCPRO %	FIDA Budget	FIDA Dépenses	FIDA %	FSP Budget	FSP Dépenses	FSP %	FFEM Budget	FFEM Dépenses	FFEM %	
Composante A : Renforcement des capacités			2,449,659	1,097,435	45%	1,082,273	569,866	53%	71,000	50,000	70%	81,000	81,000	100%	0	0	0%	41,000	42,260	103%	0	0	0%	1,069,086	311,059	29%	105,300	43,250	41%	
	A.1	Surveillance et lutte précoce	671,773	338,772	50%	606,773	288,772	48%	40,000	50,000	125%	0	0	0%	0	0	0%	25,000	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	
		A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte	387,200	188,140	48%	387,200	188,140	48%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	
		Préparation du plan de surveillance/lutte	0	0		0	0																							
		Acquisition des équipements de prospection/lutte	0	0		0	0																							
		Matériel de prospection et campement	75,000	50,150		75,000	50,150																							
		Acquisition véhicules légers	180,000	69,970		180,000	69,970																							
		Réparation véhicules, pièces et mat. prospection	45,000	20,073		45,000	20,073																							
		Acquisition mob pour UNLAs	12,000	10,653		12,000	10,653																							
		Stations météo	50,000	0		50,000	0																							
		Appareils de traitement	18,000	38,294		18,000	38,294																							
		Cartes géographiques	7,200	0		7,200	0																							
		A.1.2 Exécution du plan d'action	284,573	148,632	53%	219,573	99,632	45%	40,000	50,000	125%	0	0	0%	0	0	0%	25,000	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	
		Frais déplacement personnel UNLA et équipes prospection / lutte sur le terrain	284,573	149,632		219,573	99,632		40,000	50,000		0	0		0	0		25,000	0		0	0		0	0		0	0		
	A.2	Système d'information	218,300	198,658	91%	15,000	32,147	214%	16,000	0	0%	81,000	81,000	100%	0	0	0%	1,000	42,260	4226%	0	0	0%	0	0	0%	105,300	43,250	41%	
		Abonnement transmission satellitaire	10,000	52,260			0					10,000	10,000					42,260												
		Amélioration des bulletins d'information au niveau national	96,260	72,608			0		16,000			60,760	60,760													19,500	11,848	61%		
		Atelier régional Ramses v3 et eLocus2	59,040	73,789		15,000	32,147					10,240	10,240													33,800	31,402	93%		
		Installation de parabole pour connexion internet	0	0		0	0																							
		Abonnement Internet	0	0		0	0																							
		Acquisition d'équipements de collecte et de gestion de l'information	13,000	0			0																			13,000	0	0%		
		Achat pack eLocus2	0	0			0																							
		Mise à jour eLocus2	40,000	0			0											1,000									39,000	0	0%	
	A.3	Appui aux structures d'intervention	1,559,586	560,006	36%	460,500	248,947	54%	15,000	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	15,000	0	0%	0	0	0%	1,069,086	311,059	29%	0	0	0%	
		Construction Centre NKC, Base Gao, Antenne NDjamena et Base Agadez	323,000	199,114		323,000	199,114																							
		Matériel et mobilier bureau	87,500	34,137		87,500	34,137																							
		Confection étagères pour stockage matériel	40,000	15,696		40,000	15,696																							
		Améliorer procédure de gestion des UNLA	5,000	0		5,000	0																							
		Elaboration plans de gestion du risque acridien	315,670	72,008		0	0																			315,670	72,008			
		Etude des mécanismes de financement de la lutte d'urgence	128,859	209			209																			128,859	209			
		Documentation CLCPRO	5,000	0		5,000	0																							
		Traduction glossaire de termes AA et SOPs	25,000	0			0		15,000									10,000												
		Système de veille dispositifs nationaux lutte préventive	174,200	174,200			174,200																			174,200	174,200			
		Etude financement lutte préventive	42,677	16,636			16,636																			42,677	16,636			
		Etude environnement institutionnel	12,740	0			0																			12,740	0			
		Groupe de travail mécanismes financement lutte antiacridienne	37,440	0			0																			37,440	0			
		Gouvernance et financement lutte antiacridienne: étude, transfer fin.	213,200	18,053			18,053																			213,200	18,053			
		Appui pays (Mali, Niger, Tchad) : échanges régionaux, ateliers	78,000	7,455			7,455																			78,000	7,455			
		Cartage et développement plan communication	27,880	22,498			22,498											5,000								22,880	22,498			
		Etude communication de crise	43,420	0			0																			43,420	0			

Annexe 9 (suite et fin : 2/2)

Composante B : Mesures d'accompagnement	1,333,893	567,436	43%	334,500	159,371	48%	100,000	86,059	86%	24,000	24,000	100%	39,905	135,000	9,874	7%	116,500	0	0%	326,693	58,271	18%	297,000	189,955	64%	
B.1 Actions environnementales	217,500	66,665	31%	53,000	30,646	58%	30,000	15,413	51%	0	0	0%	5,355	0	2,044	0%	56,000	0	0%	0	0	0%	78,500	13,207	17%	
Equipements pour plan suivi environnemental et sanitaire et qualité traitements	0	0		0	0																					
Mise en oeuvre du CCE national	16,000	11,669		16,000	11,669																					
Mise en oeuvre syst. management environnemental basé sur CCE nationaux	73,500	30,664			0		15,000	15,413							2,044								58,500	13,207	23%	
Kit d'analyse du taux de chloreséres	10,000	11,446		10,000	11,446																					
Recharges/écarts kits chloreséres	9,000	0		9,000	0																					
Acquisition équipements scientifiques	18,000	0		3,000	0		15,000																			
Suivi environnemental (consultations pour la mise en oeuvre du plan)	15,000	12,887		15,000	7,532								5,355													
Manuel formation QUEST	57,000	0															37,000						20,000	0	0%	
Opérationnelle équipes QUEST	19,000	0			0												19,000									
B.2 Recherche appliquée	602,700	279,721	46%	72,000	31,622	44%	30,000	37,542	125%	8,000	8,000	100%	0	65,000	4,661	7%	40,000	0	0%	186,200	21,149	11%	201,500	176,748	88%	
Atelier régional d'élaboration d'un programme concerté de renforcement recherche	91,000	62,830		45,000	29,020					8,000	8,000				4,661							38,000	21,149			
Atelier scientifique Saly II	50,000	0												10,000			40,000									
Consult. courte dur. et autres services pour mettre en oeuvre plan ref. recherche	15,000	2,601		15,000	2,601																					
Appui station Alkajut	17,000	0		12,000	0												5,000									
Financement projets de recherche	50,000	0															50,000									
Floque prospecteur	148,200	0																				148,200	0			
Amélioration des protocoles d'évaluation des traitements en barrière	19,500	0																					19,500	0	0%	
Validation d'un protocole de suivi environnemental des traitements	26,000	10,246																					26,000	10,246	39%	
Définition méthodologie de travail exploitation imagerie satellitaire	156,000	166,503																					156,000	166,503	107%	
Expérimentations sur des méthodes de lutte alternative	30,000	37,542					30,000	37,542																		
B.3 Formation	513,693	221,049	43%	209,500	97,103	46%	40,000	33,105	83%	16,000	16,000	100%	34,550	70,000	3,169	5%	20,500	0	0%	140,693	37,123	26%	17,000	0	0%	
Equipment didactique et ouvrage pédagogique	17,500	10,915		17,500	10,915																					
Techniques de prospection et de surveillance (formation)	105,000	55,215		70,000	21,167		25,000	33,105		10,000	10,000															
Formation secourisme	27,500	0															10,500							17,000	0	0%
Formation des techniciens en PV	0	0			0																					
Atelier de formation national sur manuel CCE	20,000	11,192		20,000	11,192																					
Atelier de formation régional sur manuel CCE	15,000	14,819		12,000	11,819					3,000	3,000															
Autres formations	20,000	34,550		20,000	0								34,550													
Préparation module formation communication	24,700	0			0																		24,700	0		
Appui pays (Mali, Niger, Tchad) : formation	31,042	0			0																		31,042	0		
Formation au niveau national	35,000	10,017		20,000	10,017									15,000												
Atelier formation sur bases de données du syst. veille et SSE	18,000	27,636		15,000	24,636					3,000	3,000															
Formation utilisation GM	10,000	0			0												10,000									
Evaluation du plan de formation régional 2007-2009	50,000	20,000		15,000	0		15,000																20,000	20,000		
Formation à l'étranger	104,951	33,537		20,000	7,357									20,000									64,951	26,180		
Appui 3ème cycle acridologie	35,000	3,169												35,000	3,169											
Composante C : Gestion du programme	1,217,683	808,656	66%	477,000	309,607	65%	90,000	46,289	51%	245,000	245,000	100%	7,874	57,000	13,740	24%	25,000	0	0%	284,683	147,147	52%	39,000	39,000	100%	
Salaires équipe Coord rég	595,000	567,005		285,000	257,005					180,000	180,000												130,000	130,000		
Expert environnement	50,000	0					25,000										25,000									
Personnel UNLAs	0	0																								
Appui Secrétariat CLCPRO	10,000	7,874											7,874	10,000												
Supervision et suivi des formations nationales	15,000	0												15,000												
Missions de coord. tech. à l'étranger personnel CLCPRO	130,173	104,051		14,000	13,963		25,000	22,272		50,000	50,000											41,173	17,816			
Mission président CLCPRO	4,000	0												4,000												
Evaluation à mi-parcours	87,000	0		35,000	0																		52,000	0,00		
Elaboration Phase II	45,000	0																					45,000	0,00		
Missions coordination avec la RC	40,000	27,434					25,000	12,434		15,000	15,000															
Missions coordination FIDA	0	0																								
Missions personnel UNLAs	0	0																								
Organisation 8ème réunion ELOs et 5ème CP Bamako	49,000	50,583						11,583						10,000										39,000	39,000	100%
Organisation 7ème réunion ELOs et 4ème CP Niamey déc. 08 (solde à payer)		6,776													9,314											
Echange experts	8,000	0												8,000												
Frais fonctionnement CLCPRO	38,510	10,777		7,000	7,406		15,000																16,510	3,372		
Suivi projet MAEE (France)	0	-1,502																								
Imprévus	146,000	35,658		136,000	31,232									10,000	4,425											
TOTAL EMPRES-RO	5,001,235	2,473,527	49%	1,883,773	1,038,844	55%	261,000	182,348	70%	350,000	350,000	100%	47,778	233,000	65,873	28%	141,500	0	0%	1,680,662	516,477	31%	441,300	272,200	62%	
Expenses FAO / Frais de gestion	382,379	122,717		130,670	46,371		33,930	23,705					6,211	30,290	8,564		18,395						111,725	8,931		
Total EMPRES-RO frais compris	5,383,614	2,596,244		2,024,443	1,085,215	54%	294,930	206,053		350,000	350,000		53,990	263,290	74,437		159,895	0		1,792,387	525,408	29%	498,669	301,141	60%	

Annexe 10. Tableau résumé des dépenses 2009 en \$ EU du projet financé par la BAD

Cpte Volet	Activité	TOTAL BAD			MALI			MAURITANIE			NIGER			TCHAD			COORD. REG.			RO		
		Budget	Dépenses	%	Budget	Dépenses	%	Budget	Dépenses	%	Budget	Dépenses	%	Budget	Dépenses	%	Budget	Dépenses	%	Budget	Dépenses	%
Composante A : Renforcement des capacités		1,082,273	569,866	53%	314,573	160,832	51%	223,200	202,428	91%	251,000	81,027	32%	243,500	73,226	30%	5,000	0	0%	45,000	52,353	116%
A.1 Surveillance et lutte précoce		606,773	288,772	48%	141,573	48,651	34%	178,200	110,024	62%	126,000	53,357	42%	131,000	56,534	43%	0	0	0%	30,000	20,206	67%
A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte		387,200	189,140	49%	90,000	36,595	41%	168,200	99,581	59%	26,000	29,289	113%	103,000	23,674	23%	0	0	0%	0	0	0%
A.1.2 Exécution du plan d'action		219,573	99,632	45%	51,573	12,056	23%	10,000	10,443	104%	100,000	24,068	24%	28,000	32,859	117%	0	0	0%	30,000	20,206	67%
A.2 Système d'information		15,000	32,147	214%	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	15,000	32,147	214%
A.3 Appui aux structures d'intervention		460,500	248,947	54%	173,000	112,181	65%	45,000	92,404	205%	125,000	27,670	22%	112,500	16,692	15%	5,000	0	0%	0	0	0%
Composante B : Mesures d'accompagnement		334,500	159,371	48%	28,000	24,586	88%	47,000	5,985	13%	40,000	36,780	92%	31,500	6,630	21%	0	0	0%	188,000	85,390	45%
B.1 Actions environnementales		53,000	30,646	58%	8,000	6,463	81%	5,000	0	0%	12,500	12,515	100%	11,500	0	0%	0	0	0%	16,000	11,669	73%
B.2 Recherche appliquée		72,000	31,622	44%	0	0	0%	12,000	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	60,000	31,622	53%
B.3 Formation		209,500	97,103	46%	20,000	18,123	91%	30,000	5,985	20%	27,500	24,265	88%	20,000	6,630	33%	0	0	0%	112,000	42,099	38%
C : Gestion du projet		477,000	309,607	65%	0	2,595	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	292,000	264,014	90%	185,000	42,998	23%
TOTAL		1,893,773	1,038,844	55%	342,573	188,012	55%	270,200	208,413	77%	291,000	117,807	40%	275,000	79,856	29%	297,000	264,014	89%	418,000	180,741	43%
Expertise FAO / frais de gestion		130,670	46,371	35%																		
TOTAL frais compris		2,024,443	1,085,215																			

Annexe 11. Tableau détaillé des dépenses 2009 en \$ EU du projet financé par la BAD

Cpte	Volet	Activité	TOTAL BAD			MALI			MAURITANIE			NIGER			TCHAD			COORD. REG.			RO		
			BAD Budget	BAD Dépenses	BAD %	MLI BAD Budget	MLI BAD Dépenses	MLI BAD %	MAU BAD Budget	MAU BAD Dépenses	MAU BAD %	NER BAD Budget	NER BAD Dépenses	NER BAD %	CHD BAD Budget	CHD BAD Dépenses	CHD BAD %	CR BAD Budget	CR BAD Dépenses	CR BAD %	RO BAD Budget	RO BAD Dépenses	RO BAD %
Composante A : Renforcement des capacités			1,082,273	569,866	53%	314,573	160,832	51%	223,200	202,428	91%	251,000	81,027	32%	243,500	73,226	30%	5,000	0	0%	45,000	52,353	116%
		A.1 Surveillance et lutte précoce	606,773	288,772	48%	141,573	48,651	34%	178,200	110,024	62%	126,000	53,357	42%	131,000	56,534	43%	0	0	0%	30,000	20,206	67%
		A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte	387,200	189,140	49%	90,000	36,595	41%	168,200	99,581	59%	26,000	29,289	113%	103,000	23,674	23%	0	0	0%	0	0	so
		Préparation du plan de surveillance/lutte	0	0																			
		Acquisition des équipements de prospection/Lutte	0	0																			
		Matériel de prospection et campement	75,000	50,150		15,000	15,899		30,000	8,863		15,000	11,008		15,000	14,379							
		Acquisition véhicules légers	180,000	69,970		60,000	4,967		60,000	65,002					60,000								
		Réparation véhicules, pièces et mat. prospection	45,000	20,073		10,000			20,000	20,073		5,000			10,000								
		Acquisition moto pour UNLAs	12,000	10,653					6,000	5,643		6,000			5,010								
		Stations météo	50,000	0					50,000														
		Appareils de traitement	18,000	38,294			15,729					18,281		18,000	4,285								
		Cartes géographiques	7,200	0		5,000			2,200														
		A.1.2 Exécution du plan d'action	219,573	99,632	45%	51,573	12,056	23%	10,000	10,443	104%	100,000	24,068	24%	28,000	32,859	117%	0	0	0%	30,000	20,206	67%
		Frais déplacement personnel UNLA et équipes prospection / lutte sur le terrain	219,573	99,632		51,573	12,056		10,000	10,443		100,000	24,068		28,000	32,859					30,000	20,206	
		A.2 Système d'information	15,000	32,147	214%	0	0		0	0		0	0	so	0	0	so	0	0	0%	15,000	32,147	214%
		Abonnement transmission satellitaire	0	0																			
		Amélioration des bulletins d'information au niveau national	0	0																			
		Atelier régional Ramses v3 et eLocust2	15,000	32,147																	15,000	32,147	
		Installation de parabole pour connexion internet	0	0																			
		A.3 Appui aux structures d'intervention	460,500	248,947	54%	173,000	112,181	65%	45,000	92,404	205%	125,000	27,670	22%	112,500	16,692	15%	5,000	0	0%	0	0	
		Construction Centre NKC, Base Gao, Antenne N'Djamena et Base Agadez	323,000	199,114		123,000	96,443			88,995.76		100,000	13,676		100,000								
		Matériel et mobilier bureau	87,500	34,137		35,000	42		30,000	3,408		10,000	13,994		12,500	16,692							
		Confection étagères pour stockage matériel	40,000	15,696		15,000	15,696		15,000			10,000											
		Améliorer procédure de gestion des UNLA	5,000	0								5,000											
		Elaboration plans de gestion du risque acridien	0	0																			
		Documentation CLCPRO	5,000	0													5,000						

Annexe 11 (suite et fin : 2/2)

Composante B : Mesures d'accompagnement		334,500	159,371	48%	28,000	24,586	88%	47,000	5,985	13%	40,000	36,780	92%	31,500	6,630	21%	0	0	188,000	85,390	45%		
B.1 Actions environnementales		53,000	30,646	58%	8,000	6,463	81%	5,000	0	0%	12,500	12,515	100%	11,500	0	0%	0	0	16,000	11,669	73%		
	Equipements pour plan suivi environnemental et sanitaire et, qualité traitements	0	0																				
	Mise en oeuvre du CCE national	16,000	11,669																16,000	11,669			
	Financement d'un plan régional d'action environnementale (règlementation des plans régionaux de gestion environnementale)	0	0																				
	Kit d'analyse du taux de cholinestérase	10,000	11,446		5,000	6,463					5,000	4,983											
	Recharges/réactifs kits cholinestérase	9,000	0					5,000							4,000								
	Acquisition équipements scientifiques	3,000	0		3,000																		
	Suivi environnemental (consultations pour la mise en oeuvre du plan)	15,000	7,532								7,500	7,532		7,500									
	Atelier formation utilisation kit cholinestérase	0	0																				
B.2 Recherche appliquée		72,000	31,622	44%	0	0		12,000	0	0%	0	0	so	0	0	0	0	0	60,000	31,622	53%		
	Atelier régional d'élaboration d'un programme concerté de renforcement recherche	45,000	29,020																45,000	29,020			
	Consult. courte dur. et autres services pour mettre en oeuvre plan renf. recherche	15,000	2,601																15,000	2,601			
	Appui station Akiout	12,000	0					12,000															
B.3 Formation		209,500	97,103	46%	20,000	18,123	91%	30,000	5,985	20%	27,500	24,265	88%	20,000	6,630	33%	0	0	112,000	42,099	38%		
	Equipement didactique et ouvrage pédagogique	17,500	10,915					10,000			7,500	10,915											
	Techniques de prospection et de surveillance (formation)	70,000	21,167		5,000	5,542		5,000			5,000	3,350		5,000	6,630				50,000	5,645			
	Formation des techniciens en PV	0	0																				
	Atelier de formation national sur manuel CCE	20,000	11,192		5,000	5,018		5,000	1,174		5,000	5,000		5,000									
	Atelier de formation régional sur manuel CCE	12,000	11,819																12,000	11,819			
	Autres formations	20,000	0																20,000				
	Formation au niveau national	20,000	10,017		5,000	5,017		5,000			5,000	5,000		5,000									
	Atelier de formation régional sur gestion de la LAA	0	0																				
	Atelier formation sur bases de données du syst. veille et SSE	15,000	24,636																15,000	24,636			
	Evaluation du plan de formation régional 2007-2009	15,000	0																15,000				
	Formation à l'étranger	20,000	7,357		5,000	2,546		5,000	4,811		5,000			5,000									
C : Gestion du projet		477,000	309,607	65%	0	2,595		0	0		0	0	so	0	0			292,000	264,014	90%	185,000	42,998	23%
	Assistant au Secrétaire exéc. CLCPRO	180,000	183,597															180,000	183,597				
	Fonctionnaire chargé de SE	105,000	73,408															105,000	73,408				
	Missions de coord. tech. à l'étranger personnel CLCPRO	14,000	13,963																	-397	14,000	14,360	
	Evaluation à mi-parcours	35,000	0																		35,000		
	Frais fonctionnement CLCPRO	7,000	7,406															7,000	7,406				
	Imprévus	136,000	31,232			2,595															136,000	28,638	
TOTAL BAD		1,893,773	1,038,844	55%	342,573	188,012	55%	270,200	208,413	77%	291,000	117,807	40%	275,000	79,856	29%	297,000	264,014	89%	418,000	180,741	43%	
	Expertise FAO / frais de gestion	130,670	46,371															130,670	46,371				

Annexe 12. Plan d'opération 2010 du Programme EMPRES-RO

<p>SCHEMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITES (SPA)</p> <p>(calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)</p>	<p>Programme de lutte contre le Criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)</p>	<p>Période de planification: 01/2010 – 12/2010</p>	<p>Schéma élaboré le: 18/12/2009</p>
	<p>Résultat n° 1: Un dispositif de surveillance et d'alerte précoce est opérationnel</p>		

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I	Indicateurs/jalons	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions		
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
1.1	Établir une méthodologie harmonisée de surveillance et d'alerte précoce																CR	Collaboration avec les ELOs.
1.1.1	Améliorer les modalités d'utilisation de la fiche standard de collecte et de diffusion de l'information en fonction de la situation	La fiche est utilisée par tous les pays															ELOs & CR	Réalisée en 2007
1.1.2	Engager une réflexion sur les critères d'alerte précoce	Un document de synthèse est présenté et validé à la 6 ^{ème} réunion des ELOs													Panel d'experts et éventuellement consultant	CR	Fonds BAD (2 mois de consultation pour améliorer les méthodes de surveillance) Activité transférée au programme recherche (Transférer au R6)	
1.2	Établir par pays des plans annuels de surveillance et d'alerte précoce des zones de reproduction	Un plan annuel de surveillance est transmis à la CR														ELOs		
																ELOs		
1.3	Affecter les moyens complémentaires nécessaires à chaque pays pour la réalisation des plans de surveillance et d'alerte précoce															ELOs, Gouvernements, CR & FAO		

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs/jalons	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
1.3.1	Finaliser l'inventaire des équipements disponibles et complémentaires pour tous les pays	Inventaire soumis à la CR en avril et novembre 2009															ELOs/FAO/CR	Toute nouvelle acquisition doit être rapidement notifiée à la CR Système de veille (FSP)
1.3.2	Livrer les équipements complémentaires identifiés	Les besoins complémentaires sont satisfaits en juin 2010														Véhicules & équipement et matériel divers (radios, GPS, matériel de prospection & campement, cartes, etc).	CR & FAO + Coordonnateurs AELP	Compléter ou renouveler les équipements
1.3.3	Affecter les moyens humains nécessaires à la constitution des équipes	Les moyens complémentaires sont mis en place au Niger avant la campagne estivale 2010														voir 1.3.1	ELOs & gouvernements	Référence doc BAD (réalisé pour les autres pays)
1.4	Exécuter les plans annuels de surveillance et d'alerte précoce																	
1.4.1	Exécuter les plans annuels de surveillance au niveau national	Tous les pays organisent des prospections pendant les périodes de reproduction en 2010															ELOs & CR , Coordonnateurs AELP	Fonds BAD, AELP et Gouvernements
1.4.2	Organiser des prospections conjointes	Au moins une prospection conjointe est organisée : Malil/Mauritanie et Niger/Tchad , Libye/Algérie														Frais de fonctionnement des équipes de prospection	CR, ELOs et Gouvernements	(si les conditions de sécurité sont réunies) Prospections Malil/Mauritanie et Niger/Tchad , Libye/Algérie Fonds EMPRES,CLCPRO, Pays
1.4.3	Mettre en place un réseau de collecte de données acridiennes dans les zones d'insécurité	Des informations acridiennes sont reçues des zones d'insécurité														Frais de formation et de sensibilisation	ELOs et Gouvernements	

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

<p>SCHEMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITES (SPA)</p> <p>(calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)</p>	<p>Programme de lutte contre le Criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)</p>	<p>Période de planification: 01/2010 – 12/2010</p>	<p>Schéma élaboré le: 18/12/2009</p>
	<p>Résultat n° 2: Des interventions rapides sont assurées dans chaque pays par les unités nationales conformément aux normes de contrôle qualité</p>		

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I	Indicateurs/jalons	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions		
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
2.1	Définir les procédures pour une intervention rapide	Un manuel des procédures est disponible octobre 2010														Panel d'experts et éventuellement consultant	CR	Adapter le manuel aux pays si besoin. Fonds disponibles : BAD (2 mois) Activité transférée au programme de recherche (Transférer au R6)
2.2	Constituer les équipes d'intervention	les pays de la ligne de front disposent d'équipes d'intervention pour la campagne estivale 2010														Frais de fonctionnement des équipes d'intervention	ELOs/CR Coordonneurs AELP	Fonds BAD, AELP & et Gouvernements
2.2.0	Définir le nombre standard d'équipes d'intervention par pays de la LF en période de rémission	Le nombre d'équipes est validé au cours de la 4 ^{ème} réunion ELOs															ELOs/CR	
2.2.1	Élaborer les procédures de constitution et de mise en place des équipes mixtes transfrontalières	les procédures de constitution et de mise en place des équipes mixtes transfrontalières sont établies															ELOs, CR et Gouvernements	L'activité est à réaliser dans le cadre bilatéral
2.3	Mettre en place les équipements (matériels, infrastructures, produits) nécessaires aux interventions rapides																CR, ELOs & FAO	

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I	Indicateurs/jalons	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions			
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12						
2.3.1	Finaliser l'inventaire des équipements disponibles & complémentaires pour tous les pays	Un inventaire réactualisé est disponible et transmis à la CR en avril 2009 puis le système de veille est réactualisé en permanence à partir d'octobre 2009																ELOs	Activité à prendre en charge dans le système de veille et toute nouvelle acquisition doit être insérée dans le système.
2.3.2	Acquérir et livrer les équipements identifiés	Les équipements identifiés sont livrés au besoin dans tous les pays															Equipement d'intervention & véhicules	CR, FAO & Coordonnateurs AELP, ELOs	
2.3.3	Identifier les infrastructures à réhabiliter ou à construire	Les infrastructures à réhabiliter ou à construire sont identifiées mars 2006																ELOs	Activité réalisée
2.3.4	Réhabiliter et construire les infrastructures nécessaires	La construction et la réhabilitation des infrastructures sont terminées fin 2010															Contrats & équipement (exhaure, bureau, solaire, etc)	ELOs, CR, FAO & Coordonnateurs AELP	Processus en cours et variable en fonction des pays.
2.3.5	Créer les unités de maintenance des équipements	Le Niger et le Tchad disposent d'une unité de maintenance fin 2010															Affectation du personnel chargé de la maintenance des équipements et des moyens matériels et financiers nécessaires (à détailler).	ELOs & CR	Techniciens en maintenance bien formés
2.4	Mettre en œuvre un plan de suivi environnemental et sanitaire et de qualité des traitements au niveau régional et national	Plan de gestion environnemental est mis en œuvre																ELOs & CR	
2.4.1	Elaborer un cahier des charges par pays et l'harmoniser au niveau régional	Cahier de charges environnemental est élaboré et adapté au niveau national fin 2010															Consultants Ateliers nationaux	CR, ELOs & FAO	CCE régional standard réalisé Traduire le CCE standard en Anglais et Arabe. CCE national réalisé dans les 4 pays de la LF et au Sénégal A réaliser dans les autres pays de la RO. Fonds : FFEM, CLCPRO,
2.4.2	Etablir l'inventaire des moyens disponibles et des besoins	La mise à jour de l'inventaire est transmise à la CR en février 2009																ELOs, CR	Fonds FIDA, BAD, AELP Renforcer le matériel Quest

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I	Indicateurs/jalons	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions		
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
2.4.3	Acquérir les équipements	Les équipements sont complétés et renouvelés régulièrement														Equipement consommable et non consommable	CR, FAO & Coordonnateurs AELP	- Le matériel doit être stocké au niveau des UNLA - Les équipements identifiés sont disponibles fin 2010 dans tous les pays. Contribution EMPRES et AELP
2.4.4	Affecter les moyens humains nécessaires	Le Niger et le Tchad ont nommé un Chargé de l'environnement avant mai 2008															Gouvernements & ELOs	Cf. accord BAD
2.4.5	Mettre en place les équipes nationales de contrôle qualité	Une équipe de contrôle qualité est mise en place dans chacun des pays de la LF et au Sénégal														Frais de fonctionnement des équipes	ELOs, FAO, Co. AELP	Revoir la constitution et le fonctionnement des équipes Quest Contribution FIDA FIDA
2.4.6	Mettre en œuvre un programme de gestion des stocks de pesticides et des emballages.	Un programme de gestion est exécuté au niveau de tous les pays en 2010														Construction de magasins de stockage Consultants.	CR, FAO, ELOs & Coordonnateurs AELP	Fonds : FAO, Gouvernements, AELP. Besoins couverts en partie par les fonds d'urgence, la BAD et la BM. Informez régulièrement la CR de toutes activités relatives à ce volet Installation en cours du système PSMS. Existe en Mauritanie, Mali, Niger, Sénégal, Algérie et Maroc. Les analyses des pesticides sont réalisés par le service concerné de la FAO
2.4.6. bis	Assurer un suivi de la mise en œuvre du plan environnemental	Au moins 75% des activités ayant un impact environnemental sont suivies et évaluées														Consultants (au besoin)	ELOs et CR	FFEM, BAD et AELP.
2.4.7	Accroître l'utilisation des biopesticides dans la lutte contre le Criquet pèlerin	Au moins un traitement avec les biopesticides est réalisé en 2010														Acquisition de biopesticides, Frais de fonctionnement	ELOs et CR	Présence de cibles acridiennes
2.4.8	Assurer la mise en œuvre du CCE	Etat des lieux de la mise en œuvre du CCE est connu														Frais de fonctionnement, équipement	ELOs et CR	Fonds : FFEM, BAD
2.4.9	Elaborer le support pédagogique du CCE	Support pédagogique du CCE élaboré														Consultant Frais d'édition	CR	Fonds BAD et FFEM

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

SCHÉMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITÉS (SPA) (calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)	Programme de lutte contre le Criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)	Période de planification: 01/2010 – 12/2010	Schéma élaboré le: 18/12/2009
	Résultat n° 3: Un réseau opérationnel d'échange et de stockage d'information aux niveaux national, régional et international est mis en place		

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I	Indicateurs	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions			
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12						
3.1	Adapter et développer les procédures d'acquisition, de saisie, d'analyse et de diffusion de l'information																		
3.1.2	Acquérir et installer des stations météorologiques automatiques *	Au moins 2 stations sont opérationnelles en Mauritanie Juin 2010															Stations météorologiques automatiques Personnel pour fonctionnement et maintenance Formation Provision pour frais de fonctionnement	FAO, CR & ELOs	Activité à titre expérimental pour valider des méthodes de surveillance. Fonds dispo: FFEM, BM (formation) & BAD : 165 000\$ (135 000 \$ pour achat de 9 stations ⁶ + 30 000\$ pour frais de maintenance des stations). Acquisition de 2 stations automatiques en cours pour la Mauritanie

⁶ 2 pour la Mauritanie, 1 pour le Mali, 4 pour le Niger et 2 pour le Tchad.

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
3.1.3	Mettre en place la diffusion régulière des images MODIS en complément de la diffusion déjà existante des images SPOT	Les pays ont accès régulièrement aux images MODIS fin 2006														Besoins (antennes paraboliques pour connexion internet et abonnement Internet) couverts dans le cadre de l'activité A.3.2.3 Logiciel ???(à installer dans les pays pour faciliter le téléchargement) et formation à l'utilisation du logiciel *	FAO, DLIS & CR	Renforcement du DLIS par un expert permanent spécialiste en SIG en cours
3.1.4	Assurer une assistance technique auprès des pays pour l'utilisation de RAMSES et des images satellites	Tous les pays diffusent régulièrement vers le DLIS et la CLCPRO leurs données brutes avec RAMSES.														Expert DLIS (missions de formation/recyclage et suivi dans les pays de la RO en fonction des besoins)	FAO, DLIS, CR & ELOs	Consultants si besoin pour certains pays. Tchad doit créer une Unité d'information opérationnelle
3.1.5	Installer RAMSES et former le personnel à son utilisation en Libye et au Tchad	RAMSES est installé au Tchad et deux personnes sont formées pour l'utiliser en 2009															DLIS, CR, Gouvernement et Coordination AELP Tchad	Réalisé en Libye Nécessité d'un retour d'information de DLIS pour renforcer les capacités d'analyse des pays. Fonds dispo : BAD, FFEM et AELP
3.1.6	réaliser un CDROM pédagogique sur RAMSES V3	CD ROM diffusé en 2008														frais de diffusion	DLIS & CR	Fonds FFEM si disponibles
3.1.7	Elaborer une nouvelle version de RAMSES en insérant de nouvelles fonctionnalités	Nouvelle version élaborée et envoyée dans tous les pays au cours de 2006															DLIS & CR	
3.1.8	Organiser une formation régionale à l'utilisation avancée de RAMSES et des images satellites	Une formation est organisée avant été 2006															DLIS & CR	Activité réalisée Fonds BAD
3.1.9	Organiser un atelier d'évaluation de l'utilisation opérationnelle de RAMSESV3 et eLocust2	Rapport d'évaluation de l'atelier														Frais d'organisation	DLIS, CR & ELOs	Fonds : USAID
3.2	Mettre en place une cellule opérationnelle d'information au niveau de chaque unité nationale de lutte préventive	Les données et les bulletins sont transmis régulièrement aux pays, partenaires, CLCPRO et DLIS															ELOs & CR	Tchad doit créer une Unité d'information opérationnelle

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
3.2.1	Réaliser un inventaire des besoins en matériel informatique et accès internet	Un inventaire élaboré en mars 2006															ELOs & CR	Activité réalisée
3.2.2	Acquérir le matériel informatique nécessaires aux cellules d'information de tous les pays	Toutes les cellules disposent du matériel fin 2006														Matériel informatique	FAO & CR	Activité réalisée Fonds BAD & FFEM
3.2.3	Mettre en place dans les pays où le besoin a été identifié des accès internet à haut débit	Toutes les cellules disposent d'un accès internet leur permettant de télécharger les images satellites régulièrement fin 2007														Antennes paraboliques et abonnement Internet	FAO, CR & ELOs	Activité en cours au Tchad
3.2.4	Affecter le personnel nécessaire	Le Niger a affecté deux techniciens pour la saisie et l'analyse des informations dans RAMSES 2010														Suivi (par ELO, la CR) de l'engagement du Gouvernement	Gouvernements & ELOs	
3.3	Mettre en place une nouvelle technique de transmission des données via satellite	Un rapport sur l'état d'avancement de la nouvelle version <i>eLocust2</i> utilisant la fiche standard est disponible fin 2008																Fonds FIDA Se concerter avec le DLIS
3.3.1	Tester une nouvelle technique de transmission des données et de positionnement des équipes via satellite																DLIS & CR	Réalisée en 2005 Un prototype est testé et un document de synthèse évalue l'opérationnalité et les coûts associés à ce nouvel outil pour la fin 2005
3.3.2	Acquérir le matériel de substitution au pack <i>eLocust</i>															Equipement	DLIS & CR	Activité réalisée en 2005 pour les 9 pays Fonds FFEM: volet 1.3 Italie : 75 000\$ (à partager avec la RC) pour achat de pack <i>eLocust</i>
3.3.3	Former le personnel à l'utilisation de la nouvelle version <i>eLocust</i>	Personnel formé dans au moins 4 pays fin 2006														Frais d'organisation d'un atelier de Formation	DLIS & CR	Pour 8 pays (le DLIS trouvera une solution pour la Libye) BAD : 20 000\$ (formation ⁷)

⁷ Ce montant correspond à la moitié de la provision de la BAD pour la formation aux "techniques de prospection et surveillance" (40 000 \$ EU).

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

SCHEMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITÉS (SPA) (calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)	Programme de lutte contre le Criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)	Période de planification: 01/2010 - 12/2010	Schéma élaboré le: 18/12/2009
	Résultat n° 4: La Coordination régionale est opérationnelle		

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions		
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
4.1	Assurer la gestion administrative du Programme EMPRES-RO	Un rapport administratif et financier est disponible et diffusé avant fin nov. 2010															Equipement divers et frais de fonctionnement de la CR	CR, FAO	
4.2	Coordonner et suivre les activités techniques et scientifiques du Programme																	CR	Appui à la CR pour organisation des réunions et ateliers techniques. Fonds BAD, FSP, FFEM, AELP, FAO, CLCPRO et USAID
4.2.0	Organiser la 6 ^{ème} réunion du Comité de pilotage et 9 ^{ème} ELO d'EMPRES-RO	Rapports de la 6 ^{ème} réunion CP et de la 9 ^{ème} ELO disponibles															Frais de voyage des participants et d'organisation des réunions	CR	Financements : pays eux-mêmes, contributions de la CLCPRO et du projet FFEM (ELO)
4.2.0-2	Préparer la révision budgétaire du projet BAD pour refléter l'évolution de la situation	Requête de révision de la liste des biens et services acceptée par la BAD																CR & FAO	Demande de non-objection sera faite à la BAD pour la prise en charge des frais de voyage du Secrétariat de la CLCPRO et pour la réallocation des fonds destinés à la construction de petits magasins de stockage de pesticides dans les pays LF
4.2.0-2 bis	Préparer la révision budgétaire du projet BAD pour tenir compte de la prolongation	Budget révisé est soumis à la BAD avant mars 2009 pour approbation																CR, FAO	Prolongation accordée par la BAD jusque fin mai 2010

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions		
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
4.2.0-2 ter	Préparer la révision budgétaire du projet BAD pour la prorogation du projet pour 2010-2011	Requête de révision budgétaire soumise à la BAD																CR, FAO et Pays	Demande de prorogation déjà faite à la BAD en décembre 2009 Demande de non-objection à envoyer à la BAD dès acceptation prorogation par la BAD
4.2.0-3	Préparer et organiser une mission d'évaluation du Programme EMPRES-RO	Rapport de la mission d'évaluation disponible avant octobre 2008															Consultants	CR & FAO	Impliquer les partenaires
4.2.0-4	Elaborer une 2 ^{ème} phase	Un document de projet (conception et planification) de la 2 ^{ème} phase est élaboré et soumis aux bailleurs de fonds avant mi- 2010															Un atelier (mars 2010) est organisé pour élaborer le document de projet de la 2 ^{ème} phase	CR, FAO et ELO	Un questionnaire à envoyer aux pays au plus tard fin janvier Fonds disponibles au niveau des projets BAD, USAID, FSP, FFEM, CLCPRO et AELP
4.2.1	Organiser un atelier pour harmoniser les méthodes de travail (lancement du programme)																	CR	Activité remplacée en 2006 par les missions de lancement d'EMPRES dans les pays de la LF
4.2.2	Élaborer un modèle de gestion administrative, comptable et financière de toutes les UNLA et l'adapter à chaque pays	Un modèle de gestion existe pour chaque UNLA en décembre 2010																CR & ELOs (Sénégal et Mauritanie)	En raison de la diversité des modèles de gestion propre à chaque pays, la CR proposera un modèle standard
4.2.3	Concevoir le plan de suivi- évaluation des activités aux niveaux régional et des pays	La 1 ^{ère} version du plan de suivi- évaluation est disponible avril 2008															Consultant (2 mois) Organisation d'un atelier régional	CR	Fonds BAD : consultant (2 mois) pour concevoir et mettre en place un système de suivi- évaluation du programme
4.2.3. bis	Mettre en œuvre le plan de suivi-évaluation des activités aux niveaux régional et des pays	Au moins 3 pays appliquent le système de suivi-évaluation																CR & ELO	
4.3	Promouvoir et entretenir les relations avec les partenaires du programme																		

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions		
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
4.3.1	Sensibiliser et informer les bailleurs de fonds	Au moins 2 rencontres avec des bailleurs sont réalisées																CR et Pays	Les pays sensibiliseront les représentations locales des bailleurs notamment avant mars 2010
4.3.2	Établir des liens avec les partenaires techniques et scientifiques pouvant être impliqués dans le programme	Les bases de collaboration avec au moins 2 partenaires sont définies																CR	
4.3.3	Définir un plan de communication au niveau régional et national	Un plan de communication au niveau régional et national est élaboré fin 2010															Consultants et Chargés de la communication des UNLAs	CR & ELOs	Plan de communication régional élaboré Plans de communications établis dans certains pays (Mali, Mauritanie) ; à finaliser dans les autres Fonds disponibles sur FSP en plus de ceux de la BM Chargés de la communication identifiés par certaines UNLA et à identifier les autres. NB : tenir compte dans la conception du plan de gestion des risques
4.3.3 bis	Mettre en œuvre un plan de communication au niveau régional et national	Un plan de communication au niveau régional et national est mis en œuvre avant fin 2010 dans au moins tous les pays de la ligne de front et au niveau régional															Consultants et Chargés de la communication des UNLAs	CR & ELOs	Mise en œuvre effective au Mali et en Mauritanie
4.4	Veiller à asseoir la durabilité de la lutte préventive en Région Occidentale	Les pays ont pris en charge les frais récurrents des dispositifs de lutte préventive dans leur budget 2010.																ELOs	Engagements pris dans la déclaration de Bamako (réunion des Ministres des pays membres, mars 2009)

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions		
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
4.4.0	Réévaluer les coûts récurrents	Les coûts indicatifs actualisés sont disponibles par pays fin 2010																ELOs & CR	Système de veille (FSP) en cours d'élaboration. Chaque pays soumet à la CR une mise à jour des coûts récurrents et de leur financement du dispositif national de LP.
4.4.1	Sensibiliser les gouvernements sur la durabilité de la lutte préventive	Les UNLA sont opérationnelles dans chacun des pays																CR, FAO & ELOs	Les Etats ont alloué un budget suffisant pour le fonctionnement des UNLAs . Au Niger et au Tchad les personnels techniques et administratifs sont affectés en nombre suffisant
4.4.2	Elaborer des mécanismes devant assurer la durabilité de la LP	Budget des UNLAs est inscrit annuellement dans la loi de finance																CR & ELOs	Réunion ministérielle organisée Fonds BAD et FSP dispo.
4.4.2 bis	Préparer une table ronde pays-partenaires sur la durabilité de la LP en 2011	Un document préparatoire est disponible en 2010															Consultants : 1 doc. tech. réunion et 1 étude financement LP	CLCPRO, FAO et Pays	Fonds FSP disponible Mécanismes financiers permettant la mise en œuvre des fonds d'urgence à élaborer
4.5	Assurer une veille scientifique et technique	Des échanges d'informations scient. et tech. sont effectifs entre CR, FAO et pays															Abonnements (à des revues physiques et/ou électroniques) au niveau régional	CR, FAO & ELOs	Fonds CLCPRO et BAD dispo. Voir avec le CIRAD et AGRHYMET pour leur expérience en la matière
4.6	Établir, en concertation avec les pays, des plans de gestion des risques et veiller à leur exécution																		Fonds dispo : FSP & AELP
4.6.0	Organiser un atelier concernant les plans d'action nationaux pour la campagne 2005																Frais de voyage des participants et d'organisation des réunions.	ELOs, CR, FAO & BM	Activité réalisée en avril-mai 2005

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I	Indicateurs	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions		
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
4.6.1	Initier la préparation de TdR concernant les plans de gestion des risques avec les partenaires														Consultants	FAO, CR, ELOs & NPO	Une réflexion sur les plans de gestion des risques initiée en 2007. Concertation avec la France (FSP), la BM & la BAD y compris la création d'un fonds d'urgence.	
4.6.2	Formaliser les procédures de mobilisation et de redéploiement des ressources	Un manuel sur les procédures de mobilisation et de redéploiement des ressources est disponible fin 2010																
4.6.2-1	Organiser atelier régional cadrage élaboration PGRA	Atelier réalisé													Consultants	CR	Organisation au Mali en 2008. Fonds disponibles sur FSP et BAD	
4.6.2-2	Elaborer les PGRA	Un PGRA élaboré par pays de la ligne de front et au moins 2 des autres pays avant fin 2010													consultant international pour appui au niveau des pays et au niveau régional	CR, ELOs	Fonds FSP et AELP En cours de finalisation au Mali et en Mauritanie. Programmé pour le Niger et le Tchad et au moins 2 des autres pays	
4.6.2-3	Organiser atelier régional de suivi des PGRA des pays et de validation du plan régional	Atelier réalisé en 2011														CR et Pays	Fonds disponibles sur FSP et BAD	
4.6.3	Mettre en place un budget pour les plans de gestion des risques acridiens (PGRA)	Un (des) fonds d'urgence(s) est (sont) conçu(s) fin 2010. Fonds d'urgence disponible dans la majorité des pays et au niveau régional pour fin 2011													Consultant(s)	. Conception : CR, FAO, CRC . Budgétisation : Gouvernements, ELOs & CR	Fonds dispo pour l'étude de conception du fonds d'urgence : FSP, BAD et AELP voir 4.4.2 bis	
4.7	Renforcer la coopération avec le Programme EMPRES-Région Centrale et les Commissions	Au moins 2 activités conjointes (à identifier) sont conduites en 2010													Frais de voyage et d'organisation de réunions/missions conjointes.	CR & CRC	Collaboration avec CRC & CLCPRO	

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

SCHÉMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITÉS (SPA) (calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)	Programme de lutte contre le Criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)	Période de planification: 01/2010 – 12/2010	Schéma élaboré le: 18/12/2009
	Résultat n° 5 : Les capacités des ressources humaines des unités nationales sont renforcées		

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I	Indicateurs	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions		
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
5.1	Identifier les capacités et les besoins en formation au niveau des pays.																	
5.1.1	Recenser les compétences existantes	Tous les pays ont fourni à la CR des informations sur les compétences existantes avant fin décembre 2006															ELOs, CR & NPO	Rem. : formations sur deux ans
5.1.2	Définir les thèmes de formation	Tous les pays ont fourni à la CR des informations sur les besoins en formation avant fin décembre 2006															ELOs & CR	
5.1.3	Identifier les structures d'accueil adaptées	Tous les pays ont fourni à la CR des informations sur les structures d'accueil avant fin décembre 2006															ELOs & CR	
5.2	Établir un plan de formation harmonisé au niveau régional	Un plan de formation régional est disponible fin avril 2007													2 mois de consultation	ELOs & CR	Plan réalisé en 2005 dans le Sahel dans le cadre des projets d'urgence. Inventaire de toutes les sessions en cours en 2006. Fonds dispo BAD (2 mois de consultation pour élaborer un plan concerté de formation harmonisé au niveau rég.) +FSP	
5.2 bis	Organiser un atelier de validation du plan de formation régional	Le plan de formation régional est validé													Panel d'experts (une semaine)	CR et ELOs	Si moyens financiers (FSP, FFEM, Banque mondiale pour pays concernés)	

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I		Indicateurs	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
5.3	Mettre en œuvre le plan de formation	Au moins un atelier de formation régional est réalisé chaque année														Consultants	CR, FAO et Pays	2 ateliers prévus par le PFR : maîtres prospecteurs (Sept/Oct 2010), Manuel formation CCE y compris les techniques d'application (Avril/Mai), Fonds dispo : BAD, FFEM, USAID, AELP, CLCPRO et FAO
5.3.1	Former des formateurs	3 formateurs par pays d'Afrique du Nord-Ouest sont formés en 2007.														Frais de voyage des participants et d'organisation de la formation Equipement divers et consultants si besoin	FAO, CR, ELOs & NPO	
5.3.2	Élaborer des supports pédagogiques	Les supports sont finalisés en français et en arabe avant juillet 2007														Consultant (y compris traducteur) si besoin	CR & FAO	Fonds BAD (2 mois de consultation pour élaborer un manuel de formation – 2 ^{ème} année du projet). Documents de base : CRC et cdrom formation Niamey
5.3.3	Réaliser les plans de formation nationaux et régionaux	Au moins un atelier national dans chacun des pays de la LF et un atelier régional réalisés														Frais de voyage des participants et d'organisation des formations. Equipement divers et consultants si besoin	CR, ELOs	Fonds dispo : AELP, CLCPRO, BAD, FSP et FIDA Form. rég : maîtres prospecteurs, spécialistes tech. pulvérisation Form. nat : équipes QUEST
5.3.4	Faire le suivi-évaluation des formations	Au moins deux visites de terrain sont réalisées entre juillet et novembre 2008														Consultants	CR et FAO	Fonds CLCPRO, FIDA
5.3.4 bis	Evaluer la mise en œuvre du plan de formation régional	Rapport d'évaluation est disponible et soumis à la 8 ^{ème} ELO														Consultants	CR, UNLA et FAO	Fonds BAD, USAID et CLCPRO
5.3.4. ter	Organiser un atelier de planification de plan régional de formation 2011-2013	Atelier organisé en 2010															CR et UNLAs	Fonds BAD, USAID, FSP et CLCPRO
5.4	Stimuler l'échange d'expertise dans la région et entre les régions	Au moins 2 visites d'échange sont réalisées en RO et entre les 2 régions avant fin 2010														Frais de voyage des experts	CR & CRC	Les bénéficiaires doivent envoyer un rapport de mission à la CR pour diffusion aux pays Fonds dispo : FSP et USAID
5.5	Promouvoir la diffusion et l'acquisition de l'information technique	Publications et rapports techniques diffusés															CR et FAO	Echanges de mails, transmission de documents. Fonds dispo : FSP et CLCPRO

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

<p>SCHÉMA DE PLANIFICATION DES ACTIVITÉS (SPA)</p> <p>(calendrier de réalisation, responsables, matériel et équipements)</p>	<p>Programme de lutte contre le Criquet pèlerin dans la région occidentale de son aire d'habitat (EMPRES)</p>	<p>Période de planification: 01/2010 - 12/2010</p>	<p>Schéma élaboré le: 18/12/2009</p>
	<p>Résultat n° 6 : Un programme de recherche opérationnelle est défini et initié</p>		

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I	Indicateurs	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
6.1	Identifier les thèmes de recherche appliquée utiles à la lutte préventive																
6.1.1	Compléter l'état des lieux sur les recherches réalisées dans la RO (Mali, Niger, Sénégal, Tchad)	1. Un document provisoire pour le Niger et le Sénégal sur les travaux de recherche est élaboré avant fin mars 2009. 2. Une liste des travaux de recherche réalisés dans la RO est extraite de diverses bases de données internationales avant juillet 2009													2 consultants nationaux (2 mois chacun ; 1 par pays) et un consultant international pour faire la synthèse des travaux (1 mois)	ELOs & CR	Fonds dispo : BAD, CLCPRO et BM
6.1.2	Faire la synthèse des travaux de recherche réalisés en RO, identifier des thèmes de recherche complémentaires et établir des priorités	Cdrom des recherches réalisées en RO est disponible et diffusé avant fin 1 ^{er} semestre 2009. Une première liste de programmes de recherche prioritaires est élaborée et diffusée pour fin 2009.													1 consultant (1 mois)	CR	Fonds dispo : BAD, FFEM, FSP
6.1.3	Organiser un atelier régional de renforcement du programme de recherche	Rapport de l'atelier est disponible fin 2009													Frais de voyage des participants et d'organisation de l'atelier. Consultants	CR & FAO	Des thèmes de recherche sont identifiés en 2009 Fonds dispo : BAD, FIDA, AELP, FSP, FFEM, USAID
6.1 bis	Initier des travaux de recherche parmi les thèmes considérés comme prioritaires																Fonds dispo : BAD, AELP, FFEM et USAID

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I	Indicateurs	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions	
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
6.1 bis.1	Réaliser des expérimentations sur des méthodes de lutte alternative	Au moins une expérimentation en conditions naturelles est réalisée et rapport diffusé avant fin 2010.													Consultants Frais et moyens d'opération.	CR & ELOs	Condition : présence de cibles acridiennes appropriées. Fonds dispo :BAD, FFEM et USAID
6.1 bis.2	Initier des recherches sur l'amélioration des techniques de prospection et d'évaluation des infestations	les TdRs sont identifiés avant fin 2010													Financement de travaux de fin d'étude	CR, CNLA Maroc, IAV Agadir et INA/INPV Alger	Fonds dispo :BAD, FFEM, USAID et AELP
6.1. bis.3	Mettre au point et valider des méthodes d'analyse des images satellites pour le suivi des aires grégarigènes et l'alerte précoce	Un rapport d'avancement des activités est communiqué lors de la 9 ^{ème} ELO													Contrats et/ou consultations	CR & FAO	Fonds dispo : FFEM (volet 1.2 ⁸ : contrats avec le CIRAD et AGRHYMET) Des activités seront réalisées en 2010
6.1. bis 4	Etablir une méthodologie harmonisée de surveillance et d'alerte précoce	Document méthodologique validé													Consultants (Bio-staticien et Acridologue)	CLCPRO et Cirad	Faisabilité d'un sujet de thèse à étudier Voir Activités 5.1 et 5.2 et leurs sous activités du plan régional de recherche
6.1. bis 5	Etablir un protocole de collecte des échantillons	Un protocole de collecte est accepté														Cirad AIEA CLCPRO	-Protocole à valider par les participants en marge de la réunion de planification de la phase 2 - Mieux préciser le rôle des différents partenaires en marge des travaux d'une réunion statutaire
6.1. bis 6	Etablir un protocole d'observations (selon les opportunités du terrain) pour préciser les seuils et les critères de transformation phasaire	Un protocole de collecte est validé														CIRAD CLCPRO	Contact à établir avec l'université de Sydney Protocole à valider par les participants en marge de la réunion de planification de la phase 2

⁸ Définition de méthodologies de travail relatives à l'exploitation de l'imagerie satellitaire pour des applications directement opérationnelles.

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

Activités du Programme EMPRES RO planifiées pour la Phase I	Indicateurs	Calendrier 2010												Besoins	Responsables	Remarques & suppositions		
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
6.1. bis 7	Etablir un protocole d'observation pour définir l'impact des facteurs biotiques et abiotiques de régulation des populations solitaires.	Un protocole de collecte est validé															CLCPRO, IAV, INA / INPV et CNLA (Mauritanie)	Sur la base de la fiche de prospection CLCPRO, réaliser un mémoire de fin d'étude de 3 ^{ème} cycle pour faire un bilan critique de la fiche
6.1. bis 8	Développer des outils d'aide à la décision d'intervention rapide	Procédures d'intervention rapide définies (modèle mathématique disponible)															CLCPRO, UNLAs	Voir 7.1.1 et 7.1.2 du plan régional de recherche A lier avec la sous activité 6.1.bis 7
6.1. bis 9	Compléter la cartographie des zones sensibles et en priorité des zones protégées	Les besoins en cartes numériques pour les zones sensibles sont identifiés														Consultant	CLCPRO, UNLAs	Les cartes numériques sont disponibles pour au moins 5 pays de la R.O. pour fin 2013. Fonds dispo : AELP pour juin 2010
6.2.	Renforcer les capacités de recherche dans la RO																	Fonds dispo : BAD, FSP
6.2.1	Mettre en œuvre des activités à la station d'Akjoujt	Au moins une activité de recherche est réalisée avant fin 2010														Frais de fonctionnement, équipement, personnel et entretien de la station.	FAO, CR et ELO MAU	Financement assuré par la BAD, CLCPRO, FFEM et AELP
6.2.2	Développer des fonds bibliographiques au niveau des UNLAs	Fonds documentaire en acridologie et domaines connexes disponible dans chaque UNLA															CR, CIRAD et FAO	Des contacts seront établis avec le CIRAD et le centre de documentation de la FAO
6.2.3	Rapatriner des copies des travaux de recherche dans les pays concernés	Accès établi aux portails des universités concernées														Frais d'envoi & d'accès	ELOs & CR	Fonds documentaire COPR/NRI (modalités obtention du fonds documentaire électronique discutées par Clive Elliott avec COPR)
6.3.	Assurer la coordination et la complémentarité des activités de recherche opérationnelle entre les pays et avec la région centrale	Concertation permanente entre les pays de la RO et avec la région centrale.															CR, CRC, FAO et Pays	Les Commissions régionales doivent assurer une concertation sur cette question Les pays doivent tenir la CR informée des travaux de recherche
6.4.	Stimuler l'échange d'expertise et promouvoir la diffusion des résultats de la recherche opérationnelle	Au moins 2 rapports de mission sur les échanges sont disponibles														Frais de mission	CR	Encourager la participation aux séminaires internationaux si fonds disponibles.

NB : Les activités surlignées en vert ont été réalisées en 2006 et 2007, en bleu en 2008 et en orange en 2009. Celles en rose sont de nouvelles activités (introduites lors de l'élaboration du PO 2010).

Annexe 13. Présentation et adoption du budget 2010

Le budget de l'année 2010 du Programme EMPRES et ses partenaires s'élève au total à 12 923 255 \$ EU et se décompose comme suit :

- 6 150 542 \$ EU des budgets des Etats membres du Programme EMPRES-RO (information non communiquée pour le Tchad), salaires des fonctionnaires en poste auprès des UNLAs non inclus ;
- 3 220 193 \$ EU du projet AELP de la Banque mondiale pour le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal (information non communiquée pour le Tchad) ;
- 3 552 519 \$ EU des différents donateurs (dont 254 913 \$ EU de frais de gestion de la FAO) contribuant au Programme EMPRES-RO dont :
 - 1 188 601 pour la BAD ;
 - 327 700 pour USAID ;
 - 325 760 pour la FAO ;
 - 137 860 pour la CLCPRO ;
 - 973 101 pour le FSP ;
 - 599 496 pour le FFEM.

En ce qui concerne le budget des Etats et du projet AELP, la répartition par composante est la suivante, respectivement :

- Composante A : renforcement des capacités : 61% et 80%
- Composante B : mesures d'accompagnement : 5% et 13%
- Composante C : gestion : 34% et 7%

Une bonne partie des budgets (60 à 80 %) de ces sources de financement est consacrée à la mise en œuvre de la lutte préventive (surveillance, alerte précoce et gestion de l'information acridienne) et au financement des infrastructures (construction / réhabilitation de bâtiments).

En ce qui concerne le budget des donateurs contribuant au Programme, la répartition par composante est la suivante :

- Composante A : renforcement des capacités : 41%
- Composante B : mesures d'accompagnement : 37%
- Composante C : gestion du Programme : 22%

Annexe 14. Tableau résumé du budget 2010 en \$ EU des UNLAs (Etats et AELP)

Cpte Volet	Activité	ETATS Total	AELP Total	ALG ETAT	LIB ETAT	MLI ETAT	MLI AELP	MAR ETAT	MAU ETAT	MAU AELP	NIG ETAT	NIG AELP	SEN ETAT	SEN AELP	TCH ETAT	TCH AELP	TUN ETAT
Composante A : Renforcement des capacités		3 744 078	2 574 377	619 000	402 080	1 086 131	656 195	723 000	0	1 522 252	895 134	379 631	2 066	16 300	0	0	16 667
	A.1 Surveillance et lutte précoce	2 444 919	163 629	614 000	200 000	594 527	148 776	320 000	0	0	706 409	0	459	14 854	0	0	9 524
	A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte	1 105 915	129 949	264 000	50 000	353 455	125 816	200 000	0	0	234 827	0	459	4 133	0	0	3 175
	A.1.2 Exécution du plan d'action	1 339 003	33 680	350 000	150 000	241 072	22 959	120 000	0	0	471 582	0	0	10 721	0	0	6 349
	A.2 Système d'information	96 561	0	5 000	7 080	63 776	0	1 000	0	0	16 531	0	0	0	0	0	3 175
	A.3 Appui aux structures d'intervention	1 202 598	2 410 748	0	195 000	427 829	507 419	402 000	0	1 522 252	172 194	379 631	1 607	1 446	0	0	3 968
Composante B : Mesures d'accompagnement		323 609	436 096	10 000	220 060	73 469	291 582	5 000	0	93 200	0	51 314	0	0	0	0	15 079
	B.1. Actions environnementales	126 704	96 469	0	50 060	73 469	73 469	0	0	23 000	0	0	0	0	0	0	3 175
	B.2 Recherche appliquée	73 175	70 200	0	70 000	0	0	0	0	70 200	0	0	0	0	0	0	3 175
	B.3 Formation	123 730	269 426	10 000	100 000	0	218 113	5 000	0	0	0	51 314	0	0	0	0	8 730
Composante C : Gestion de l'UNLA		2 082 855	209 720	742 858	310 000	346 534	0	32 000	253 666	0	283 137	67 144	27 359	142 576	0	0	87 302
TOTAL PAYS		6 150 542	3 220 193	1 371 858	932 140	1 506 135	947 777	760 000	253 666	1 615 452	1 178 271	498 089	29 425	158 876	0	0	119 048

Annexe 15. Tableau détaillé du budget 2010 en \$ EU des UNLAs (Etats et AELP)

Cpte	Volet	Activité	ETATS Budget Total	AELP Budget Total	ALG ETAT Budget	LIB ETAT Budget	MLI ETAT Budget	MLI AELP Budget	MOR ETAT Budget	MAU ETAT Budget	MAU AELP Budget	NER ETAT Budget	NER AELP Budget	SEN ETAT Budget	SEN AELP Budget	CHD ETAT Budget	CHD AELP Budget	TUN ETAT Budget
Composante A : Renforcement des capacités			3,744,078	2,574,377	619,000	402,080	1,086,131	656,195	723,000	0	1,522,252	895,134	379,631	2,066	16,300	0	0	16,667
A.1 Surveillance et lutte précoce			2,444,919	163,629	614,000	200,000	594,527	148,776	320,000	0	0	706,409	0	459	14,854	0	0	9,524
A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte			1,105,915	129,949	264,000	50,000	353,455	125,816	200,000	0	0	234,827	0	459	4,133	0	0	3,175
Acquisition matériel roulant			368,924	125,816	264,000	0	31,454	125,816				73,469		0	0			0
Acquisition des équipements de prospection / lutte			47,506	0	0	0	45,918					0		0	0			1,587
Réparation et entretien des équipements			689,486	4,133	0	50,000	276,082		200,000			161,357		459	4,133			1,587
A.1.2 Exécution du plan d'action			1,339,003	33,680	350,000	150,000	241,072	22,959	120,000	0	0	471,582	0	0	10,721	0	0	6,349
Frais de déplacement personnel UNLA et équipes de prospection et de lutte sur le terrain (1)			1,339,003	33,680	350,000	150,000	241,072	22,959	120,000			471,582.23		0	10,721			6,349
A.2 Système d'information			96,561	0	5,000	7,080	63,776	0	1,000	0	0	16,531	0	0	0	0	0	3,175
Acquisition matériel informatique			80,208	0	4,000	5,000	52,296					16,531						2,381
Abonnement Internet			16,353	0	1,000	2,080	11,480		1,000									794
A.3 Appui aux structures d'intervention			1,202,598	2,410,748	0	195,000	427,829	507,419	402,000	0	1,522,252	172,194	379,631	1,607	1,446	0	0	3,968
Construction et/ou réhabilitation			810,712	1,132,966	0	150,000	98,410	0	400,000		972,252	160,714	160,714	0	0			1,587
Matériel et mobilier bureau			180,029	413,010	0	30,000	137,755	0	0		250,000	11,480	163,010	0	0			794
Consultations			157,225	863,325	0	0	157,225	507,419	0		300,000	0	55,906	0	0			0
Plans de gestion des risques			2,401	1,446	0	0	0	0	0		0	0	1,607	1,446				794
Documentation			52,232	0	0	15,000	34,439	0	2,000		0	0	0	0	0			794
Composante B : Mesures d'accompagnement			323,609	436,096	10,000	220,060	73,469	291,582	5,000	0	93,200	0	51,314	0	0	0	0	15,079
B.1. Actions environnementales			126,704	96,469	0	50,060	73,469	73,469	0	0	23,000	0	0	0	0	0	0	3,175
Acquisition de matériel scientifique			51,587	23,000	0	50,000	0	0			23,000							1,587
Kit d'analyse du taux de la cholinestérase, recharges et réactifs			5,415	27,551	0	30	4,592	27,551										794
Mise en oeuvre des activités environnementales			69,701	45,918	0	30	68,878	45,918										794
B.2 Recherche appliquée			73,175	70,200	0	70,000	0	0	0	0	70,200	0	0	0	0	0	0	3,175
Acquisition des équipements pour la recherche			51,587	70,200	0	50,000					70,200							1,587
Frais de réalisation des travaux de recherche			21,587	0	0	20,000												1,587
B.3 Formation			123,730	269,426	10,000	100,000	0	218,113	5,000	0	0	0	51,314	0	0	0	0	8,730
Equipements didactiques et ouvrages pédagogiques			12,381	0	0	10,000		0										2,381
Formations nationales			79,762	68,878	10,000	60,000		68,878	5,000									4,762
Formations régionales			30,000	0	0	30,000		0										0
Formations individuelles à l'étranger			1,587	200,549	0	0		149,235					51,314					1,587
Composante C : Gestion de l'UNLA			2,082,855	209,720	742,858	310,000	346,534	0	32,000	253,666	0	283,137	67,144	27,359	142,576	0	0	87,302
Personnel (2)			1,142,875	103,652	271,429	230,000	153,676		0	198,177		242,361	0	11,517	103,652			35,714
Voyages du personnel			87,918	0	0	40,000	45,918		2,000			0	0	0	0			0
Frais de fonctionnement de la structure (3)			852,062	106,068	471,429	40,000	146,939		30,000	55,489		40,776	67,144	15,842	38,924			51,587
TOTAL PAYS			6,150,542	3,220,193	1,371,858	932,140	1,506,135	947,777	760,000	253,666	1,615,452	1,178,271	498,089	29,425	158,876	0	0	119,048

Annexe 16. Tableau résumé du budget 2010 en \$ EU du Programme EMPRES-RO

Cpte	Volet	Activité	PROJETS D'APPUI AU PROGRAMME EMPRES-RO					TOTAL (Hors pays)	
			BAD	USAID	FAO	CLCPRO	FSP		FFEM
Composante A : Renforcement des capacités			590,881	115,000	70,760	10,000	484,912	94,708	1,366,261
	A.1	Surveillance et lutte précoce	312,000	90,000	0	0	0	0	402,000
	A.1.1	Plan annuel de surveillance/lutte	135,000	0	0	0	0	0	135,000
	A.1.2	Exécution du plan d'action	177,000	90,000	0	0	0	0	267,000
	A.2	Système d'information	35,000	25,000	70,760	0	0	94,708	225,468
	A.3	Appui aux structures d'intervention	243,881	0	0	10,000	484,912	0	738,793
Composante B : Mesures d'accompagnement			316,000	145,000	10,000	94,000	176,067	435,820	1,182,970
	B.1	Actions environnementales	60,000	70,000	0	10,000	0	147,412	267,412
	B.2	Recherche appliquée	110,000	10,000	0	25,000	57,200	253,191	455,391
	B.3	Formation	146,000	65,000	10,000	59,000	118,867	35,218	460,168
Composante C : Gestion du programme			205,000	30,000	245,000	18,000	256,457	0	748,374
TOTAL			1,111,881	290,000	325,760	122,000	917,436	530,528	3,297,606
<i>Expertise FAO / Frais de gestion</i>			<i>76,720</i>	<i>37,700</i>	<i>0</i>	<i>15,860</i>	<i>55,665</i>	<i>68,969</i>	<i>254,913</i>
TOTAL (frais compris)			1,188,601	327,700	325,760	137,860	973,101	599,496	3,552,519

Annexe 17. Tableau détaillé du budget 2010 en \$ EU du Programme EMPRES-RO

Cpte	Volet	Activité	Total EMPRES-RO (Hors pays)	BAD	USAID	FAO	CLCPRO	FSP	FFEM
Composante A : Renforcement des capacités			1,366,261	590,881	115,000	70,760	10,000	484,912	94,708
A.1 Surveillance et lutte précoce			402,000	312,000	90,000	0	0	0	0
A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte			135,000	135,000	0	0	0	0	0
Acquisition des équipements de prospection/lutte			50,000	50,000					
Réparation véhicules, pièces et mat. prospection			40,000	40,000					
Stations météo			45,000	45,000					
A.1.2 Exécution du plan d'action			267,000	177,000	90,000	0	0	0	0
Implication des populations rurales dans les zones d'insécurité pour renforcer l'alerte précoce			30,000		30,000				
Frais déplacement personnel UNLA et équipes prospection / lutte sur le terrain			237,000	177,000	60,000				
A.2 Système d'information			225,468	35,000	25,000	70,760	0	0	94,708
Abonnement transmission satellitaire			10,000			10,000			
Frais de transmission satellitaire			20,000	20,000					
Amélioration des bulletins d'information au niveau national			109,624	15,000	25,000	60,760			8,864
Acquisition d'équipements de collecte et de gestion de l'information			10,542						10,542
Amélioration des matériels de collecte et de transmission électronique des données de terrain eLocust2			15,060						15,060
Acquisition d'équipements de communication			15,060						15,060
Mise à jour eLocust2			45,181						45,181
A.3 Appui aux structures d'intervention			738,793	243,881	0	0	10,000	484,912	0
Construction du centre de Nouakchott, Base de Gao, antenne ANLA N'Djaména et base Agadez			227,881	227,881					
Equipement pour la mise aux normes des magasins de stockage de pesticides			16,000	16,000					
Elaboration plans de gestion du risque acridien			66,657					66,657	
Etude mécanismes de financement (fonds d'urgence)			114,034					114,034	
Etude financement lutte préventive			13,274					13,274	
Subvention CLCPRO : mise en place mécanismes de financement (transfert financier)			195,000					195,000	
Appui pays (Mali, Niger, Tchad) : échanges régionaux, ateliers			57,522					57,522	
Suivi et amélioration outils de communication			24,265				10,000	14,265	
Etude communication de crise			24,159					24,159	

Annexe 17 (suite et fin : 2/2)

Composante B : Mesures d'accompagnement	1,156,888	316,000	125,000	10,000	94,000	176,067	435,821
B.1 Actions environnementales	267,412	60,000	50,000	0	10,000	0	147,412
Equipements pour le suivi écotoxicologique des traitements	20,000	20,000					
Mise en oeuvre du CCE national	97,050	20,000	20,000				57,050
Kit d'analyse du taux de cholinestérase	10,000	10,000					
Utilisation opérationnelle du GM	40,000		30000		10,000		
Suivi environnemental (consultations pour la mise en oeuvre du plan)	10,000	10,000					
Conduite EIE supplémentaires pour affiner protocoles d'études et renforcer compétences nat.	37,651						37,651
Pérenniser le pôle de compétences capable de conduire EIE à travers équipes QUEST	52,711						52,711
B.2 Recherche appliquée	455,391	110,000	10,000	0	25,000	57,200	253,191
Identifier les critères d'alerte précoce	30,000	30,000					
Identifier les critères d'intervention	40,000	30,000	10,000				
Amélioration des techniques d'évaluation des infestations	25,000	25,000					
Appui station Akjoujt	10,000	10,000					
Acquisition équipements scientifiques	15,000	15,000					
Financement projets de recherche	25,000				25,000		
Florule prospecteur	57,200					57,200	
Compléter l'étude écotoxicologique du Green Muscle	18,251						18,251
Définition méthodologie de travail exploitation imagerie satellitaire	210,843						210,843
Appui aux expérimentations et rédaction procédures d'emploi produits alternatifs	24,096						24,096
B.3 Formation	434,086	146,000	65,000	10,000	59,000	118,867	35,218
Formations nationales sur les techniques de prospection et d'intervention rapide (formation terrain)	41,000	26,000		10,000	5,000		
Elaborer un support pédagogique pour le CEE	58,170	10,000	25000				23,170
Atelier de formation régional sur suivi écotoxicologique et qualité des traitements	57,048	25,000	20,000				12,048
Formations nationales sur suivi sanitaire, écotoxicologique et qualité des traitements	25,000	20,000			5,000		
Formations nationales des techniciens de la protection des végétaux	25,000	20,000			5,000		
Appui pays (Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) : formation	30,610					30,610	
Evaluation des formations nationales	28,000	20,000			8,000		
Formation à l'étranger (3ème cycle acridologie)	89,744				36,000		53,744
Elaboration Plan de formation régional II	79,513	25,000	20000				34,513
Composante C : Gestion du programme	774,457	205,000	50,000	245,000	18,000	256,457	0
Salaires équipe Coordination régionale	494,000	184,000		180,000		130,000	
Missions coordonnateurs projet FSP	21,253					21,253	
Missions Secrétariat CLCPRO	122,319	14,000	30,000	50,000		28,319	
Elaboration Phase II	39,823					39,823.01	
Evaluation finale EMPRES-RO	26,083					26,083.00	
Missions coordination avec la RC	15,000			15,000			
Organisation 9ème réunion ELOs	30,000		20,000		10,000		
Echange experts	8,000				8,000		
Frais fonctionnement CLCPRO	14,080	7,000				7,080	
Suivi projet MAEE (France)	3,900					3,900	
TOTAL EMPRES-RO	3,297,606	1,111,881	290,000	325,760	122,000	917,436	530,528
Expertise FAO / Frais de gestion	254,913	76,720	37,700	0	15,860	55,665	68,969
Total EMPRES-RO frais compris	3,552,519	1,188,601	327,700	325,760	137,860	973,101	599,497

Annexe 18. Tableau résumé du budget 2010 en \$ EU du projet financé par la BAD

Cpte Volet	Activité	Total BAD	MALI	MAURITANIE	NIGER	TCHAD	CR	RO
Composante A : Renforcement des capacités		590,881	142,557	49,000	185,324	174,000	0	40,000
	A.1 Surveillance et lutte précoce	312,000	107,000	45,000	90,000	50,000	0	20,000
	A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte	135,000	40,000	25,000	35,000	35,000	0	0
	A.1.2 Exécution du plan d'action	177,000	67,000	20,000	55,000	15,000	0	20,000
	A.2 Système d'information	35,000	5,000	0	5,000	5,000	0	20,000
	A.3 Appui aux structures d'intervention	243,881	30,557	4,000	90,324	119,000	0	0
Composante B : Mesures d'accompagnement		316,000	22,000	22,000	22,000	20,000	0	230,000
	B.1 Actions environnementales	60,000	5,000	5,000	5,000	5,000	0	40,000
	B.2 Recherche appliquée	110,000	0	0	0	0	0	110,000
	B.3 Formation	146,000	17,000	17,000	17,000	15,000	0	80,000
C : Gestion du projet		205,000	0	0	0	0	205,000	0
TOTAL		1,111,881	164,557	71,000	207,324	194,000	205,000	270,000
<i>Expertise FAO / frais de gestion</i>		76,720						
TOTAL frais compris		1,188,601						

Annexe 19. Tableau détaillé du budget 2010 en \$ EU du projet financé par la BAD

Cpte	Volet	Activité	Total BAD	MLI BAD	MAU BAD	NER BAD	CHD BAD	CR BAD	RO BAD
Composante A : Renforcement des capacités			590,881	142,557	49,000	185,324	174,000	0	40,000
	A.1 Surveillance et lutte précoce		312,000	107,000	45,000	90,000	50,000	0	20,000
	A.1.1 Plan annuel de surveillance/lutte		135,000	40,000	25,000	35,000	35,000	0	0
		Préparation du plan de surveillance/lutte							
		Acquisition des équipements de prospection/Lutte	50,000	15,000	15,000	10,000	10,000		
		Réparation véhicules, pièces et mat. prospection	40,000	10,000	10,000	10,000	10,000		
		Stations météo	45,000	15,000		15,000	15,000		
	A.1.2 Exécution du plan d'action		177,000	67,000	20,000	55,000	15,000	0	20,000
		Frais déplacement personnel UNLA et équipes prospection / lutte sur le terrain	177,000	67,000	20,000	55,000	15,000		20,000
	A.2 Système d'information		35,000	5,000	0	5,000	5,000	0	20,000
		Frais de transmission satellitaire	20,000						20,000
		Amélioration des bulletins d'information au niveau national	15,000	5,000		5,000	5,000		
		Atelier régional Ramses v3 et eLocust2	0						
	A.3 Appui aux structures d'intervention		243,881	30,557	4,000	90,324	119,000	0	0
		Construction Centre NKC, Base Gao, Antenne N'Djamena et Base Agadez	227,881	26,557		86,324	115,000		
		Matériel et mobilier bureau	0						
		Equipement pour la mise aux normes des magasin de stockage de pesticides	16,000	4,000	4,000	4,000	4,000		
		Elaboration plans de gestion du risque acridien	0						
Composante B : Mesures d'accompagnement			316,000	22,000	22,000	22,000	20,000	0	230,000
	B.1 Actions environnementales		60,000	5,000	5,000	5,000	5,000	0	40,000
		Equipements pour le suivi écotoxicologique des traitements	20,000	5,000	5,000	5,000	5,000		
		Mise en oeuvre du CCE national	20,000						20,000
		Kit d'analyse du taux de cholinestérase	10,000						10,000
		Recharges/réactifs kits cholinestérase	0						
		Suivi environnemental (consultations pour la mise en oeuvre du plan)	10,000						10,000
	B.2 Recherche appliquée		110,000	0	0	0	0	0	110,000
		Identifier les critères d'alerte précoce	30,000						30,000
		identifier les critère d'interventions	30,000						30,000
		Amélioration des techniques d'évaluation des infestations	25,000						25,000
		Appui station Akjoujt	10,000						10,000
		Acquisition équipements scientifiques	15,000						15,000
	B.3 Formation		146,000	17,000	17,000	17,000	15,000	0	80,000
		Elaborer un support pédagogique pour le CCE	10,000						10,000
		Elaboration Plan de formation régional II	25,000						25,000
		Techniques de prospection et d'intervention rapide (formation terrain)	26,000	7,000	7,000	7,000	5,000		
		Formation des techniciens en PV	20,000	5,000	5,000	5,000	5,000		
		Atelier de formation régional sur le suivi écotoxicologique et de qualité des traitements	25,000						25,000
		Evaluation des formations nationales	20,000						20,000
		Formation nationale sur le suivi sanitaire, écotoxicologique et de la qualité des traitements,	20,000	5,000	5,000	5,000	5,000		
C : Gestion du projet			205,000	0	0	0	0	205,000	0
		Assistant au Secrétaire exéc. CLCPRO	184,000					184,000	
		Missions de coord. tech. à l'étranger personnel CLCPRO	14,000					14,000	
		Frais fonctionnement CLCPRO	7,000					7,000	
		Imprévus	0						
TOTAL BAD			1,111,881	164,557	71,000	207,324	194,000	205,000	270,000
		Expertise FAO / frais de gestion	76,720						

Annexe 20. Modifications du projet FSP approuvées par le Comité de pilotage

Les points suivants ont été approuvés par le Comité de pilotage du projet FSP⁹ / Programme EMPRES-RO :

1 - Volet d'activités 3.1 « Animer une réflexion sur l'environnement institutionnel et la place des bailleurs de fonds dans la lutte antiacridienne » : réallocation budgétaire

Ce volet a pour objet de conduire une réflexion sur une évolution possible du cadre institutionnel (pays concernés, niveau régional, FAO, bailleurs, et opérateurs) et en particulier celui des rôles et responsabilités de la CLCPRO, institution sans personnalité juridique et sans autonomie de gestion et d'administration de financements et de budgets.

Des réflexions ont déjà eu lieu sur les rôles et responsabilités de la CLCPRO lors de la 4^{ème} Session de la CLCPRO en octobre 2007 à Bamako. Par ailleurs, le Secrétariat de la CLCPRO a rencontré en janvier 2008 le Bureau juridique de la FAO. De ces réflexions, l'évolution des statuts juridiques de la CLCPRO n'est pas envisageable à court terme et sort du projet FSP et même du programme EMPRES-RO (pour plus de détails, voir encadré ci-dessous).

Réflexions sur l'évolution des rôles et responsabilités de la CLCPRO

Les délégations présentes lors de la 4^{ème} Session de la CLCPRO ont souhaité que l'examen des rôles et responsabilités de la CLCPRO soit initié de façon concertée, avec les pays et le Département de l'agriculture (AG) et le service juridique de la FAO. Ils ont recommandé que la FAO, les Etats membres de la CLCPRO et le Secrétariat de cette Commission examinent les possibilités de mise en œuvre de la recommandation 22 de la mission d'évaluation multilatérale indépendante de la campagne 2003-2005. Pour rappel, ladite recommandation porte sur la révision du rôle et des responsabilités de la CLCPRO. Les pays membres de la CLCPRO sont favorables à la mise en œuvre de cette recommandation afin de renforcer le poids institutionnel de la Commission.

Pour répondre au souhait des pays de la CLCPRO, son Secrétariat a discuté en janvier 2008 de cette question avec le management du Siège de la FAO et avec un juriste de son Bureau juridique. Les interlocuteurs rencontrés ont exprimé un avis favorable sur cette question. Elle soulève cependant un problème juridique, eu égard à la nécessaire révision de l'article XIV de l'Acte constitutif de l'Organisation, qui concernerait alors de nombreuses autres Commissions créées en vertu dudit article. Le processus sera donc long car le vote des Etats membres de l'Organisation est nécessaire. Il s'agit donc d'une question beaucoup plus générale sortant du seul cadre de la CLCPRO et qui doit s'envisager dans le cadre de l'évolution actuelle de l'Organisation comme suite à l'évaluation externe indépendante (EEI) de 2007. En conséquence, la question posée dépasse le cadre de l'étude institutionnelle sur le rôle et le statut du niveau régional, envisagée dans le projet « Contribution au programme antiacridien EMPRES-Région occidentale » financé par le Fonds de solidarité prioritaire (FSP) de la France.

En conséquence, **le Comité de pilotage approuve la proposition de la Coordination régionale d'affecter le budget du volet 3.1 du projet FSP à d'autres activités du Programme EMPRES-RO**, tel que présenté dans le tableau ci-après :

⁹ Projet n°2004-057 du Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) de la France « d'appui au programme EMPRES Criquet pèlerin en région occidentale pour l'amélioration de la prévention et de la gestion des crises acridiennes ».

Tableau : Réallocations budgétaires du volet 3.1 du projet FSP n°2004-057

Instrument financier du FSP	Budget (€)	Activités prévues	Nouvelles activités
54 – Autres services extérieurs	80 000 (Origine fonds : Paris – Gestion FAO)	Etude institutionnelle sur le rôle et le statut du niveau régional	<p>. Elaboration de la phase II du Programme EMPRES-RO (34 615 €)</p> <p>. Evaluation du Plan de formation régional (15 385 €)</p> <p>. Elaboration du 2nd Plan de formation régional 2011-2013 : (30 000 €)</p>
55 - Missions courte durée	49 000 (Origine fonds : Alger – Gestion FAO)	Animation de la réflexion par la mise en place d'un groupe de travail et la tenue d'ateliers régionaux	Missions de coordination technique à l'étranger du personnel de la CLCPRO (49 000 €)
TOTAL	129 000		

2 – Volet d'activités 4.3 « Evaluation » : réallocation budgétaire

Pour ce volet d'activités, le document de projet prévoit différentes évaluation externes (budget global de 103 000 €, imprévus inclus, géré initialement au niveau de Paris) :

① Pour l'évaluation finale du projet, il est prévu un budget de 40 000 €, géré au niveau de Paris.

② En outre, il était prévu une évaluation rétrospective des opérations financées par la France dans le domaine de la lutte antiacridienne. Cette activité n'a pas été réalisée et un budget de 62 672 € a été confié à la FAO (Accord FAO/Ministère des Affaires étrangères et européennes de la France signé en novembre 2008) pour d'autres types d'évaluation. En conséquence, **le Comité de pilotage approuve la proposition de la Coordination régionale d'affecter la somme de 62 672 € comme contribution à l'évaluation finale de la phase I (2006-2009) du Programme EMPRES-RO.**

Annexe 21. Liste des participants

N°	Pays/Institution	Prénom et Nom	Fonction	Adresse électronique	Adresse postale	Téléphone
1	ALGERIE	M. Khaled Moumene	Directeur général / Chargé de liaison	Khal63@yahoo.com	INPV, BP 80, Avenue des Frères Ouldek, El Harrach, Algérie	+213 21 52 12 31 +213 77 12 01 816
2	LIBYE	M. Khaled Gadgoud	Directeur DLCD, Locust Expert / Chargé de liaison	elgadgoud@gmail.com	P.O Box 78056 Tripoli Libya	+218 91 37 86 232 +218 92 73 34 876
3	MALI	M. Fakaba Diakité	Directeur du CNLCP / Chargé de liaison et Coordonnateur du projet AELP	Fakaba.diakite@cnlcp.net	B.P. E/4281, Bamako, Mali	+223 20 22 01 82 +223 20 22 01 93
4	MAROC	M. Said Ghaout	Directeur du CNLAA / Chargé de liaison	ghaouts@yahoo.com cnlaa@menara.ma	B.P 125, Inezgane Agadir, Maroc	+212 528 24 23 30
5	MAURITANIE	Imam Cheikh Ould Ely	Président du Conseil d'Administration du CNLA	icheikh@hotmail.com	B.P. 665, Nouakchott, Mauritanie	+222 410 10 10 +222 630 69 79
6	MAURITANIE	M. Mohamed Abdallahi Ould Babah	Directeur général du CNLA / Chargé de liaison et Coordonnateur du projet AELP	maouldbabah@yahoo.fr cnla@cnla.mauritanie.org	B.P. 665, Nouakchott, Mauritanie	+222 52 44 855
7	MAURITANIE (Chambre d'agriculture)	Niang Samba Demba	Président Bureau Régional Fédération Agriculteurs et Eleveurs de Mauritanie	Niangsamba@yahoo.fr	Kaédi Mauritanie	+222 646 66 02 +222 202 50 03
8	NIGER	Seydou YAYE	Directeur Général de l'Evaluation des Programmes de Développement	Seydou.yaye@yahoo.fr	BP 862 Niamey, Niger	+227 20 72 38 38 +227 96 97 36 81
9	SENEGAL	Mme Mariétou Diawara	Directrice de la Direction de la Protection des Végétaux	dpv1@orange.sn	DPV B.P 20054 Thiaroye, Dakar, Sénégal	+221 33 83 42 854

N°	Pays/Institution	Prénom et Nom	Fonction	Adresse électronique	Adresse postale	Téléphone
10	SENEGAL	M. Aliou Diongue	Chef Division Avertissements Agricoles / Chargé de liaison	armigera2002@yahoo.com	DPV B.P 20054 Thiaroye, Dakar, Sénégal	+221 77 71 05 081
11	TCHAD	M. Mborode Bamtoboin	Directeur ANLA	bamtoboin@yahoo.fr anla.tchad@gmail.com	B.P 1551, N'Djamena, Tchad	+235 531 67 06 +235 252 45 09
12	TCHAD	M. Brahim Hassan	Coordonnateur du projet AELP	aelpchad@intnet.td Salimbrahim@yahoo.fr	B.P 441, N'Djaména, Tchad	+235 630 58 65 +235 980 20 66 +235 252 22 87
13	TCHAD	M. Mahamat Saleh Issaka	Directeur de la promotion	maha_saleis@yahoo.fr	Chambre d'Agriculture / CCIAMA, N'Djaména, Tchad	+235 62 34 648 +235 96 20 090
14	BAD	Léandre GBELI	Chargé d'Opérations /Task Manager PALPCP	l.gbeli@afdb.org	BP 323, Tunis Belvedere, Tunisie	+216 71 10 36 46
15	FRANCE (MAEE)	Agnès POIRIER	Chargée de Mission Risques Sanitaires et Phytosanitaires	agnes.poirier@diplomatie.gouv.fr	DGM/BPM/ALIM, 27 Rue de la convention, 75732 PARIS CEDEX15	+33 1 43 17 60 73
16	Centre AGRHYMET	M. Amadou Bocar BAL	Entomologiste	A.Bal@agrhyet.ne	BP. 11011, Niamey, Niger	+227 20 31 53 16
17	Cirad	M. Michel Lecoq	Directeur Unité de Recherche Acridologie	lecoq@cirad.fr	TA A50/D, 34398 Montpellier, Cedex 5, France	+33 4 67 59 39 37 +33 4 67 59 39 34
18	Cirad	Jean Michel VASSAL	Entomologiste	jean-michel-vassal@cirad.fr	TA A50/D, 34398 Montpellier, Cedex 5, France	+33 4 67 59 38 61
19	Fondation CERES-LOCUSTOX	D^r Dogo Seck	Administrateur Général	dogoseck@orange.sn cereslocustox@orange.sn	BP 3300, FAO Dakar, Sénégal	+221 33 834 42 94

N°	Pays/Institution	Prénom et Nom	Fonction	Adresse électronique	Adresse postale	Téléphone
20	FAO (Siège)	M. Christian Pantenius	Senior EMPRES Officer	Christian.pantenius@fao.org	FAO / AGPP, Viale delle Terme di Caracalla, 00150 Rome, Italie	+39 065 70 53 836 +39 34 62 45 60 54
21	CLCPRO/FAO	M. Thami Ben Halima	Secrétaire exécutif CLCPRO & Coordonnateur EMPRES-RO	Thami.BenHalima@fao.org	30 Rue Asselah Hocine, BP 270 RP, Alger, Algérie	+212 661 75 47 67
22	CLCPRO/FAO	M. Mohamed Lemine Ould Ahmedou	Assistant Technique	Lemine.ouldahmedou@fao.org	30 Rue Asselah Hocine, BP 270 RP, Alger, Algérie	+222 63 32 263
23	CLCPRO/FAO	M. Dominique Menon	Coordonnateur projet FSP	dominique.menon@fao.org	AGPP, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie	+39 065 70 55 289
24	MALI	M. Aboubacar DIARRA	Directeur Adjoint CNLCP	Diarrabou2004@yahoo.fr	B.P. E/4281, Bamako, Mali	+223 76 40 84 11
25	MALI	M. Hamidou SANOGO	Chef Département Info. Com. et Documentation / CNLCP	sagodou@yahoo.fr	B.P. E/4281, Bamako, Mali	+223 75 14 35 13
26	MALI	M. Bouraïma KONE	Chef Département des Opérations Techniques / CNLCP	kraussela@yahoo.fr	B.P. E/4281, Bamako, Mali	+223 76 17 15 70 +223 66 78 29 40
27	MALI	M. Mahamadou N. Keita	Chef Département Suivi-Evaluation / CNLCP	mohakeita@hotmail.com	B.P. E/4281, Bamako, Mali	+223 76 47 17 43
28	MALI	M. Mamadou A. Traoré	DAF / CNLCP	mamadouabba@yahoo.fr	B.P. E/4281, Bamako, Mali	+223 66 73 03 30
29	MALI	M. Sada Sow	Chargé de Suivi Environnemental et Sanitaire / CNLCP	Sow.sada@yahoo.fr	B.P. E/4281, Bamako, Mali	+223 76 03 62 72